

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- La Pologne confirme : besoin de l'organisation -
besoin du parti 1
- Le procès de Blida 6
- Les perspectives de l'après-guerre 9
- Les communistes et les luttes ouvrières (« Que
faire ? » hier et aujourd'hui) 27
- Trotsky, la Fraction de gauche du PC d'Italie
et les « mots d'ordre démocratiques » 51
- L'extrême-gauche « anti-sioniste » et la question
palestinienne 66
- Un mythe usé : le « socialisme » de l'Est 74

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

La Pologne confirme : besoin de l'organisation besoin du parti

Au moment des véritables insurrections qui ont secoué la Pologne en 1970, nous avons souligné le progrès accompli par le mouvement social depuis 1956. A cette époque, en Pologne comme en Hongrie, « le prolétariat s'agitait à côté de toutes les autres classes dans la grande rébellion populaire contre l'oppression étrangère, à savoir celle de l'URSS, pseudo-socialiste, mais ne se détachait encore en rien d'elles. [...] Le mouvement de 1970 offre une physionomie complètement différente [...] nous n'avons plus un mouvement populaire dans lequel toutes les couches de la société sont fraternellement et naïvement encore unies contre un ennemi commun qui n'est d'ailleurs même pas l'Etat national, mais une véritable grève insurrectionnelle, menée exclusivement par des ouvriers, indépendante de tout nationalisme anti-russe, pure de toute collaboration avec d'autres couches ou classes sociales, pour la bonne raison que ses revendications sont purement prolétariennes. Cette fois, non seulement les paysans n'ont pas bougé, mais les étudiants ont refusé de suivre. » (1). En effet, à côté des revendications purement économiques dont l'acuité avait donné le départ à la grève, les ouvriers demandaient « l'abaissement du salaire des fonctionnaires au niveau du salaire ouvrier moyen [...] le châtimement de tous ceux qui avaient participé à la répression, la condamnation des campagnes mensongères et injurieuses dirigées contre eux, la libération des emprisonnés, etc. Qui plus est, les Comités de grève ont revendiqué avant tout la liberté de grève, la création de syndicats libres, c'est-à-dire indépendants de l'Etat pseudo-socialiste » (2). On voit qu'ils avaient largement dépassé les revendications populaires et interclassistes de « liberté » et de « démocratie », car si la liberté de grève et la liberté

(1) Voir dans *Programme Communiste*, n° 51-52, avril-septembre 1971, « Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes », pp. 47-48.

(2) *Ibid.*, p. 50.

d'association semblent faire partie des « droits démocratiques », ces revendications traduisent en réalité des exigences de la lutte prolétarienne *contre* l'Etat bourgeois, pour démocratique qu'il soit (3).

Le problème de l'organisation a été une des faiblesses du mouvement de 1970. Certes, au cours de la lutte, les ouvriers ont cherché à s'organiser, puisqu'aussi bien ils ne peuvent se battre *qu'organisés*. Mais, justement, la lutte a éclaté de façon *inorganisée* et si, ici ou là, les ouvriers ont pris spontanément d'assaut les sièges du parti et se sont même attaqués aux casernes, ces actions étaient trop désordonnées, isolées et incohérentes ; elles ont pu être facilement écrasées par une répression qui a fait 300 morts officiellement, et sans doute plus de 1.000 en réalité. Même en ce qui concerne les grèves, il n'existait aucune organisation ouvrière à l'échelle nationale, qui aurait pu relier, étendre et coordonner les grèves à travers toutes les régions du pays. C'est la lutte elle-même qui a fait éclater aux yeux des ouvriers le *besoin de l'organisation*, et les efforts pour la mettre en place ont suivi les explosions les plus violentes. Les Comités de grève qui sont nés alors représentaient évidemment un acquis énorme, mais il leur manquait une assise stable, un réseau de liaison entre les entreprises, les catégories et régions, bref, il leur était impossible d'acquiescer, en pleine lutte et en pleine répression, la capacité d'unifier et de diriger le mouvement à une grande échelle.

Si les grèves de l'été 1980 ont pris à leur tour une physionomie très différente de celles de 1970, cela ne tient pas au contenu des revendications, en substance identique, mais au fait qu'entre-temps les éléments d'avant-garde ont accompli un énorme travail clandestin de *previous organisation* comme disait Marx. C'est cet effort d'*organisation préalable* qui a permis au mouvement de se doter très vite d'une direction centralisée effectivement *liée* aux différentes usines et régions. Qui lui a permis de briser les tentatives de l'Etat de le morceller et de l'isoler usine par usine et ville par ville ; qui lui a permis d'étendre la grève aux principaux centres ; de coordonner les actions et les revendications ; de dresser face au gouvernement un front compact et un interlocuteur représentant le mouvement. Qui lui a permis, donc de dépasser le stade de l'insurrection immédiate mais désespérée et sans issue, pour devenir une lutte qui, sans menacer directement le pouvoir politique bourgeois, lui opposait cependant un *front de classe* capable de le faire reculer.

Dans ce travail d'organisation accompli, surtout après 1974 semble-t-il, par les ouvriers avancés qui avaient tiré les leçons de 1970, les divers courants d'opposition politique ont joué un rôle important. Il ne pouvait en être autrement. Le prolétaire combatif et d'avant-garde, qui essaie de dépasser la situation et les luttes immédiates et de tirer des questions qu'elles posent une vision plus large et plus générale de la lutte de classe et de ses exigences, est forcément « politisé ».

(3) Voir plus loin l'article « Trotsky, la Fraction de gauche du PC d'Italie et les " mots d'ordre démocratiques " ».

Il ne peut pas ne pas chercher dans les programmes, les plates-formes, les méthodes de lutte et d'organisation proposés par les partis politiques des réponses aux problèmes qu'il doit affronter. Il est normal qu'il croie les trouver dans les indications données par tel ou tel courant ou parti, et les suive tant que l'expérience même de la lutte et de ses exigences ne lui aura pas montré que ce sont de *fausses réponses*.

Ce serait trop facile, d'ailleurs, si les partis et courants non communistes ne donnaient que des réponses *entièrement fausses* ! En réalité, ils conquièrent une influence précisément dans la mesure où leurs réponses correspondent *au moins en partie* aux besoins *immédiats* réels des ouvriers. Ainsi, en Pologne, des mouvements politiques comme l'Eglise catholique, le KOR et plus généralement l'« opposition démocratique », ont effectivement travaillé à constituer et mettre en place ces organisations « syndicales », indépendantes des Syndicats officiels d'Etat, dont les ouvriers *avaient besoin* pour mener des luttes d'envergure. Evidemment, ils l'ont fait dans *leur* perspective et dans *leur* ligne politique, mais ils l'ont fait : ils n'ont pas seulement revendiqué cette organisation, ils se sont efforcés de la constituer, ils ont fait agir dans ce sens les ouvriers qu'ils influençaient, et ils ont sans doute donné l'appui de leurs propres structures organisatives, surtout celle de l'Eglise, appareil centralisé et hiérarchisé préexistant et apparemment opposé à l'Etat bourgeois. Mais, en apportant *cette réponse, juste*, aux problèmes immédiats de la lutte ouvrière, ils ont apporté aussi *leur réponse politique, fausse*.

Naturellement, selon les moments de la lutte, c'est l'un ou l'autre de ces aspects qui passait au premier plan. On le voit très clairement en suivant le déroulement des événements, du début de la grève à aujourd'hui, et leur signification relevée au fur et à mesure par notre presse. Dans les premiers temps de la grève, la direction qui s'était forgée et imposée à travers le long travail de préparation se manifeste effectivement comme *la direction* d'un formidable mouvement de lutte de la classe ouvrière, d'un mouvement qui n'ébranlait pas seulement l'Etat polonais, mais tout l'équilibre des classes et des Etats en Europe centrale ; d'un mouvement qui, *en fait* sinon en conscience, se plaçait résolument sur le terrain de classe contre tous les intérêts bourgeois. Après une période confuse où cette direction a commencé à *freiner* le mouvement ; où les Walesa risquaient souvent d'être « débordés par leur base » au grand effroi de tous les observateurs bourgeois ; où ils ont eu souvent du mal à imposer leurs compromis aux éléments les plus dynamiques comme ceux du Comité de Gdansk et à arrêter les « grèves sauvages », ils apparaissent aujourd'hui de plus en plus ouvertement comme de véritables *pompiers sociaux*, les seuls capables de faire accepter aux ouvriers les sacrifices exigés par le « salut de l'économie nationale ».

Il est évident que cette action d'agents de la collaboration avec l'Etat bourgeois est *d'autant plus efficace* qu'ils ont mieux accompli l'autre tâche, celle d'organiser les ouvriers en dehors du contrôle direct de l'Etat et de diriger leur lutte contre lui. D'aucuns en tirent la conclusion que *toute* organisation préalable, stable et large des ouvriers

est *par nature* un instrument de la collaboration de classe, qu'il faut donc la combattre et, en toute logique, s'opposer à sa constitution. C'est une conclusion infantile. En réalité, ce fait, inévitable dans une certaine mesure, démontre seulement que si le prolétariat a *besoin de* l'organisation pour se battre, l'organisation à son tour a *besoin du parti* pour échapper à l'influence et au contrôle des forces politiques qui tendent à la faire collaborer avec la bourgeoisie. Pas de n'importe quel parti, évidemment : du véritable parti communiste.

Le besoin de *s'organiser* est un des besoins fondamentaux et permanents de la classe, et il se manifeste avec acuité dès qu'elle bouge ou dès qu'elle veut bouger ; réciproquement, *l'organisation croissante* de la classe sur ses positions propres est en réalité l'acquis le plus important et le plus durable de ses luttes immédiates et partielles, et la lutte est elle-même un puissant facteurs d'organisation, bien que pas toujours de façon immédiate. Or, toutes les forces politiques présentent leurs méthodes d'organisation aux prolétaires, toutes prétendent contribuer à satisfaire ce besoin essentiel, toutes le font effectivement *en partie* et *à leur façon*, et toutes font pénétrer de cette manière leur programme politique et leur influence dans l'organisation immédiate. C'est possible, parce que la lutte *immédiate* et *partielle* et l'organisation qu'elle requiert *ne suffisent pas* en général pour trancher radicalement entre les programmes et méthodes des divers partis. En d'autres termes, cela montre que l'organisation née des ou pour les luttes immédiates ne suffit pas pour diriger la lutte générale d'émancipation du prolétariat, qu'il faut pour cela une organisation fondée sur une expérience et une vision historiques plus larges et plus générales, cela montre encore une fois la nécessité du parti.

Mais cela montre aussi que le parti ne peut pas abandonner le terrain immédiate, les luttes immédiates et l'organisation immédiate aux forces politiques de la réaction, du conservatisme, du réformisme ou de la pseudo-révolution, qui, *toutes*, y apportent *leurs* réponses aux besoins des ouvriers. Des réponses qui peuvent correspondre *en partie* aux besoins immédiats et tirer de ce fait une efficacité redoutable. Cela montre d'une part que le parti ne peut pas rester *en dehors* d'une de ces organisations ou la désertir pour la simple raison qu'elle a été constituée par les efforts d'autres courants politiques qui influencent son orientation ou la contrôlent, mais que c'est justement là le terrain où il doit les affronter. Cela montre d'autre part qu'il ne peut pas *attendre* que les ouvriers s'organisent « eux-mêmes », ce qui reviendrait à attendre que *d'autres* forces les organisent, mais doit *contribuer* dans toute la mesure du possible à l'organisation du prolétariat à tous les niveaux.

Le parti représente la conscience la plus générale de la classe et son organisation la plus haute, la seule à même d'unifier et d'intégrer toutes les luttes par-delà toutes les limites dans l'espace et le temps : il est l'unificateur et l'organisateur du prolétariat en tant que *classe révolutionnaire* à l'échelle *internationale* et *historique*. Mais sa doctrine, son programme, ses principes et son expérience ne tracent pas seulement la grande voie des luttes d'émancipation du prolétariat, ils

y *intègrent* les luttes quotidiennes et partielles, et donnent aussi les réponses *les plus complètes* aux problèmes qu'elles posent. C'est le parti qui peut donner à tous les problèmes de la lutte ouvrière les réponses *entièrement justes*, et c'est *sur le terrain*, à l'épreuve des faits et de l'expérience, qu'il doit les faire prévaloir contre les réponses *partiellement justes mais tendanciellement fausses* données par toutes les autres forces politiques.

C'est sur le terrain des luttes immédiates et de l'organisation immédiate que le parti peut et doit s'affirmer *pratiquement* comme direction de la classe, imposer *ses solutions*, *son orientation*, *ses pôles d'organisation*, et donner par-là même à la lutte et à l'organisation du prolétariat la plus grande efficacité et le plus grand essor.

Cette perspective, qu'il ne faut pas voir à l'échelle d'un pays ou d'un continent, mais à l'échelle de toute la planète, peut sembler chimérique si on regarde la situation aujourd'hui, après cinquante ans de contre-révolution, et l'exiguïté des forces qui s'alignent sur le front du communisme révolutionnaire. Elle le serait, en effet, si elle ne comptait que sur la seule volonté et les seules forces du parti. Mais des forces bien plus considérables que les nôtres travaillent dans ce sens.

La montée de la crise de la société capitaliste et l'éclatement violent des antagonismes sociaux poussent à l'échelle internationale la classe ouvrière à la lutte. A travers ces luttes et les efforts d'organisation correspondants, les ouvriers font *l'expérience* des réponses apportées par toutes les forces qui occupent aujourd'hui la scène politique. Ce sont les exigences même de la lutte qui obligent et obligeront toujours plus les éléments d'avant-garde à soumettre ces réponses à l'épreuve des faits, à les dépasser et à chercher les *vraies* réponses. Encore faut-il *qu'ils puissent les trouver* !

Le parti ne peut donc se contenter de mener son combat théorique et sa lutte politique générale. Il doit intervenir sur le terrain des luttes immédiates, y apporter les réponses du communisme révolutionnaire et y apparaître comme un *pôle d'orientation et d'organisation*. Même si cette intervention ne peut pas donner aujourd'hui des résultats spectaculaires à brève échéance, elle est *la condition* des succès futurs.

Solidarité avec les condamnés de Blida !

Après des aveux arrachés sous la torture et un simulacre de procès, cinq militants et contacts de notre organisation viennent d'être condamnés par le tribunal militaire de Blida à des peines de 3 à 10 ans de prison. Il s'agit de Mohamed Benssada, Rabah Benkhellat, Abdelmalek Kendour, Ali Akkache et Mohamed Naaman. Nous saluons ces jeunes révolutionnaires qui, malgré deux années de détention au secret entre les mains de la Sécurité militaire algérienne, n'ont pas hésité à revendiquer avec courage leurs idées face à ceux qui s'apprêtaient à les condamner.

Ce procès est un nouvel épisode de la répression qui frappe quotidiennement la classe ouvrière et les masses pauvres d'Algérie, cependant que la nouvelle classe dominante issue de l'indépendance s'engraisse cyniquement en accumulant richesse sur richesse. L'acharnement contre les condamnés de Blida montre à quel point la bourgeoisie algérienne craint la diffusion — en particulier au sein de l'armée, principal instrument de défense de sa domination et de ses privilèges contre la colère des masses — du marxisme révolutionnaire, qui démasque tous ses mensonges sur le soi-disant « socialisme » algérien et montre aux opprimés la voie de leur émancipation. Mais ni la répression, ni les mensonges bourgeois n'empêcheront le fossé de classe de se creuser chaque jour davantage, en Algérie comme ailleurs, et la classe ouvrière de s'emparer de l'arme du marxisme pour organiser à la tête des masses pauvres le combat contre le capitalisme.

Nous appelons tous les révolutionnaires, tous les militants de la cause de l'émancipation prolétarienne, à lutter avec nous pour la libération des condamnés de Blida et pour les arracher des mains de la Sécurité militaire.

Quant aux bourgeois algériens, à leurs flics et à leurs tortionnaires, nous n'implorons de leur part ni « mesures de libéralisation », ni clémence. Nous n'avons qu'une chose à leur dire : le jour où la classe ouvrière procèdera au règlement des comptes, le châtiment qu'ils subiront de la part des masses sera à la mesure des souffrances qu'ils leur auront infligées.

Parti Communiste International

1^{er} janvier 1981.

Le procès de Blida

Les jeunes militaires et civils inculpés de « complot contre la sûreté de l'Etat » et accusés d'avoir constitué une cellule de notre organisation ont été jugés et condamnés en une journée, le 27 décembre 1980, par le Tribunal Militaire de Blida. A part les avocats algériens désignés par les inculpés et les militaires garnissant la salle, il n'y avait pour tout public à l'audience que deux avocats français qui ont pu se faire admettre **in extremis** ; mais pour être sûrs qu'ils ne pourraient suivre le procès, le président a décrété, contrairement à un usage constant devant ce tribunal, que les débats se dérouleraient en arabe, et leur a en outre interdit de plaider. C'est donc dans un véritable huis-clos de fait que les organes « légaux » de répression ont accompli leur besogne.

Ce huis-clos était bien nécessaire pour tenter de masquer la totale absence de preuves du prétendu « complot contre la sûreté de l'Etat » attribué à nos camarades et contacts, dont le seul véritable « crime » est d'avoir lu et diffusé notre presse.

La déclaration courageuse de notre camarade Benkhallat

Le huis-clos devait aussi servir à cacher le fait que tous les aveux des inculpés de Blida leur avaient été arrachés sous la torture après leur arrestation par la Sécurité militaire algérienne. Pour essayer d'éviter qu'on en fasse mention, le président a déclaré dès le début du procès que seuls les aveux faits devant le juge d'instruction (c'est-à-dire **après** le passage entre les mains des « spécialistes » de la S.M.) seraient pris en considération. Les bourreaux en uniforme ont parfois de ces scrupules juridiques !... Cela n'a pas empêché notre camarade Rabah Benkhallat de dénoncer courageusement les tortures qu'il avait subies, malgré la présence de membres de la S.M. qui ont dû lui faire payer son audace après l'audience. Notre camarade a prononcé un véritable réquisitoire contre le faux « socialisme » algérien en dénonçant l'exploitation et la misère qui frappent les masses travailleuses d'Algérie alors que la bourgeoisie ne fait qu'accumuler cyniquement les richesses.

Des sentences dictées par la peur du communisme

Les sentences prononcées contre les accusés ont été lourdes, à la mesure de la frayeur qu'inspire aux capitalistes et à leurs valets le spectre du communisme :

Mohamed BENSSADA a été condamné par défaut à 10 ans de prison,
Rabah BENKHALLAT a été condamné à 6 ans de prison,
Abdelmalek KENDOUR a été condamné à 6 ans de prison,
Sid Ali AKKACHE a été condamné à 5 ans de prison,
Mohamed NAAMAN a été condamné à 3 ans de prison.

Les informations que nous avons réunies ci-dessus sont pratiquement les seules qui ont pu filtrer du procès.

Nous savons qu'après le verdict les condamnés de Blida restent entre les mains de la Sécurité militaire, et qu'ils risquent la déportation dans un bagne du Sud comme à l'époque du colonialisme français.

Nous appelons tous les révolutionnaires et tous les militants de la cause de l'émancipation prolétarienne à lutter avec nous pour empêcher cette déportation dans le Sud, pour obtenir le transfert des condamnés dans une prison civile avec un statut politique, et pour arracher leur libération totale.

SOUSCRIPTION POUR LA DÉFENSE DES CONDAMNÉS DE BLIDA

Nous appelons tous les militants, sympathisants, lecteurs, à manifester leur solidarité active avec nos camarades et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription destinée à financer leur défense et la campagne pour leur libération.

Envoyez vos dons en espèces, ou par chèque bancaire ou postal à l'ordre de SARO, avec la mention « Solidarité Algérie ».

Adressez les envois aux Editions Programme, 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris.

« EL OUMAMI »

SPÉCIAL PROCÈS DE BLIDA

- Ce numéro spécial est en vente au prix de 1 F.
- Commandez-le et diffusez-le largement autour de vous !
- Envoi par poste sur demande aux Editions Programme.

Les perspectives de l'après-guerre

en rapport avec la plate-forme du Parti

Ce texte a été publié en octobre 1946 dans notre revue théorique de l'époque *Prometeo*, et repris dans la brochure en langue italienne *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti*. Comme l'introduction écrite alors le montre, son but immédiat était de compléter la *Plate-forme du Parti*, rédigée alors que la guerre n'était pas encore finie et axée en partie sur les problèmes politiques posés par la deuxième guerre impérialiste et l'attitude que le prolétariat devait y assumer. Les *Perspectives* fixent les lignes d'action du Parti pour les années à venir.

En fait, la situation du mouvement communiste du prolétariat était encore pire que nous le pensions, et les délais de la reprise de classe encore plus longs. Mais la direction tracée par les *Perspectives* s'est avérée entièrement juste à travers les longues décennies qui nous séparent de sa publication, même si l'organe qui les revendiquait à l'époque, le *Parti Communiste Internationaliste d'Italie*, n'a été qu'une première tentative de reconstitution de notre Parti. Bien plus, en les relisant aujourd'hui, on voit qu'elles indiquent encore l'avenir. Non seulement elles ont guidé notre action passée, elles orientent encore notre action future. C'est pourquoi nous les publions ici.

★★

(Dans le n° 3 de *Prometeo*, d'octobre 1946, le texte était précédé de l'introduction suivante.)

Au cours de la succession des événements, les groupes de la gauche du Parti Communiste d'Italie, qui constituent aujourd'hui non pas une tendance, mais les seules forces qui, parmi toutes celles qui ont constitué le parti à Livourne en 1921, sont restées sur le terrain du marxisme révolutionnaire et de l'Internationale de Lénine, ont préparé divers textes dans le but de systématiser leurs directives politiques et d'asseoir sur elles l'organisation du nouveau parti; cette élaboration se poursuit, et constitue l'un des buts principaux de cette revue.

Au début de 1945, alors qu'un front de guerre les séparait encore de ceux du Nord, les camarades du Sud de l'Italie ont préparé une plate-forme, qui, pourtant, reflétait également le travail politique et les directives appliquées dans le Nord par le Parti Communiste Internationaliste.

Après l'examen des événements qui ont conduit à la seconde guerre mondiale, cette plate-forme passe en revue toutes les questions du marxisme : le cycle historique du monde capitaliste et, en relation avec lui, celui du mouvement ouvrier, la question russe, la question agraire, la question de la tactique, le cycle historique de la classe dominante et du mouvement prolétarien en Italie.

La plate-forme s'achève par un programme d'action du parti en Italie, qui a déjà été publié et qui est connu de tous les camarades ; les textes sur la Russie, publié dans le n° 1 de Prometeo, et celui sur la Formation de l'Etat bourgeois en Italie, publié dans le n° 2, en sont de chapitres.

Ensuite, les événements historiques ont conduit à l'unification des deux parties de l'Italie, puis à la défaite de l'Allemagne et du Japon.

Le texte que nous publions ici, en continuité parfaite avec la plate-forme, a été élaboré vers la fin de 1945, une fois que la collaboration de tous les groupes du nord et du sud de l'Italie avait été réalisée par le simple fait de l'établissement des liaisons.

Il a pour but de donner l'appréciation des événements ultérieurs, et d'établir les lignes d'action du parti dans les divers développements probables que pourra présenter la situation au cours des années à venir. Après la plate-forme de guerre, c'est une directive pour l'action dans la période de la « paix » bourgeoise.

Le caractère absolument central et spécifique de notre orientation, opposée depuis des décennies dans une lutte farouche à celles de tous les opportunistes et déserteurs de la lutte de classe, réside en ceci : il faut établir de la façon la plus claire les directives d'action du parti face aux tournants prévisibles de la vie historique du monde capitaliste que nous combattons, pour impressionnants que ces tournants puissent être. Il doit être absolument exclu pour le parti, et s'il est à la hauteur de ses tâches, aussi pour la classe qu'il représente, que les centres dirigeants et des groupes organisés soient pris au dépourvu par l'éclatement d'événements si grandioses soient-ils, et même de cataclysmes historiques ; qu'ils se trouvent alors devant la possibilité de découvrir que le bouleversement des événements oblige à prendre des voies et à choisir des mots d'ordre en opposition avec ceux que le mouvement avait fermement établis et suivis.

C'est là la condition pour qu'un mouvement révolutionnaire puisse non seulement resurgir, mais éviter de sombrer dans des crises comme celles du social-nationalisme de 1914 et du nationalcommunisme imposé par Moscou dans la période historique de la deuxième guerre.

Durant tout le cours de la seconde guerre mondiale, la quasi-totalité du mouvement prolétarien — il serait inutile de tenter de le cacher — a subi des influences opportunistes, et a glissé sur des positions qui constituent un asservissement ouvert aux intérêts de la conservation capitaliste.

La forme la plus importante de cet asservissement est représentée par la politique développée par les partis de l'ex-Internationale de Moscou, passés en plein sur le terrain de la collaboration de classe, de l'Union Sacrée Nationale et des revendications démocratiques dans toute la période où l'Etat russe a été l'allié militaire des grandes puissances capitalistes d'Angleterre et d'Amérique.

Puisque durant toute cette phase aucune voix ayant un écho mondial n'a pu rétablir les valeurs et les positions de la critique, de la doctrine et de l'action marxistes et révolutionnaires, le Parti considère comme fondamentale pour la reconstruction de l'énergie de classe en Italie et dans le monde la « plate-forme » critique et politique qui définissait la juste orientation révolutionnaire, malheureusement trahie par les socialistes et les communistes « officiels » durant la guerre qui vient de se terminer.

Aujourd'hui où la victoire complète du bloc des « trois Grands » sur le plan militaire a marqué l'anéantissement des machines d'Etat adverses de l'Allemagne et du Japon, la situation s'ouvre à de nouvelles perspectives qui doivent être analysées et évaluées avec une continuité et une cohérence totales par rapport à toutes les précédentes évaluations historiques, pour en tirer avec une clarté absolue les directives d'action future.

L'essence de la tâche pratique du Parti et sa possibilité d'influencer les rapports des forces agissantes et la succession des événements réside, précisément, non dans l'improvisation et la découverte de tactiques et de manœuvres habiles à mesure que mûrissent les nouvelles situations, mais dans la stricte continuité entre ses positions critiques et ses mots d'ordre de propagande et de lutte dans toute la succession et l'opposition des différentes phases du devenir historique.

Ainsi, les conclusions auxquelles une critique marxiste libre d'influences et de déviations opportunistes pouvait arriver dès le début du conflit qui a aujourd'hui pris fin, quant à la vacuité et l'inconsistance du matériel d'agitation utilisé par les démocraties bourgeoises et par le faux Etat ouvrier russe, et avec eux par tous les mouvements qui s'en inspiraient et s'appuyaient sur eux, apparaissent aujourd'hui comme faciles et banales, après la terrible désillusion subie par les masses qui avaient cru dans une large mesure à ces mots d'ordre. La thèse selon laquelle la guerre contre les Etats fascistes et la victoire de leurs adversaires ne rendrait pas vie aux idylles dépassées et stériles du libéralisme et de la démocratie bourgeoises, mais marquerait l'affirmation mondiale du type moderne du capitalisme, qui est monopoliste, impérialiste, totalitaire et dictatorial, cette thèse est aujourd'hui accessible à quiconque ; mais il y a cinq ou six ans elle ne pouvait être énoncée et défendue que par les groupes d'avant-garde révolutionnaire

restés strictement fidèles aux lignes historiques de la méthode de Marx et de Lénine.

La force du Parti politique du prolétariat doit naître de l'efficacité de ces anticipations qui sont à la fois de critique et de combat, de la confirmation qu'elles tirent du déroulement des faits, et non du jeu des compromis, des accords, des fronts et des ruptures dont vit la politique parlementaire et bourgeoise.

Le nouveau Parti de classe international ne naîtra avec une véritable efficacité historique et n'offrira aux masses prolétariennes la possibilité d'un sursaut que s'il sait engager toutes ses attitudes futures sur une ligne rigoureusement cohérente avec les luttes classistes et révolutionnaires qui l'on précédé.

Tout en attribuant donc la plus grande importance à la critique des fausses orientations que les partis soi-disant socialistes et communistes ont données, pendant la guerre, à leur interprétation des événements, à leur propagande et à leur comportement tactique, et tout en revendiquant ce qui aurait dû être la restauration d'une vision politique classiste dans la période de guerre, le Parti doit aujourd'hui tracer également les lignes de l'interprétation et de la tactique correspondant à la situation de « paix » qui a succédé à la cessation des hostilités.

Perspectives du troisième cycle de l'opportunisme collaborationniste

Tandis qu'après la première guerre mondiale il sembla pendant longtemps que l'accord entre les vainqueurs ne pourrait pas être remis en cause, aujourd'hui au contraire, quelques mois après la fin de la guerre et de la cessation des bruyantes propagandes qui présentaient l'alliance des Etats ennemis de l'Allemagne et du Japon comme un bloc de granit, on entend déjà la presse officielle elle-même dire que des nuages s'accumulent, que de graves contradictions se présentent, et même que menacent à une échéance non lointaine de graves conflits armés entre les alliés d'hier.

Il s'ensuit que des groupes et des partis, qui hier répétaient en chœur les lieux communs de la puissante campagne anti-nazie et anti-fasciste, commencent à entrer en crise, à revoir leurs positions, à préparer tout doucement leurs disciples à la possibilité de changements de cap et de spectaculaires tournants politiques. Cela concerne surtout les soi-disant Partis ouvriers, socialiste et communiste, qui durant de nombreuses années n'ont plus su parler d'autres buts et conquêtes que de l'anéantissement du danger fasciste et de l'instauration d'une indistincte démocratie commune aux classes sociales adverses, en avalisant les promesses programmatiques énoncées par les chefs des Etats alliés. Ces Partis n'ont pas eu le temps de savourer leur retour sur la scène politique et le banquet électoral célébré avec le mot d'ordre de la victoire sur le danger réactionnaire, que déjà, dans l'éventualité d'une rupture dans le front des « trois Grands », ils se voient contraints de

choisir entre des positions bruyamment opposées en théorie et en pratique.

L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat comprend clairement qu'à la situation de guerre a succédé, pour l'instant, une situation de dictature mondiale de la classe capitaliste, assurée par un organisme de liaison des très grands Etats, qui ont désormais privé de toute autonomie et de toute souveraineté les Etats mineurs et aussi beaucoup de ceux qu'on comptait auparavant parmi les « grandes puissances ». Cette grande force politique mondiale exprime la tentative d'organiser sur un plan unitaire l'inexorable dictature de la bourgeoisie, en la dissimulant sous la formule d' « Organisation des Nations Unies » et de « Conseil de sécurité ». Elle équivaudrait, si elle atteignait son but, au plus grand triomphe des orientations qu'on appelait naguère le *fascisme* et que, selon la dialectique de l'histoire, les vaincus ont laissé en héritage aux vainqueurs.

Cette perspective plus ou moins longue de gouvernement international totalitaire du capital est liée à la possibilité qui se présente aux structures économiques presque intactes des vainqueurs — en premier lieu les Etats-Unis — de réaliser pendant de longues années de profitables investissements et une accumulation capitaliste follement galopante dans les déserts créés par la guerre et dans les pays que les destructions de celle-ci ont fait retomber des plus hauts degrés du développement capitaliste à un niveau colonial.

La perspective fondamentale des marxistes révolutionnaires est que ce plan unitaire d'organisation bourgeoise ne peut réussir à avoir une vie définitive, parce que le rythme vertigineux qu'il imprimera à l'administration de toutes les ressources et de toutes les activités humaines, avec l'asservissement impitoyable des masses productrices, conduira lui-même à de nouveaux conflits et à de nouvelles crises, à des affrontements entre les classes sociales opposées et, au sein de la sphère dictatoriale bourgeoise, à de nouveaux affrontements impérialistes entre les grands colosses étatiques. Maintenant que la guerre est finie on ne peut toutefois pas prévoir que ce cycle complexe puisse se dérouler de façon très rapide ; et même si l'actualité politique de ces derniers temps parle de faillite des congrès de paix, de conflits insurmontables, et laisse prévoir qu'à la place du nouvel organisme mondial ou « super-Etat » tendent à renaître des sphères d'influence ou des grands blocs d'Etats alliés dans un périlleux équilibre, pour le moment on peut prévoir que l'ampleur même des blessures de guerre à soigner et du terrain que cela offre à l'organisation capitaliste typique permettront le triomphe du compromis.

Si la savante mise en scène des grands réseaux de propagande domestiquée laisse entrevoir l'horrible éventualité que les colosses vainqueurs se jettent l'un contre l'autre dans un nouvel épouvantable cataclysme mondial, avec les nouveaux moyens d'attaque dont le potentiel a augmenté qualitativement et quantitativement, c'est probablement afin de mieux terroriser les vassaux de la nouvelle superdictature ; ils seront amenés à préférer à une éventualité aussi terrible

n'importe quelle forme de soumission aux rigoureuses dispositions que le sanhédrin mondial suprême voudra bien édicter unanimement en matière économique, sociale, politique territoriale, pour réordonner le monde selon les intérêts suprêmes du grand capital.

Toutefois le conflit, la rupture, la friction qui s'est déjà dessinée peut et doit être considérée par le Parti prolétarien de classe comme l'annonce de situation futures, bien que lointaines, auxquelles il faut se préparer avec maturité dès maintenant pour éviter la dispersion et le désarroi qui se produisent dans les rangs des classes prolétariennes, comme cent exemples historiques nous le montrent, quand leurs partis opposent aux tournants de la situation mondiale des réactions désordonnées et inattendues de dernière heure.

Entre le capitalisme anglais, jusqu'ici premier sur la scène du monde et dépositaire suprême des forces de la contre-révolution, et le capitalisme américain, plus jeune historiquement, mais qui apparaît comme son successeur de loin le plus puissant, existent des raisons non négligeables de conflit. Les conséquences de ce conflit et les perspectives d'une lutte entre continents méritent l'étude et l'examen les plus attentifs de l'avant-garde marxiste révolutionnaire et constituent une tâche du parti qui la représente.

Mais les conclusions les plus immédiates et les plus claires pour l'orientation tactique de la classe ouvrière mondiale doivent être tirées d'une autre perspective, même si elle est à long terme, celle de la rupture du front capitaliste mondial et d'une opposition militaire entre le bloc anglo-américain et la Russie.

Les manifestations de ce conflit pourront être accélérées du fait que, la bourgeoisie anglaise étant contrainte par la dictature mondiale américaine à reculer de sa position de puissance océanique à celle de puissance européenne et notamment méditerranéenne, elle aura un pressant intérêt à conserver et à étendre le contrôle de forces, de positions et de voies européennes en le disputant à l'expansion vers l'Occident de l'Etat russe, qui développe désormais (conformément à son caractère social amplement exposé dans les thèses qui constituent la plate-forme de notre Parti) une politique d'expansion impérialiste. Des rapports analogues surgissent dans le monde asiatique.

En admettant que ce conflit se développe graduellement du terrain du conflit diplomatique à celui de l'affrontement militaire, on devra voir parallèlement d'un côté et de l'autre, sous l'influence des oligarchies sociales qui dominent les deux Etats, se répéter la tentative de présenter au monde et aux masses la cause de la défense des intérêts matériels des deux camps sous l'aspect de thèses générales, d'idéaux sociaux, de croisades pour le bien de l'humanité.

L'éventuelle troisième guerre mondiale, tout comme les deux autres, sera présentée des deux côtés du front comme une campagne pour la défense de valeurs et pour la conquête de positions qui intéressent le bien et l'avenir de toutes les populations.

C'est ainsi qu'encore une fois les minorités dominantes tenteront de faire jouer en leur faveur l'influence et l'efficacité des forces sociales et politiques qui agissent tant sur leur territoire que sur celui de l'ennemi.

L'éventuelle guerre future, fausse croisade anticapitaliste

La position opportuniste des partis socialistes et communistes des pays en guerre avec l'Allemagne dans les dernières années du conflit a été en substance identique ; identiques ont été leurs mots d'ordre et leurs politiques, tout entières fondées sur l'union des forces anti-fascistes et anti-allemandes, si bien qu'ils sont mêmes arrivés au seuil de l'unité organisationnelle.

Pourtant, dans une situation précédente et pas si lointaine, les positions de ces partis s'opposaient de façon criante. Avant l'éclatement presque inattendu des hostilités entre l'Allemagne et la Russie, les Partis communistes en France, en Angleterre, en Amérique, non seulement n'étaient pas entrés dans les blocs nationaux pour la destruction du nazisme, non seulement ils eurent une attitude d'opposition politique, mais ils arrivèrent dans certains cas jusqu'au défaitisme ouvert et au sabotage de la guerre, sur la base d'une propagande pro-allemande (spécialement en France). Le changement de la situation internationale rejettera brutalement ces partis dans la politique collaborationniste et dans les fronts nationaux. Leur langage et leur propagande, après l'audacieux tournant, bien dans la tradition, présentent comme une chose impensable et différée pour des générations entières le passage à une intransigeance politique de classe, à une action révolutionnaire, à une guerre civile dont la possibilité serait envisagée en temps de paix comme en temps de guerre entre les Etats.

Mais il suffira que l'Etat russe se trouve en guerre contre ses alliés d'aujourd'hui, pour que les partis communistes dans tous les pays ennemis de la Russie dénoncent brutalement les fronts nationaux, sortent des gouvernements de coalition, se lancent dans une politique d'opposition, reprennent les méthodes de l'action illégale et de l'insurrection et proposent, à l'arrière du front, la constitution de formations de partisans qui luttent en faveur de la Russie, comme on la proposait auparavant à l'arrière du front allemand.

Il est même vraisemblable que ces partis présentent et justifient cette nouvelle stratégie politique avec les mots d'ordre de la lutte de classe, de la guerre sociale, de la nécessité pour les prolétaires de déplacer à l'improviste l'objectif historique de leur effort de la démocratie progressiste à la révolution classiste intégrale.

Cette agitation sera fondée sur la présentation du nouveau conflit non comme une manifestation de l'inguérissable crise capitaliste, mais comme une lutte entre deux formes sociales, deux mondes, deux épo-

ques opposées, les Etats bourgeois d'Europe et d'Amérique d'un côté, la Russie prolétarienne et communiste de l'autre.

Il est même possible que les thèses critiques de Marx et de Lénine contre les tromperies de la démocratie bourgeoise, aujourd'hui mises au rancart, soient réexhumées et déployées pour les besoins de la propagande belliciste.

Par contre dans les pays qui, sous l'influence de l'Etat russe à la suite de sa victoire militaire, seront ses alliés, on peut prévoir avec autant de probabilité que seront réalisés des Fronts nationaux et qu'on affirmera que toutes les classes sociales (bourgeois, paysans, ouvriers) doivent lutter unies pour l'indépendance et la liberté nationale.

Une telle politique ne trouvera pas l'aval, l'approbation et la solidarité des marxistes révolutionnaires de gauche, parce qu'elle est fausse et opportuniste dans tout son développement, dans son appréciation critique, dans ses mots d'ordre de propagande, dans ses attitudes tactiques et, par conséquent, dans ses effets sur le potentiel révolutionnaire du prolétariat mondial.

L'Etat russe, pour les raisons amplement développées dans d'autres déclarations de notre mouvement, n'est plus un Etat du prolétariat. Le pouvoir n'y est plus aux mains de la classe ouvrière, mais à celles d'une hiérarchie oligarchique, représentant les intérêts de la bourgeoisie intérieure renaissante et du capitalisme international. C'est seulement parce qu'elle n'est pas un Etat prolétarien que la Russie a pu durant la dernière guerre non seulement s'allier aux puissances les plus stables et les plus solides du capitalisme, en les sauvant du désastre par le sacrifice de millions de prolétaires russes, mais organiser et défendre dans tous les pays la pratique de la collaboration de classe et le reniement de la préparation prolétarienne au renversement de la bourgeoisie et à la conquête du pouvoir.

Si donc cet Etat non prolétarien fait appel à une insurrection partisane à l'arrière de l'armée ennemie, il le fera non pour mobiliser le prolétariat sur le plan d'une guerre de classe, mais au même titre auquel l'ont fait des Etats bourgeois conservateurs et contre-révolutionnaires, pour obtenir une aide militaire, tout en se tenant prêts à ramener partout, après la victoire, l'ordre bourgeois et la domination de classe.

La capacité d'un mouvement politique d'encadrement du prolétariat à lutter pour les objectifs révolutionnaires est la conséquence d'un comportement classiste cohérent et continu dans toutes les situations, et des Partis qui se sont déjà montrés capables d'ordonner le désarmement de l'action de classe et de l'insurrection à un tournant de la situation mondiale, ne peuvent en aucune phase et dans aucune attitude tactique ultérieures être acceptés comme des alliés par un mouvement révolutionnaire qui tend à renverser le pouvoir de la bourgeoisie dans tous les pays.

Même cette suggestive propagande d'exaltation de la guerre russe

fondée sur l'utilisation des traditions de la Révolution léniniste, devra donc être considérée comme une des nombreuses formes historiques de la mobilisation opportuniste du prolétariat, qu'on ne peut apprécier indépendamment de la précédente campagne analogue, développée avec les mêmes moyens pour convaincre les masses de se faire tuer pour la victoire du capitalisme américain et anglais sur le capitalisme allemand.

Les Partis qui ont appelé les prolétaires à combattre en faveur des Etats bourgeois anglais et américain ne mériteront pas d'être écoutés quand ils appelleront à les combattre.

Le courant marxiste révolutionnaire doit les clouer à leurs responsabilités de collaborateurs des forces capitalistes, d'apologistes de la démocratie bourgeoise, de serviteurs ministériels du vainqueur anglo-américain.

La caractéristique de leurs hiérarchies, trahir la révolution, devra être considérée comme confirmée par le nouveau tournant spectaculaire que leur politique devra subir si on en arrive à une nouvelle situation de guerre.

La guerre future comme croisade anti-totalitaire

Dans l'autre camp de l'éventuel conflit armé mondial, les oligarchies bourgeoises d'Angleterre et d'Amérique, à leur tour, ne renonceraient pas à la tentative d'entraîner dans leur camp les courants prolétaires, non seulement dans leurs propres pays et dans les pays alliés et vassaux, mais aussi dans les pays ennemis.

S'il est prévisible que la propagande de guerre, en tant qu'elle vise des couches possédantes restreintes, exploitera encore le thème de la menace révolutionnaire et sanguinaire du bolchévisme qui envahirait le monde en expropriant et en massacrant les riches sur les pas des armées russes (thème qui n'a pas porté chance aux bourgeoisies nazies et fascistes d'Allemagne et d'Italie), il faut chercher ailleurs le pivot de la future campagne anti-russe des puissantes organisations propagandistes anglo-saxonnes, qui ont montré une perfection technique insurpassable.

Bien que les démocraties occidentales évoluent progressivement vers les formes totalitaires et fascistes, elles pourront, pour un ensemble de raisons inhérentes à leur base sociale et à leur position dans le monde (particulièrement pour l'Amérique), jouer encore longtemps la comédie de la défense de toutes les libertés. Comme on peut déjà le voir dans les attitudes et dans les orientations de divers courants bourgeois, et comme cela apparaît dans les premières polémiques entre les anciens alliés, les bourgeois d'Occident commencent à attaquer le régime russe comme dictatorial, totalitaire et fasciste.

Qu'il n'y ait en Russie aucune démocratie formelle (la démocratie réelle est une chimère partout) et aucun système représentatif de type

libéral, c'est une chose qu'on a toujours sue, mais la propagande anti-hitlérienne a trouvé commode durant de nombreuses années de feindre de croire à la démocratisation du régime russe.

Nous voyons et nous verrons peu à peu cette thèse se transformer en son opposée, et on reprochera à l'appareil de gouvernement russe son caractère oligarchique et oppresseur, et les méthodes tyranniques et cruelles jusqu'alors reprochées aux bêtes fauves nazies par les agneaux des démocraties parlementaires.

Déjà, le représentant soviétique Molotov aurait été accusé d'attitudes rappelant celles de Hitler ; les noms ne sont qu'une représentation vulgaire des positions des forces historiques ; mais en tout cas l'importante erreur d'appréciation n'est pas de considérer Molotov comme moins brutal que Hitler, mais de considérer le travailliste britannique Bevin comme l'expression de forces moins criminelles et moins brutales que celles représentées par les deux autres. De toute façon le lieu commun de la campagne contre toutes les dictatures, avalisé par la stupide complicité des traîtres au marxisme, sera largement exploité ; la presse bourgeoise d'Occident découvrira que Staline est un dictateur et que le régime soviétique n'est pas autre chose que du fascisme, pour asseoir sur cette affirmation la thèse que la liberté démocratique ne triomphera sur un monde pacifié que lorsqu'une nouvelle guerre, victorieuse comme celle qui renversa les Mussolini, les Hitler et les Hiro Hito, aura chassé du pouvoir Staline ou son successeur.

Ici aussi, on voudra prouver aux prolétaires que le régime de la liberté parlementaire est une conquête qui les intéresse, un patrimoine historique qu'ils risquent de perdre et qui est menacé, demain par l'impérialisme moscovite, comme hier par l'impérialisme teuton ou japonais.

A cette propagande et à l'invocation du front uni de guerre au nom de la liberté, auquel adhéreront, avec mille nuances petites-bourgeoises, les socialistes du type II^e Internationale (qui après une trêve temporaire redeviendront anti-russes comme ils le furent pour d'autres raisons à l'époque de Lénine), beaucoup d'anarchisants et les divers démocrates sociaux à fond bigot et confessionnel qui infestent tous les pays, le Parti prolétarien de classe répondra par l'opposition la plus résolue à la guerre, par la dénonciation de ses propagandistes et, partout où il le pourra, par la lutte directe de classe suivant l'orientation développée par l'avant-garde révolutionnaire dans tous les pays.

Il sera ainsi cohérent avec son appréciation critique spécifique du développement de la présente phase historique, selon laquelle, alors que le régime russe *n'est pas un régime prolétarien* et que l'Etat de Moscou est devenu un des secteurs de *l'impérialisme capitaliste*, sa forme centralisée et totalitaire apparaît toutefois comme *plus moderne* que celle dépassée et agonisante de la *démocratie parlementaire* ; et dans le cadre du développement capitaliste, la restauration anachronique de la démocratie à la place des régimes totalitaires n'est pas une exigence que le prolétariat doit défendre.

Cette exigence est d'ailleurs contraire au cours général de l'histoire, et la victoire militaire dans les guerres impérialistes des Etats qui s'en font les défenseurs ne la réalise pas.

L'opposition marxiste au futur opportunisme de guerre

L'attitude préconisée par notre mouvement dans l'éventuelle future troisième guerre impérialiste est donc de refuser et de repousser, dans les deux camps du grand conflit, tout mot d'ordre ayant un caractère de « défensisme » (terme déjà bien connu et utilisé par Lénine dans sa bataille critique et politique contre l'opportunisme du premier cycle 1914-1918) et tout « intermédisme ». Nous désignons par ce terme la prétention d'indiquer à la force et aux efforts du prolétariat révolutionnaire comme objectif principal et préalable, non le renversement de ses oppresseurs de classe, mais la réalisation de certaines conditions dans l'organisation de la société présente, conditions qui lui offriraient un terrain plus favorable pour d'ultérieures conquêtes.

L'aspect « défensiste » de l'opportunisme consiste à affirmer que dans l'organisation sociale présente la classe ouvrière, tout en étant dominée et exploitée par les classes supérieures, court de cent manières le danger de voir empirer de façon générale sa situation, si certaines caractéristiques de l'organisation sociale présente sont menacées.

C'est ainsi que nous avons vu des dizaines de fois les chefs défaitistes du prolétariat l'appeler à abandonner la lutte de classe pour se coaliser avec d'autres forces sociales et politiques sur le terrain national ou mondial et courir défendre les revendications les plus diverses : la liberté, la démocratie, le système représentatif, la patrie, l'indépendance nationale, le pacifisme unitaire, etc., etc., en reniant les thèses marxistes selon lesquelles le prolétariat, seule classe révolutionnaire, considère toutes ces formes du monde bourgeois comme les meilleures armatures dont s'entoure à chaque fois le privilège capitaliste, et sait que dans la lutte révolutionnaire il n'a à perdre que ses propres chaînes. Ce prolétariat, transformé en gérant de précieux patrimoines historiques, en sauveur des idéaux faillis de la politique bourgeoise, est celui que l'opportunisme « défensiste » a livré, plus misérable et plus esclave qu'avant, à ses ennemis de classe dans les crises désastreuses qui se sont déroulées durant la première et la seconde guerre impérialistes.

Sous l'aspect complémentaire de l'« intermédisme », la corruption opportuniste ne se présente plus seulement avec le caractère négatif de la défense d'avantages dont la classe ouvrière jouissait et qu'elle pourrait perdre, mais sous l'aspect plus suggestif de conquêtes préliminaires qu'elle pourrait réaliser avec l'aide complaisante et généreuse d'une partie plus moderne et plus évoluée de la bourgeoisie et de ses partis, pour atteindre des positions d'où il lui sera plus facile de bondir vers les conquêtes ultimes. L'« intermédisme » triompha sous mille

formes, mais toujours en aboutissant à la méthode de la collaboration de classe, depuis la *guerre révolutionnaire* à laquelle Mussolini appelait les socialistes italiens en 1914, jusqu'à l'*insurrection partisane* et à la démocratie progressiste que les transfuges du communisme de la III^e Internationale ont créées au cours de la récente guerre comme un substitut de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat, avec cette circonstance aggravante qu'ils camouflaient ce commerce des principes sous l'aspect d'une application de la tactique *souple* qu'ils attribuent à Lénine. Des incarnations analogues de cette méthode se trouvent dans les mots d'ordre peu compréhensibles et privés de contenu, tel l'« Europe prolétarienne » ou les « Etats-Unis du Monde », et autres semblables substituts équivoques de l'exigence programmatique central de Marx et de Lénine : la conquête armée de tout le pouvoir politique par le prolétariat.

En conclusion, dans la prochaine rupture possible du front impérialiste mondial, le mouvement politique révolutionnaire ouvrier ne pourra s'affirmer, résister et repartir pour un bond historique que s'il sait briser les deux pièges de l'opportunisme « défensiste », selon lequel il devrait brûler toutes ses munitions, soit, d'un côté du front, pour la défense des libertés représentatives des démocraties occidentales, soit, de l'autre, pour la défense du pouvoir prolétarien et communiste russe. De même, la reprise de classe aura pour condition le refus analogue de tout « intermédisme », qui voudrait tromper les masses en indiquant la voie de leur future émancipation révolutionnaire, d'un côté du front, dans l'affirmation de la méthode de gouvernement parlementaire contre le totalitarisme de Moscou, de l'autre, dans l'extension du régime pseudo-soviétiste aux pays du capitalisme occidental.

A la juste orientation politique prolétarienne (malheureusement représentée aujourd'hui par des groupes plus exigus et isolés qu'à la fin de la première guerre mondiale impérialiste) les puissantes organisations propagandistes qui alimentent le bourrage de crâne opportuniste au service des grands monstres étatiques, répondront de préférence par la conjuration du silence et par le monopole moderne des moyens d'information et d'organisation et, quand cela sera nécessaire, par la répression et par la terreur de classe. Mais dans la mesure où le domaine de la discussion polémique dite impartiale (hypothèse inacceptable pour des marxistes) restera encore ouvert, on accusera certainement l'orientation qui vient d'être dessinée (tout comme le firent les mussoliniens dans le premier cycle opportuniste et dans le second les démo-communistes progressistes) d'apriorisme dogmatique, d'indifférentisme aveugle vis-à-vis des possibilités de développement multiple de la réalité historique.

Selon eux, les communistes de gauche, ayant adopté certaines formules figées : « lutte de classe », « intransigeance », « neutralité », se prononceraient toujours, sans se donner la peine d'analyser les situations et leur cours tourmenté, pour une stérile et négative indifférence théorique et pratique entre les puissantes forces en conflit.

Est-il possible que des marxistes, c'est-à-dire des partisans de l'analyse scientifique la plus libre d'a priori et de dogmes appliquée aux phénomènes sociaux et historiques, affirment que la victoire ou la défaite, hier des Empires Centraux, aujourd'hui du nazisme-fascisme, demain de la ploutocratie américaine ou du totalitarisme pseudo-soviétique, est vraiment indifférente pour tout le déroulement du processus qui conduira du régime capitaliste au régime socialiste ? C'est avec cette insinuation que l'opportunisme a toujours commencé et jusqu'ici gagné ses batailles.

Or, il n'est nullement vrai que les communistes de gauche soient caractérisés par l'ignorance voulue de ces alternatives et par le refus d'une analyse plus subtile de ces vicissitudes et de ces rapports successifs et compliqués de la crise capitaliste. Elles sont au contraire une tâche constante du mouvement et de son œuvre d'analyse critique et théorique, et aucune acceptation de principes immuables n'en préjuge ou n'en limite indépassablement les conclusions. Au contraire, c'est précisément une critique plus profonde et plus aiguë, mais surtout plus dégagée de la soumission, explicite et bien plus souvent implicite, à certains préjugés qui traduisent les intérêts des forces adverses, qui conduit le marxisme révolutionnaire à réfuter l'opportunisme défaitiste sur le terrain de la polémique ; mais il sera bien plus important de le réfuter par les armes de la guerre de classe.

Nous affirmons sans hésiter qu'aux différentes issues, non seulement des grandes guerres qui intéressent le monde entier, mais de toute guerre même plus limitée, ont correspondu et correspondront des effets très différents sur les rapports des forces sociales dans des domaines limités et dans le monde entier, et sur les possibilités de développement de l'action de classe. L'application de cette affirmation a été faite, dans les moments historiques les plus divers, par Marx, Engels et Lénine, et on doit en donner une application et une démonstration continuelles dans l'élaboration de la plate-forme de notre mouvement.

Sous ses innombrables formes, la thèse de départ des social-traitres contient toujours trois affirmations gratuites, et pour la réfuter il faut les critiquer comme suit :

1) Il n'y a pas de guerre où il ne soit possible de chaque côté du front de présenter artificiellement les objectifs de l'une des parties comme le triomphe prétendu des valeurs et idéaux universels qui correspondent aux aspirations de l'humanité et des classes sacrifiées. Par exemple, la guerre franco-prussienne de 1870 fut présentée comme susceptible de donner des développements sociaux et révolutionnaires aussi bien à la suite d'une éventuelle victoire de la France de la Révolution sur la Prusse encore féodale, que comme répercussion du renversement de la réaction bonapartiste, et les deux perspectives avaient du point de vue marxiste un certain contenu exact. Il ne fallait toutefois pas conclure que les communistes internationaux devaient s'enrôler politiquement et militairement sous les drapeaux du Hohenzollern ou de Bonaparte. On connaît bien l'analyse de toutes les situations historiques postérieures (cf. les thèses de Lénine de 1916).

2) Affirme que la modification des rapports de force produite par la victoire de l'une des forces militaires sur l'autre détermine une évolution sociale générale dans le sens de la diffusion dans le monde du type d'organisation et de régime propre aux Etats vainqueurs, est une hypothèse arbitraire. Non seulement les conséquences possibles sont beaucoup plus compliquées, mais le cours historique dans son ensemble a plutôt montré un caractère dialectiquement inverse. Les invasions barbares ont brisé la défense militaire de l'Empire Romain, mais toutes l'Europe fut amenée à s'organiser selon le système social et les lois romaines. Les coalitions contre la France aboutirent à la défaite de Napoléon et en détruisirent sans appel la force militaire, mais toute l'Europe s'organisa selon les principes bourgeois et le code Napoléon. Deux grandes guerres mondiales ont assuré la victoire du camp qui affirmait représenter la démocratie (bien que la Russie fût, dans la première guerre absolutiste, dans la seconde totalitaire, et, dans toutes les phases, privée des mécanismes parlementaires internes) ; mais précisément à une analyse libre de préjugé bourgeois il apparaît que le monde moderne s'avance inexorablement vers des formes toujours plus sévères de contrôle d'en haut, de complexité bureaucratique, d'intervention étatique, d'entrave et d'étouffement de toute initiative ou autonomie périphérique de la part de monstrueux centres monopolistes d'organisation. (Ceci, bien entendu, ne doit pas être constaté et jugé par les marxistes *sub specie aeternitatis* pour crier au scandale, mais précisément analysé comme l'évolution du mode d'être du monde capitaliste, non tant des rapports entre bourgeois et prolétaires, qui ont toujours été et restent des rapports d'oppression impitoyable, mais entre les bourgeois eux-mêmes.)

3) Même si les deux issues du conflit conduisent à des possibilités différentes, sûrement prévisibles et calculables par le mouvement communiste, l'utilisation même de ces possibilités ne peut être envisagée que si on évite de compromettre le gros des énergies de la classe et les possibilités d'action du Parti par une politique d'inféodation opportuniste.

S'il a pour tâche essentielle de déchiffrer soigneusement le développement des conditions favorables à l'action de classe suprême, le Parti marxiste d'avant-garde doit dans tout le cours historique travailler à développer cette action et à la conduire à la victoire, et non à en construire les *conditions intermédiaires*. Ceci doit être compris dans le sens marxiste et dialectique : la condition centrale pour que le socialisme l'emporte est le capitalisme lui-même, tandis que le parti révolutionnaire, dès son apparition, lutte sans pitié contre lui et, selon les rapports de forces matérielles, gravit les échelons qui vont de la critique scientifique à l'opposition de principe, à la polémique politique, à l'insurrection armée ; et c'est précisément et seulement par la continuité de cette attitude que sa fonction est un des aspects du mûrissement des conditions révolutionnaires qui forment le contenu de la crise capitaliste.

En conclusion, même en admettant provisoirement que les « char-

tes », les parlements, les lois libérales et semblables arsenaux, qui dans la phase la plus moderne de l'histoire apparaissent désormais comme des mots vides non seulement au marxiste averti mais à l'observateur le plus naïf, puissent d'aventure nous arranger dans des secteurs de temps et d'espace donnés, nous laisserons dialectiquement d'autres forces et d'autres partis lutter pour eux, et nous nous consacrerons sans trêve à dénoncer et à saboter ces objectifs et leurs défenseurs.

L'Italie et la situation internationale

La détermination des tâches du parti dans le pays où il agit n'est pas le point de départ, mais un point d'arrivée de la politique internationale du prolétariat. La lutte prolétarienne n'est donc une lutte nationale qu'au sens où le prolétariat doit avant tout se débarrasser de sa propre bourgeoisie, dit le *Manifeste*. Et non pas au sens où, avant d'évaluer la stratégie des alignements internationaux des classes opposées, le prolétariat devrait se demander s'il n'a pas des intérêts, des exigences, des revendications communes avec la bourgeoisie de son pays à avancer dans le jeu mondial.

Ces thèses ont été emportées par la marée opportuniste de la première guerre, mais celle-ci rencontra une réponse puissante : la vague de la Révolution léniniste. Aujourd'hui, au contraire, à la fin de la seconde guerre, il semble qu'il n'y ait pas de chef ou de représentant prolétarien qui n'accepte comme un évangile indiscuté la nécessité absolue d'une solidarité nationale pour défendre, hier dans la guerre, aujourd'hui dans la paix, les intérêts et la cause de la patrie, de la nation, de l'Italie, de l'Etat italien. Tous ces termes, qui présupposent l'effacement des conflits internes de classe, sont avancés par de prétendus marxistes qui ne s'aperçoivent pas, ou qui veulent cacher, qu'ils se placent directement dans le sillage tracé par la méthode politique fasciste qu'ils perpétuent et qu'ils perfectionnement.

La classe dirigeante italienne expérimenta avec succès dans la première guerre mondiale l'art de choisir le camp du vainqueur final, et elle en tira certains avantages, notablement limités cependant par les appétits éhontés des centres les plus forts du brigandage impérialiste. Elle voulut naturellement se rattraper aux dépens des masses travailleuses, mais celles-ci, précisément parce qu'elles avaient évité durant la guerre de tomber dans la complète abdication de la lutte de classe, menèrent une politique de non-solidarité nationale, d'opposition ouverte et de tentatives d'assaut révolutionnaire. La bourgeoisie répondit, à travers tous ses partis, en embrassant aussitôt la thèse selon laquelle le pire ennemi est l'ennemi intérieur ; elle gagna la guerre de classe, garda bien en main le pouvoir d'Etat, et naviga entre les tempêtes de la politique internationale en espérant réussir à se ranger dans le groupe le plus puissant et candidat à la victoire.

A l'issue de cette seconde guerre, la situation est bien différente. L'Etat bourgeois national gît sous le poids de la défaite militaire et la

classe dont il est l'instrument attend de savoir le sort que lui réserveront les vainqueurs. Pour éviter les conséquences les plus désastreuses, elle tend, dans une situation toute différente, à la même politique qu'alors et que toujours.

Dans la plate-forme de notre parti on démontre bien la continuité de cette politique entre les fameuses dates du 28 octobre 1922 et du 25 juillet et 8 septembre 1943.

Après avoir offert en adjudication à la bourgeoisie allemande les intérêts, les bras et le sang des masses italiennes, la classe dominante (tout en se donnant de nouveaux partis pour affirmer que cette politique criminelle avait dispersé, épuisé et écrasé toutes les ressources et les énergies du peuple italien) a offert à nouveau la même adjudication à l'ennemi d'hier ; elle a tenté une nouvelle version d'entreprise patriotique et belliciste, qui, si elle n'avait pas été une nouvelle et vulgaire tromperie, aurait été, par rapport aux désastres précédents, plus criminelle encore que la première.

Pour obtenir des puissants Etats vainqueurs un nouveau mandat de domination et d'exploitation parasitaire, cette classe bourgeoise qui s'identifie, comme c'est la tendance générale du monde contemporain, avec la couche oligarchique des affairistes et des politiciens, offre une nouvelle fois au plus vil prix dans les tractations internationales le travail et la vie des prolétaires italiens.

Le parti de classe du prolétariat ne peut avoir d'autre politique que de repousser, non seulement toute collaboration gouvernementale, mais toute solidarité avec les revendications internationales de cette bourgeoisie, même quand elles sont hypocritement présentées comme des avantages pour les classes les plus misérables. Il doit proclamer que la classe dominante italienne doit être traitée en vaincue, et que toute situation différente ne ferait que masquer un compromis conduisant à empirer la situation des travailleurs italiens.

Quels reflets particuliers cette politique criminelle présente-t-elle dans la perspective d'une rupture dans le front international des vainqueurs ?

Les éléments dirigeants de la société et de l'Etat italien sont aujourd'hui tourmentés par un seul problème, qui n'est pas d'assurer le meilleur traitement aux masses économiquement éprouvées par les désastres de la guerre, mais qui est plutôt le suivant : la direction mondiale suprême restera-t-elle dans les mains d'un centre unique, compromis entre les Anglais, les Russes et les Américains, ou se brisera-t-elle en deux blocs, pour l'instant en désaccord mais pas encore en conflit ? Et dans ce dernier cas, chez lequel des deux l'Etat de Rome prendra-t-il ses ordres ?

Dans le premier cas, l'actuel compromis gouvernemental continuera à vivre sous des formes plus ou moins hybrides à travers les débats creux sur la question constitutionnelle et institutionnelle.

Dans l'appréciation historique réelle du parti révolutionnaire et

dans les faits, cette question n'a rien à voir avec l'utopie d'une autodétermination du peuple italien. Dans tous les cas la décision sera prise par des disputes et marchandages internes dans la hiérarchie oligarchique dominante, qui manipulera facilement dans l'orgie électorale (attendue exactement comme dans le premier après-guerre), les assemblées, corps et institutions. Mais même cela ne sera qu'une apparence, car les statuts, les encadrements, les élections et les décisions lui viendront — par des ordres tout faits et servilement accueillis — des hiérarchies étrangères.

Rompre ce cycle avec une action de masse n'est pas une tâche nationale, mais européenne et mondiale, et elle ne peut pas se réaliser dans le domaine et avec des moyens légalitaires. L'unique mot d'ordre de notre Parti est donc, conformément au diagnostic marxiste sans appel, de démasquer la recette charlatanesque de la *Constituante* et de la *République* comme une énième atroce tromperie du prolétariat, après la *victoire*, l'*antifascisme*, l'*armistice*, la *fin de la guerre* en Italie, la *paix mondiale*.

Dans l'autre hypothèse, celle d'une rupture de la hiérarchie internationale suprême, et en prévision des développements différents qu'elle entraînerait dans la situation gouvernementale en Italie, le Parti doit dès maintenant battre en brèche la honteuse et prévisible manœuvre du passage de certaines forces politiques de la plus servile collaboration à une éventuelle attitude d'opposition.

Certains groupes resteront de toute façon liés à l'un des trois colosses étrangers : les communistes et une partie des socialistes à la Russie ; les droites, les libéraux et peut-être certains éléments de gauche aux puissances anglo-saxonnes. Un centre formé de partis et de petits groupes opportunistes (mais pas plus que les autres) consultera avec anxiété l'horoscope pour savoir quelle influence dominera en Italie et sera peut-être demain le vainqueur probable de la troisième guerre. Pour l'instant, la tâche urgente de clarification révolutionnaire n'est pas de ressortir aux actuels antifascistes leurs déclarations fascistes passées, mais de rappeler impitoyablement à ceux qui polémiquent contre la tyrannie américaine leurs éloges stupides et serviles de ce type de civilisation et leur adhésion à la propagande des Roosevelt et des Churchill ; et aux critiques de la barbarie totalitaire stalinienne, leurs exaltations histrioniques des immenses sacrifices accomplis sur les champs de bataille par des millions de prolétaires russes pour une cause qui, alors, était la leur. Cette double responsabilité doit condamner les uns et les autres, les disqualifier et réduire leur influence sur le prolétariat italien.

Dans le conflit mondial d'intérêts, et surtout dans la délimitation des sphères européennes, les masses travailleuses doivent parvenir à ne pas s'émouvoir devant tous les discours intéressés sur la « cause italienne ». Géographiquement, et pour notre malheur, l'Italie est une position-clef. Chaque groupe proclame que sa liberté est nécessaire pour la soustraire aux griffes de l'autre, mais il considère que la plus sûre garantie à cette fin est d'en conserver un contrôle stable. C'est avec

ce critère qu'il faut considérer le problème des frontières territoriales et dénoncer les heurts politiques internes sur les problèmes des frontières et les revendications irrédentistes comme faux d'un point de vue de classe. Chaque groupe de l'oligarchie politique dominante résoud ce problème selon les intérêts des puissances étrangères auxquelles il est soumis, ou selon ses prévisions sur la victoire probable de l'une ou l'autre puissance étrangère qu'il lui convient de servir.

Dans une situation possible d'affrontement guerrier sur le territoire italien, l'appréciation critique et la politique du parti devront être celles qui découlent de ses orientations de nature internationale. Il condamnera ouvertement toute organisation à l'arrière de formations armées *dépendant directement de puissances étrangères* qui les alimentent avec leur propagande, leurs fonds et leurs armes et sont donc maîtresses de les mobiliser et de les démobiliser. La possibilité d'agir avec des encadrements combattants est soumise à la condition que leur efficacité et leur action dépendent uniquement de liaisons *internationales révolutionnaires* ; de liaisons qui ne sont pas subordonnées à la situation de guerre ou de paix, de victoire ou de défaite de l'un ou l'autre groupe d'Etats militaires, qui sont indépendantes des états-majors et des polices d'Etat de l'un et l'autre.

Mot d'ordre d'action simple et clair : pas un homme, pas une cartouche, pour aucun des deux.

Les communistes et les luttes ouvrières

« Que faire ? » hier et aujourd'hui

Comment conquérir une influence sur la classe ouvrière, quand on voit l'extrême exigüité des avant-gardes cherchant la voie de l'émancipation du joug du capitalisme et la faiblesse des forces du parti ? Et en quoi consiste cette influence ? Comment arracher la classe ouvrière aux griffes de la politique social-impérialiste, réformiste et démocratique, quand on se trouve en face d'un adversaire qui présente une formidable capacité de « récupérer » les réactions immédiates à l'exploitation et à l'oppression capitalistes ? Quel rapport y a-t-il entre la participation aux luttes ouvrières suscitées par les besoins immédiats, luttes dont on perçoit déjà la tendance à l'approfondissement et à la généralisation en réponse aux séismes économiques qui se succèdent avec une fréquence et une intensité accrues, et la poursuite du but révolutionnaire des communistes que l'on sent encore si éloigné ?

Voilà toute une série de questions que se posent légitimement les militants communistes. Ils ont lutté pendant de longues et noires décennies pour maintenir intactes les armes théoriques du communisme révolutionnaire dans des conditions extrêmement défavorables qui laissaient peu de place à une participation régulière aux luttes ouvrières ; aujourd'hui, à l'heure où cette participation se fait plus continue et systématique, ils doivent par conséquent réapprendre le lien vivant qui existe entre la théorie et l'action et qui se réalise à travers toute une gamme de tâches leur paraissant parfois « nouvelles » en regard de leur expérience passée.

Mais ces mêmes questions se posent également aux prolétaires combattifs et aux révolutionnaires qui ont déjà fait l'expérience ces dernières années des réponses fournies par une « extrême gauche » désormais complètement alignée sur le réformisme ouvrier et servant de piétaille aux bureaucraties syndicales, ainsi que de celles données par des groupes réagissant souvent à ce cours, pénible mais prévisible, par une sorte de « fuite en avant » dans la propagande révolutionnaire, tournant le dos à une lutte immédiate qui les a souvent déçus par le peu de résultats significatifs qu'elle donne par elle-même.

Or, la tendance est aujourd'hui de se référer à Lénine, et en particulier à son célèbre *Que faire ?*, pour chercher la réponse à toutes

ces questions, mais aussi pour chercher des justifications pour telle ou telle réponse fausse et même carrément opportuniste. Il nous paraît utile dans ces conditions de revenir nous aussi à Lénine et de reprendre ses écrits les plus importants de la période 1895-1905, sans en exclure d'autres plus tardifs, afin d'expliquer leur véritable signification avec laquelle nous sommes en total accord, comme le montreront d'ailleurs de fréquentes comparaisons avec des textes classiques de notre courant.

Réaliser les conditions subjectives de la préparation du prolétariat à la révolution

Pour Lénine, « *la social-démocratie [c'est-à-dire le communisme révolutionnaire] se propose précisément, en organisant les ouvriers, de transformer par la propagande et l'agitation, leur lutte spontanée contre les oppresseurs en une lutte de toute la classe, en la lutte d'un parti politique déterminé pour des idéals politiques et socialistes déterminés* » (1).

C'est la même chose que dit la Gauche communiste en 1926, lorsqu'elle affirme que « *toujours et dans toutes les situations* » l'activité du parti inclut l'exigence de « *participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière* », et explique que « *le but suprême de cette activité complexe du parti est de réaliser les conditions subjectives de la préparation du prolétariat* » (2).

La maturation des contradictions du capitalisme provoque à certains moments déterminés des conflits ouverts, des collisions entre les classes sociales ; à un certain moment, elle finit par rendre la vie impossible aux larges masses, tandis que le pouvoir de la bourgeoisie se trouve miné et ébranlé par de fortes contradictions internes. Il faut qu'à ce moment-là le prolétariat soit en condition de profiter des possibilités révolutionnaires *objectives* fournies par l'histoire pour porter un coup décisif à l'adversaire. Or, la transformation de la révolte généralisée des masses prolétariennes en une attaque consciente et organisée qui vise à anéantir l'Etat capitaliste, ne peut être que le résultat de tout un travail de préparation de la classe, qui acquiert à travers toute une série de batailles partielles la conscience de sa force, la volonté d'en découdre avec la bourgeoisie et l'organisation indispensable à la victoire, ce qui est impossible sans une *unité de but et d'action*.

Cette volonté unitaire n'est cependant pas placée uniformément dans chaque individu de la classe. Elle se manifeste par des degrés de conscience, de volonté et d'organisation différents, mais qui, *ensemble* et organiquement liés entre eux, constituent les conditions subjectives de la révolution.

(1) Lénine, « Notre tâche immédiate », 1899, *Œuvres*, tome 4, page 222.

(2) Projet de Thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du Parti communiste d'Italie, Lyon, 1926, in *Défense de la continuité du programme communiste*, Editions Programme Communiste, Paris, 1972, p. 112.

Il faut d'abord que les larges masses prolétariennes et semi-prolétariennes entrent en mouvement pour la satisfaction de leurs besoins économiques et politique pressants. Cette couche de prolétaires se rend parfaitement compte de l'exploitation et de l'oppression qu'elle subit, ses intérêts quotidiens et immédiats la poussent de plus en plus fréquemment à se heurter aux manifestations de son esclavage contre lequel elle se révolte maintenant massivement ; mais « *elle n'est pas en mesure de s'assimiler l'idée générale de la lutte* », elle « *emboîte le pas* » aux ouvriers avancés « *en se laissant guider par son instinct et son intérêt le plus proche, le plus immédiat* » (3).

Il faut aussi que l'avant-garde prolétarienne, la partie la plus avancée de la classe, c'est-à-dire « *la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs, ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle* » (4).

Il faut enfin un parti qui ne soit pas seulement préparé à l'action révolutionnaire par un entraînement adéquat et une conception théorique juste, mais qui ait aussi conquis une *influence déterminante* dans l'avant-garde prolétarienne contre les autres courants, ce qui permet de réaliser l'*unité d'action* indispensable à la victoire. Cette condition est le résultat d'un travail de longue haleine qui a permis au parti d'arracher à l'influence des autres courants les éléments les plus énergiques et les plus décidés de l'avant-garde. Il se peut même que seul l'appel à l'insurrection lui permette de vaincre les dernières hésitations de certaines franges de l'avant-garde. Cette influence du parti doit aussi toucher les larges masses prolétariennes en mouvement, dont le parti doit *gagner la sympathie* à la révolution, et qui aideront *objectivement* la révolution, même si elles ne prendront pas une part consciente et même active à la victoire.

Le simple fait par conséquent que seule une minorité de la classe, celle qui est organisée dans le parti, s'est assimilé « l'idée générale de la lutte » et que, partant, cette minorité dirige les masses non encore parvenues à cette conscience — elles ne pourront y parvenir que lorsque la société se dirigera effectivement vers le communisme, c'est-à-dire après la prise du pouvoir —, suffirait à montrer que le développement du parti et la conquête d'une influence sur la classe ne sont pas le résultat de la seule propagande.

Pour la Gauche communiste, « *la conquête des masses ne peut se réaliser par la seule propagande de l'idéologie du parti et par le seul prosélytisme, mais par la participation à toutes les actions auxquelles les prolétaires sont poussés par leur condition économique [...]* A travers les actions pour des revendications partielles, le parti communiste établit un contact avec la masse qui lui permet de faire de nouveaux prosélytes : en complétant par sa propagande les leçons de l'expérience, le parti s'attire la sympathie et la popularité et fait naître autour de lui un réseau organisationnel plus vaste, relié d'une part aux couches les plus profondes des masses et d'autre part au centre

(3) Lénine, « A propos d'une profession de foi », 1899, *Œuvres*, tome 4, page 300.

(4) Lénine, « La maladie infantile du communisme », 1920, *Œuvres*, tome 31, p. 81.

dirigeant lui-même. C'est ainsi que se prépare une discipline unitaire de la classe ouvrière » (5).

Lénine ne dit rien d'autres lorsque, s'interrogeant sur « *ce qui cimente la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat* », il répond en particulier : « *C'est, d'abord, la conscience de l'avant-garde prolétarienne et son dévouement à la révolution, sa fermeté, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est ensuite son aptitude à se lier, à se rapprocher et, si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point, avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, mais aussi la masse des travailleurs non prolétarienne. Troisièmement, c'est la justesse de la direction politique réalisée par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les plus grandes masses se convainquent de cette justesse par leur propre expérience* » (6).

Nous avons rappelé à quoi visent les communistes en participant aux luttes ouvrières suscitées par les conditions d'existence. Il s'agit maintenant de voir comment ils s'y prennent pour arriver à ce résultat.

« Conscience communiste » et « conscience de classe »

A l'aube du mouvement prolétarien en Russie, Lénine définit ainsi les tâches du parti dans la lutte ouvrière : « *Le parti social-démocrate de Russie proclame que sa tâche est d'aider dans cette lutte la classe ouvrière russe en développant la conscience de classe des ouvriers, en concourant à leur organisation et en indiquant les objectifs et les buts de leur combat* » (7).

Nous avons vu précédemment que même dans une révolution victorieuse, seule une minorité est acquise « aux objectifs et aux buts du combat ». Cette minorité, plus ou moins large ou réduite suivant les situations, est organisée dans le parti sur l'intégralité de ses positions de programme et de principe, et ceci bien entendu quelle que soit la situation ou le niveau de la lutte ouvrière. De plus, les éléments qui sont prêts à rejoindre le combat du parti peuvent être poussées à la lutte générale contre le capitalisme par la lutte pro-

(5) Projet de programme d'action présenté au IV^e Congrès de l'Internationale communiste par le Parti communiste d'Italie, 1922, in *Défense de la continuité du programme communiste*, op. cit., p. 75-76. Ce projet a été représenté, à quelques modifications près, au V^e Congrès de l'Internationale (voir *Programme communiste*, n° 83, p. 14-15), mais ce point y est resté inchangé.

(6) Lénine, « La maladie infantile du communisme », *ibid.*, p. 18-19.

(7) Lénine, « Projet de programme » du Parti social-démocrate, 1895, *Œuvres*, tome 2, p. 92.

En 1922, la Gauche définit de la même manière les tâches des communistes dans les luttes prolétariennes : « *Le travail qu'ils accomplissent ne se limite pas à la propagande, au prosélytisme et aux campagnes électorales au sein des assemblées prolétariennes : c'est un travail de conquête et d'organisation qui se développe dans le vif de la lutte et qui aide les travailleurs à tirer les plus utiles expériences de leur action* ». (Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie ou Thèses de Rome, in *Défense de la continuité...*, op. cit., p. 46.)

létarienne, ou par l'une ou l'autre des innombrables failles par lesquelles les contradictions du capitalisme poussent aussi des individus appartenant à d'autres classes à renier leurs intérêts de classe et à rallier la lutte de la classe ouvrière. C'est dire que ce prosélytisme n'est pas directement lié aux luttes immédiates.

Quant au reste de la classe, il doit être néanmoins conquis, à des degrés divers, à une certaine *influence du parti*. Cette influence ne saurait donc découler de la compréhension du but final de la lutte, mais du fait que dans les luttes qu'ils sont en train de mener les prolétaires adhèrent à la *direction du parti*.

Est-ce là une idée vraiment si étrange ? Est-ce une interprétation que nous faisons, nous, du marxisme ? Voici, par exemple, la remarque que faisait Engels sur la situation de l'Angleterre de 1890 : « *Le mouvement, que je tiens à présent pour irrépressible, est né de la grève des dockers, uniquement de l'absolue nécessité de se défendre. Mais ici aussi le terrain avait été assez préparé par les diverses agitations de ces dernières années pour que les gens, sans être socialistes eux-mêmes, n'aient néanmoins voulu pour chefs que des socialistes. Maintenant, ils arrivent, sans s'en apercevoir, sur la voie théoriquement juste, they drift into it* » (8).

Pour que cela soit possible, il faut naturellement qu'à travers leur propre lutte les prolétaires se soient forgé un minimum de *conscience de classe*, qui leur fait accepter la direction des communistes qui, eux, ont trouvé, dans la théorie révolutionnaire l'arme pour développer complètement cette conscience en la fondant sur l'étude scientifique du développement social.

En commentant le projet de programme de 1895, Lénine explique en quoi consiste la tâche « *d'indiquer le but véritable de la lutte* » ; il ne s'agit ni plus ni moins que « *d'expliquer ce qui est résumé dans le présent programme* » (9), mais la description de cette tâche apparaît avec plus de force dans le passage qui suit, écrit seulement un an plus tard : ce travail vise « *à faire la propagande de la doctrine du socialisme scientifique, à diffuser parmi les ouvriers une conception juste du régime économique et social actuel, des fondements et du développement de ce régime, des différentes classes de la société russe, de leurs rapports, de la lutte de ces classes entre elles, du rôle de la classe ouvrière dans cette lutte, de son attitude envers les classes qui sont en déclin et celles qui se développent, envers le passé et l'avenir du capitalisme, de la tâche historique de la social-démocratie internationale et de la classe ouvrière russe* » (10).

Voilà donc en quoi consiste la « conscience communiste ». Mais en quoi consiste alors la « conscience de classe » des ouvriers ? « *La*

(8) Engels, Lettre à Sorge du 8 février 1890, *Correspondance Fr. Engels-K. Marx et divers*, tome second, p. 186. *They drift into it*, littéralement : le courant les y entraîne.

(9) Lénine, « Commentaire du programme » du parti social-démocrate, 1896, *Œuvres*, tome 2, p. 113.

(10) Lénine, « Les tâches des social-démocrates russes », 1897, *Œuvres*, tome 2, p. 335.

conscience de classe des ouvriers, c'est la compréhension par ceux-ci du fait que pour améliorer leur sort et réaliser leur émancipation, il n'est d'autre moyen que de lutter contre la classe des capitalistes et des fabricants qui sont apparus avec les grandes fabriques et usines. C'est ensuite la compréhension du fait que les intérêts de tous les ouvriers d'un pays sont identiques, solidaires, que tous ces ouvriers constituent une même classe, distincte de toutes les autres classes de la société. C'est, enfin, la compréhension du fait que, pour parvenir à leurs fins, les ouvriers doivent nécessairement chercher à influencer sur les affaires de l'Etat, comme l'ont fait et continuent de le faire les grands propriétaires fonciers et les capitalistes » (11).

Il est clair que la compréhension du besoin d' « influencer sur les affaires de l'Etat » — et si Lénine se contente d'une telle formule, c'est évidemment parce que le réformisme pacifiste et démocratique n'a pas encore corrompu la classe ouvrière et qu'on ne peut penser « influencer » que par la lutte politique ouverte et violente — n'est pas encore la conscience du but, mais en est la *condition indispensable*. Elle prépare son terrain et nourrit son exigence, bien que le passage de l'une à l'autre n'ait rien d'automatique, comme nous le montrerons plus loin.

Le parti doit développer toutes ses tâches en même temps

L'étude des conditions subjectives de la révolution et la distinction que nous avons opérée entre « conscience communiste » et « conscience de classe » montrent que la direction du mouvement social par le parti n'est pas un produit de la seule propagande sur les buts, mais demande la conquête d'un certain nombre de conditions subjectives qui doivent toutes être réalisées pour que la révolution soit victorieuse.

C'est la raison pour laquelle il est faux d'opposer les tâches révolutionnaires à la lutte immédiate. Lénine s'éleva, par exemple, contre une résolution du Comité d'Odessa en 1905 sur la lutte syndicale qui, mettant « *en premier lieu* » la préparation de l'insurrection armée, en concluait que « *la direction de la lutte syndicale du prolétariat est inévitablement reléguée au second plan* » :

« C'est faux à mon avis théoriquement, dit-il, et erroné au point de vue de la tactique. Il est faux du point de vue théorique de confronter deux tâches, comme si elles étaient d'égale valeur, placées sur le même plan : « la préparation de l'insurrection armée » et « la direction de la lutte syndicale ». Une des tâches, voyez-vous, est au premier plan, l'autre au second. Affirmer cela revient à comparer et juxtaposer des choses d'ordre différent. L'insurrection armée est un mode de lutte politique à un moment donné. La lutte syndicale est une des manifestations permanentes, toujours nécessaires en régime capitaliste,

(11) Lénine, « Commentaire du programme », *ibid.*, p. 109.

obligatoires à tout moment, de l'ensemble du mouvement ouvrier. Engels, dans un passage que j'ai cité dans *Que faire ?*, distingue trois formes essentielles de lutte prolétarienne : économique, politique, théorique ; autrement dit, syndicale, politique, théorique (scientifique, idéologique, philosophique). Comment peut-on mettre côte à côte une de ces formes de lutte essentielles (lutte syndicale) et une autre forme essentielle de lutte à un moment donné ? mettre toute la lutte syndicale, en tant que « tâche » au même niveau que le moyen actuel de lutte politique, et qui est loin d'être l'unique ? [...] On ne peut placer à côté de la « direction de la lutte syndicale » que la direction de toute la lutte politique en général, la lutte idéologique en général dans sa totalité, mais nullement telles ou telles tâches particulières, données, actuelles de lutte politique ou idéologique. [...]

Sur le plan tactique, la résolution sous cette forme pose les tâches de l'insurrection armée de façon très maladroite. L'insurrection armée est le mode suprême de lutte politique. Pour sa réussite du point de vue du prolétariat, c'est-à-dire pour la réussite d'une insurrection prolétarienne et dirigée par la social-démocratie, et non pas d'une autre, il faut que tous les aspects du mouvement ouvrier se développent largement » (12).

Il faut que tous les aspects se développent largement et donc que le parti œuvre, pour la part qui le concerne, à les développer tous !

Et notez bien que Lénine écrit cela à la veille de la tourmente révolutionnaire, et après avoir menée la polémique résumée dans *Que faire ?*. Il le fait donc après avoir affirmé à juste titre que « la social-démocratie est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme ; son rôle n'est pas de servir passivement le mouvement ouvrier à chacun de ses stades, mais de représenter les intérêts de l'ensemble du mouvement, de lui indiquer son but final et ses objectifs politiques, de sauvegarder son indépendance politique et idéologique » (13). Il écrit cette résolution après avoir affirmé contre les économistes que « le caractère de classe du mouvement social-démocrate doit s'exprimer non pas en rabaisant nos objectifs au niveau des besoins directs et immédiats d'un mouvement « purement ouvrier » [c'est-à-dire syndical, NDR], mais en assumant la direction de tous les aspects et de toutes les manifestations de la grande lutte politique libératrice du prolétariat » (14).

Il écrit cette résolution après avoir pesté non seulement contre le rétrécissement de l'agitation politique par les économistes, mais

(12) Lénine, Lettre à S.I. Goussev du 13 octobre 1905, *Œuvres*, tome 34, p. 368-370.

La Gauche ne dit-elle pas la même chose lorsqu'elle affirme en 1922 :

« L'œuvre de propagande idéologique et de prosélytisme continuellement accomplie par le Parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale ». (Thèses de Rome, op. cit., p. 45.)

(13) Lénine, « Les objectifs immédiats de notre mouvement », 1900, tome 4, p. 383.

(14) Lénine, « L'agitation politique et le point de vue de classe », 1902, tome 5, p. 348.

aussi contre leur « *théorie opportuniste des stades* » par laquelle ils prétendaient d'une part limiter l'action politique de la classe ouvrière à l'« *agitation politique sur le terrain économique* » et, d'autre part, ne l'envisager qu'une fois que la lutte gréviste avait atteint une certaine extension (15) !

Cette attitude de Lénine paraîtra aujourd'hui curieuse à beaucoup qui se proclament pourfendeurs d'« *économisme* », pour la bonne raison qu'ils voient dans la lutte économique un simple moyen de prosélytisme, c'est-à-dire d'adhésion des prolétaires au parti révolutionnaire. Or, une telle conception est tout à fait étrangère à Lénine, pour qui lutter contre l'économisme ne signifie nullement oublier l'importance de la lutte économique. Voici comme il termine la lettre critiquant la résolution du Comité d'Odessa : « *A mon avis, généralement parlant, il faut se garder de grossir la lutte contre les menchéviks dans cette question. A présent, il est probable que des syndicats vont justement commencer à se fonder bientôt. Il ne faut pas s'en tenir à l'écart et, par-dessus tout, ne pas offrir le prétexte de croire qu'il faut s'en tenir à l'écart, mais s'efforcer de participer, d'influencer, etc. Car il existe une couche particulière d'ouvriers âgés, chargés de famille, qui en ce moment apporteront terriblement peu à la lutte politique, mais énormément à la lutte syndicale. Il faut utiliser cette couche, en se bornant à diriger ses pas dans ce domaine* » (16).

Il est donc parfaitement clair que s'« *il faut que tous les aspects du mouvement ouvrier se développent largement* », pour rendre la victoire possible, le parti se doit de participer, pour ce qui le concerne, à ce développement, ce qu'il ne peut faire qu'en affrontant toutes ses tâches en même temps.

Ceci est d'autant plus important que si le parti ne peut intégrer dans ses rangs que les prolétaires — et pas seulement les prolétaires ! — qui acceptent déjà le programme et les principes du communisme et donc les principaux résultats de la théorie marxiste et de l'expérience historique du communisme, son développement à grande échelle n'est possible que si la lutte contre le capitalisme prend une certaine ampleur et est poussée jusqu'à un certain degré. Faute de cette ampleur et de cette intensité, les groupes de prolétaires, poussés à une lutte générale contre le capitalisme et cherchant donc à fondre la lutte en cours dans une lutte d'ensemble contre le capitalisme, une lutte révolutionnaire guidée par une idée théorique juste de l'ensemble du mouvement et de ses buts, restent encore faibles et dispersés. Or, cet élargissement et cet approfondissement de la lutte, s'ils s'appuient sur les poussées matérielles objectives, sont eux-mêmes considérablement facilités par le travail du parti parmi les ouvriers, qui consiste à « *développer la conscience de classe de ces derniers en soutenant le combat qu'ils mènent pour leurs besoins vitaux* » (17).

C'est dire que le prosélytisme du parti est d'autant plus aisé qu'il

(15) Voir Lénine, « Que faire ? », *Œuvres*, tome 5, p. 405-412.

(16) Lénine, « Lettre à Goussev » du 13 octobre 1905, déjà citée, *ibid.*, p. 372.

(17) Lénine, « Commentaire du programme », *op. cit.*, p. 112.

s'appuie sur l'accomplissement des autres tâches qui en préparent le terrain, même si leur but spécifique est différent.

Ainsi, même sans parler de la capacité d'intervention du parti et de son entraînement à la lutte, qui sont des éléments absolument indispensables à la préparation révolutionnaire, le renforcement et le développement du parti sont des résultats de l'accomplissement de l'ensemble des tâches qui lui reviennent et ce, en toute situation.

Comment développer la conscience de classe des ouvriers ?

Nous avons vu précédemment avec Lénine « ce qu'il faut entendre par conscience de classe des ouvriers » ; parvenu à ce point de son commentaire du projet de programme de 1895, il poursuit ainsi :

« Comment cette compréhension vient-elle aux ouvriers ? Ils la puisent constamment dans la lutte même qu'ils engagent contre les fabricants et qui se déploie de plus en plus largement, s'intensifie et entraîne un nombre croissant d'ouvriers à mesure que se développent les grandes fabriques et usines ».

Suit alors l'analyse des phases successives traversées par le mouvement ouvrier en Russie. Au départ, se produisaient des révoltes d'ouvriers isolés. Dans cette phase, « l'hostilité des ouvriers contre le capital ne s'exprimait que par un sentiment confus de haine pour leurs exploiters, par la vague conscience de leur état d'oppression et de leur esclavage, par le désir de se venger des capitalistes ». Mais dépassant ensuite « le stade de la haine confuse pour le capitaliste, les ouvriers ont commencé à comprendre l'antagonisme d'intérêts qui oppose la classe des ouvriers à celle des capitalistes. Ils n'éprouvent plus un vague sentiment d'oppression : ils ont commencé à se rendre compte de quelle manière et par quel moyen le capital les écrase, et ils se dressent contre telle ou telle forme d'asservissement, imposent une limite à la pression du capital, se défendent contre l'avidité du capitaliste. Au lieu de se venger des capitalistes, ils passent à la lutte pour arracher des concessions, ils présentent à la classe des capitalistes une revendication après l'autre, exigent de meilleures conditions de travail, l'augmentation des salaires, la réduction de la journée de travail. Chaque grève concentre tour à tour l'attention et les efforts des ouvriers sur telle ou telle des conditions où se trouve placée la classe ouvrière. Chaque grève amène à discuter de ces conditions ; elle aide les ouvriers à porter sur elles une appréciation raisonnée, à comprendre comment se traduit en l'occurrence la pression du capital et comment on peut lui tenir tête. Chaque grève enrichit d'une expérience nouvelle l'ensemble de la classe ouvrière. Si elle réussit, elle lui montre la force de l'union et incite les autres à profiter du succès de leurs camarades. Si elle échoue, elle conduit à analyser les raisons de cet échec et à rechercher de meilleures méthodes de lutte. Ce passage des ouvriers à une lutte énergique pour satisfaire leurs besoins vitaux, pour arracher des concessions au capital, pour obtenir de meilleures condi-

tions de vie, un salaire plus élevé et la réduction de la journée de travail, a déjà commencé dans toute la Russie. Il marque un grand pas en avant des ouvriers russes ; c'est donc à cette lutte, au concours qu'il convient de lui apporter, que doit être surtout consacrée l'attention du Parti social-démocrate et de tous les ouvriers conscients » (18).

Si l'on considère la situation d'aujourd'hui, on voit certes de grandes grèves, mais la marche du capitalisme, l'impérialisme, le réformisme social et la corruption démocratique sont parvenus à en amortir considérablement la portée. Il n'y a plus, au moins dans les pays « avancés », entre les progrès des grèves et celle de la « conscience de classe », la correspondance que notait Lénine dans la Russie des années 90, du moins si on prend les grèves officielles.

Plus intéressants pour donner un indice de la situation de la classe sont les épisodes où ses réactions échappent ne serait-ce que momentanément au contrôle des larbins syndicaux du capital, comme c'est le cas des révoltes récentes de Denain, Longwy, ou dans certaines cités ouvrières où éclatent des actes de vengeance. Certains secteurs de la classe ont même cherché à préparer de véritables mouvements organisés, par exemple l'immigration ces dernières années. Dans les pays capitalistes plus fragiles, comme l'Espagne, l'activité générale de la classe a été plus forte. Dans des pays de jeune capitalisme on est nettement entré dans le stade des émeutes et des révoltes, marqué par les grandes secousses ouvrières du Brésil, de Tunisie, de Turquie. Le dernier grand événement, celui de l'été polonais, est d'une importance considérable car la lutte sociale y a dépassé le stade des émeutes de 1956 ou 1970, pour passer à celui de la lutte préparée, organisée pour « arracher des concessions », et a déjà eu ses répercussions en Italie, par exemple, avec la magnifique grève des ouvriers de la Fiat à Turin.

Voilà donc la situation générale actuelle, qui dans l'ensemble n'est pas encore entrée dans la phase d'« une lutte énergique pour la satisfaction des besoins vitaux », et qui exige beaucoup plus qu'hier la lutte pied à pied contre les forces du réformisme ouvrier qui occupent le terrain et cherchent à retarder la maturation de la conscience de classe des ouvriers.

Lénine aborde ensuite les tâches du parti, et il le fait naturellement en tenant compte du stade déjà atteint par la lutte et des conditions politiques particulières :

« L'aide aux ouvriers doit consister à leur indiquer les besoins vitaux essentiels pour la satisfaction desquels ils doivent lutter, à analyser les causes de l'aggravation particulière de la situation de telle ou telle catégorie d'ouvriers, à leur expliquer les lois ouvrières et les règlements dont la violation (jointe aux subterfuges frauduleux des capitalistes) soumet si souvent les ouvriers à un double pillage. Cette aide doit consister à formuler avec plus de précision et de netteté les revendications des ouvriers et à les énoncer publiquement, à choisir le meilleur moment pour résister et la méthode de lutte, à

(18) *Id.*, *ibid.*, p. 110-111.

analyser la situation et les forces des deux parties en présence, à examiner s'il ne serait pas préférable de recourir à une autre méthode de lutte » (19).

Formuler clairement des revendications, agiter l'exigence de la lutte pour obtenir satisfaction, telle est la première tâche. En son poids relatif est encore plus grand dans la phase précédente où la lutte en est à ses tout premiers pas et à plus forte raison dans les conditions politiques présentes, où les *besoins réels* doivent être dégagés de la gangue réformiste et démocratique qui les enrobe.

Lénine poursuit :

« Nous avons dit que le passage des ouvriers russes à cette forme de lutte représente un grand pas en avant. Elle engage le mouvement ouvrier dans le bon chemin et elle est la garantie de ses succès futurs. Dans cette lutte, les masses ouvrières apprennent, premièrement à discerner et à analyser les différentes méthodes d'exploitation capitaliste, à les confronter aux dispositions de la loi, à leurs propres conditions d'existence et aux intérêts de la classe capitaliste. En analysant les formes et les cas particuliers d'exploitation, les ouvriers apprennent à comprendre le rôle et la nature de l'exploitation dans son ensemble, ils apprennent à comprendre un régime social fondé sur l'exploitation du travail par le capital. Deuxièmement, dans cette lutte, les ouvriers font l'essai de leurs forces, apprennent à s'unir, apprennent à comprendre la nécessité et l'importance de l'union. L'extension de cette lutte et la multiplication des conflits entraînent fatalement l'élargissement de la lutte, un sentiment plus développé de l'unité, de la solidarité, d'abord parmi les ouvriers d'une localité déterminée, puis parmi les ouvriers de tout le pays et, enfin, la classe ouvrière tout entière » (20).

Nous n'en sommes pas encore là aujourd'hui à l'échelle générale, mais, pour des cercles restreints de prolétaires auxquels nous cherchons à faire saisir la nécessité de préparer les luttes à venir et de s'organiser pour cela *en dehors de l'ambiance* réformiste, le processus est analogue.

Pour ces cercles, la lutte elle-même a déjà permis de comprendre l'attitude des bonzes vis-à-vis des revendications, vis-à-vis des méthodes de lutte, le jeu de l'inspection du travail, des divers organes de l'Etat... La tâche du parti est ici d'aider ces prolétaires à *fixer ce qu'ils ont vu*, l'expérience qu'ils ont faite. Elle est d'aider à formuler le plus clairement possible l'expérience faite par tel ou tel groupe de travailleurs, à faire connaître, le plus largement possible, les leçons tirées des luttes, à élargir ainsi le champ d'expérience de l'ensemble de la classe et *donc* de raccourcir au maximum la durée de son apprentissage.

Il est clair en particulier que les formidables grèves de Pologne, parce qu'elles traduisent un stade plus avancé de la lutte prolé-

(19) *Id.*, *ibid.*, p. 111.

(20) *Id.*, *ibid.*, p. 111-112.

Ce passage illustre parfaitement ce que la Gauche entend par activité qui *« aide les travailleurs à tirer les plus utiles expériences de leur action »* (voir note (7)).

rienne que le niveau généralement atteint aujourd'hui, sont une source formidable d'expérience ; elle permet aux prolétaires avancés de résoudre de façon vivante quantités de questions qu'ils se posent, ce que les communistes doivent s'attacher à faire connaître et à discuter sous tous les aspects.

Il est ici indispensable de faire une remarque de méthode : les luttes ne livrent qu'une expérience au départ *nécessairement limitée*. Aussi est-il faux de vouloir sortir de cette étroitesse en cherchant à faire passer pour une *leçon de l'expérience immédiate*, ce qui est en réalité une leçon de l'expérience *historique*, nécessaire au parti pour guider ses pas, préparer l'avenir, mais qui ne pourrait être imposée contre l'expérience même des travailleurs comme une leçon de la lutte sans leur forcer la main et donc alimenter encore les réactions de type anti-organisation et anti-parti ou « anti-substitutionnistes », déjà suffisamment nombreuses en réaction à la trahison réformiste. C'est ce que font pourtant de nombreux courants pourtant actifs parmi les travailleurs, qui jugent « insuffisant » de tirer comme leçon de l'expérience de telle ou telle grève que, puisque les bureaucraties syndicales ont saboté la lutte il faut préparer les suivantes contre elles ; ils s'imaginent qu'il est plus radical de tirer de chaque grève la leçon qu'il faut la dictature ou qu'il faut le parti révolutionnaire, ce qui est juste du point de vue de la *propagande générale* tirant les leçons de l'ensemble des grèves, mais ne peut être assimilé aux conclusions à tirer de telle grève particulière que par une démarche anti-matérialiste et purement métaphysique.

Venons-en maintenant au dernier point souligné par Lénine :

« Troisièmement, cette lutte développe la conscience politique des ouvriers. En raison de leurs conditions d'existence, les masses ouvrières ne peuvent pas, n'ont ni le loisir ni la possibilité de réfléchir aux questions politiques. Mais la lutte des ouvriers contre les fabricants, pour leurs besoins quotidiens, les pousse d'elle-même, inévitablement, à s'occuper de questions politiques, à se demander comment l'Etat russe est gouverné, comment et au profit de qui sont promulgués les lois et les règlements. Tout conflit au sein de la fabrique met nécessairement les ouvriers en conflit avec les lois et les représentants du pouvoir. Les ouvriers entendent alors pour la première fois des « discours politiques » » (21). Ne serait-ce que les « explications » des inspecteurs du travail leur montrant que leur misère se fonde sur l'application de la loi, ou des ministres qui leur demandent d'accepter leur situation par « amour chrétien » :

« Après ces explications des représentants du pouvoir, quand les ouvriers ont pu constater directement quels sont ceux que ce pouvoir protège, viennent les socialistes, qui fournissent leurs explications par tracts ou autrement, de sorte qu'à chaque grève les ouvriers parfont leur éducation politique. Ils apprennent à comprendre non seulement les intérêts particuliers de la classe ouvrière, mais aussi la place particulière qu'elle occupe dans l'Etat » (22).

(21) *Id.*, *ibid.*, p. 112.

(22) *Id.*, *ibid.*, p. 112.

Les conditions ont chargé : on ne parle plus aujourd'hui d' « amour chrétien », mais d'intérêt national et de démocratie ! De plus, ce n'est plus le ministre ou même l'inspecteur du travail qui trouve les justifications pour appeler l'ouvrier à courber l'échine, mais souvent le bonze syndical qui représente théoriquement l'ouvrier.

En quoi consiste l'éducation politique des ouvriers ?

Cette éducation politique des prolétaires à partir des matériaux fournis par la lutte économique mérite plusieurs réflexions.

Tout d'abord, c'est une tâche permanente qui commence avec les premiers pas de la lutte économique et *l'accompagne*. Il serait absurde d'attendre que la « conscience de classe » des prolétaires atteigne spontanément un certain niveau pour que les communistes daignent y mettre leur grain de sel, précisément parce qu'elle ne naît pas spontanément, automatiquement, de la lutte économique.

Lénine a largement expliqué ce phénomène en 1901 dans *Que faire ?*, en jetant un coup d'œil rétrospectif sur les grèves des années 90. Et il l'a fait en insistant lourdement. Les grèves de cette période, explique-t-il « *offrent bien plus de lueurs de conscience* » que les émeutes des décennies précédentes, et représentent « *déjà des embryons — mais rien que des embryons — de la lutte de classe* ». Et il précise : « *prises en elles-mêmes, ces grèves étaient une lutte trade-unioniste, mais non encore social-démocrate, elles marquaient l'éveil de l'antagonisme entre ouvriers et patrons ; mais les ouvriers n'avaient pas et ne pouvaient avoir conscience de l'opposition irréductible de leurs intérêts avec tout l'ordre politique et social existant, c'est-à-dire la conscience social-démocrate* » (23).

Les « lueurs de conscience de classe » qui jaillissent du choc de l'affrontement avec le patron ou avec la police sont en général, au moins en ce qui concerne la masse des prolétaires, vite éteintes et submergées par les habitudes idéologiques et des rapports sociaux malgré lesquelles la lutte a éclaté et avancé. Mais elles sont aussi éteintes par l'action des courants qui cherchent à concilier les intérêts des classes adverses. Cette politique, qui reste sur les terrains du capitalisme et consolide en fait l'esclavage salarié au lieu de préparer sa suppression, est une politique ouvrière bourgeoise comme disait Lénine ; ou encore trade-unioniste, car elle fait de la lutte politique le simple prolongement de la lutte contre le patron et enferme les prolétaires dans la lutte économique, syndicale ou « trade-unioniste ».

Il est donc nécessaire de combattre deux obstacles pour passer de la lutte trade-unioniste à la lutte de classe entièrement développée. Il faut tout d'abord dépasser ce qu'on pourrait appeler l'étroitesse immédiate des prolétaires, qu'elle soit catégorielle, nationale, d'âge ou de sexe. Cette entrave peut être à la longue surmontée à travers la lutte elle-même, quand le prolétaire s'aperçoit que sa lutte contre le

(23) Lénine, « Que faire ? », *Œuvres*, tome 5, p. 381-282.

patron et plus généralement contre la classe capitaliste est plus forte s'il lutte au coude-à-coude avec le travailleur de l'autre catégorie, de l'autre nationalité, de l'autre sexe, etc. Les obstacles sont ici non seulement les fameuses « garanties », qui retardent la lutte en entravant la disponibilité des prolétaires, mais les traditions nationales, l'esprit de supériorité impérialiste, le poids des rapports familiaux écrasant les femmes et la jeunesse, etc. Il est clair que le dépassement de cette étroitesse n'est donc nullement automatique et suppose déjà une vigoureuse action politique, que seul le parti peut mener de façon conséquente grâce à une vision claire des « objectifs et des buts de la lutte ».

Il faut ensuite et surtout mener un combat pied à pied contre la politique ouvrière *bourgeoise*, la politique exclusivement trade-unioniste, purement syndicale ou de conciliation démocratique. Cette politique trade-unioniste est bien autre chose que la conscience spontanée du prolétariat. Elle prend certes appui sur les limites de la conscience spontanée, en particulier le poids de l'idéologie ambiante, *bourgeoise*, mais c'est pour cultiver l'étroitesse immédiate, exalter l'esprit borné de corporation, le chauvinisme, la peur de la lutte et chercher à enfermer les prolétaires dans ces limites grâce à des marchandages et une alliance avec le patron et la classe capitaliste contre d'autres catégories, d'autres secteurs, d'autres nationalités. Une telle politique, qui exacerbe la concurrence entre les prolétaires et lie totalement leur sort à celui de l'entreprise et de l'Etat national, présente naturellement le danger le plus grave : elle stérilise les poussées immédiates et obstrue la voie révolutionnaire. C'est pourquoi la tâche des communistes est selon Lénine « *de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire* » (24).

Il est presque inutile de préciser que cette tâche est encore plus ardue et mérite un effort encore plus constant aujourd'hui, où le « réformisme ouvrier » a mûri au point de se livrer corps et âme à la bourgeoisie et à l'Etat impérialiste, et est devenu leur agent actif grâce à l'œuvre de division systématique qu'il mène dans les rangs ouvriers en échange « des miettes tombées de la table des festins impérialistes », comme le montrait déjà Lénine lors de la première guerre mondiale (25).

Ceci nous ramène aux luttes immédiates d'aujourd'hui, à travers lesquelles nous cherchons à faire l'éducation politique des ouvriers. Naturellement, les communistes ne sont pas les seuls à pouvoir contribuer au développement de la conscience de classe, au moins à ses premiers pas, mais ils doivent le faire à *leur manière*, donner tout de suite leur explication et leur orientation afin de fortifier et approfondir la compréhension que les prolétaires ont de leur situation. De plus, tous les prolétaires actifs savent que la bataille avec les bonzes

(24) Lénine, *id.*, *ibid.*, p. 392.

(25) Le lecteur pourra se reporter à la série d'articles « Trade-unionisme et Communisme » parue dans les numéros 322, 323 et 324 du *Prolétaire*.

commence aujourd'hui dès que l'on cherche à formuler les revendications et surtout à définir les méthodes de lutte. C'est à ce niveau, déjà, qu'ils font leur sale travail, qui est de détourner la spontanéité ouvrière vers la politique bourgeoise. C'est là un des fronts essentiels de heurt avec l'opportunisme, un des fronts de lutte directe avec lui, et il serait tout à fait stupide de désertier ce combat sous prétexte qu'il ne met pas en jeu les questions de la lutte pour la prise du pouvoir, ou que la seule bataille digne d'être menée est la bataille d'orientation de la lutte immédiate.

Ensuite, il s'agit de faire une éducation politique avec les matériaux mêmes fournis par la lutte et l'expérience des prolétaires. C'est une *éducation pratique*, qui ne fait pas appel à des postulats extérieurs au champ d'expérience des prolétaires, mais utilise ce qu'ils ont vu et senti pour une discussion qui permet aux communistes d'expliquer la nature de l'exploitation ou de tel ou tel mécanisme social, la nature et l'attitude des forces ennemies et des courants fluctuants. La méthode à suivre est d'ailleurs montrée par Lénine lui-même dans son « Commentaire du programme » de 1895. Elle est étrangère aux grandes proclamations générales sur « les objectifs et le but » dont l'exposé est une tâche différente, bien qu'elle contribue à préparer le terrain de l'expérience grâce à laquelle les communistes font pénétrer les explications tirées de leur programme qui fortifient la conscience de classe des prolétaires. Ajoutons que cette éducation consiste aussi à obliger *par la pression de la lutte* chaque groupe, courant, etc., à expliquer ses méthodes, ses revendications et sa conception de la lutte, de manière à ce qu'il soit contraint de révéler au cours de la bataille et dans les faits aux travailleurs le lien entre telle attitude pratique et telle position politique, et poussé à se mettre en contradiction avec ses affirmations, ce qui permettra de renforcer la confiance et la sympathie envers le parti et sa direction.

De plus, au cours de l'accomplissement de l'ensemble de ces tâches par le parti, les prolétaires les plus conscients prennent confiance dans la théorie, c'est-à-dire apprennent l'efficacité que donne à la lutte la possession d'une théorie juste, et sont donc poussées à mieux connaître les buts et les objectifs du mouvement, à être plus sensibles par conséquent à la propagande générale du parti (26).

Nous avons parlé ici de l'éducation politique des ouvriers à partir des matériaux fournis par la lutte économique. Ces matériaux sont importants, car la lutte économique et syndicale est une des luttes permanentes dans laquelle sont impliquées de vastes couches de

(26) « *Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres. Théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage des conditions d'une vision claire de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien* », dit le Manifeste de 1848 (voir éd. UGE, Paris, 1965, p. 36). Il est évident que les deux aspects sont inséparables, la « vision claire » et la « résolution ». La Gauche les lie, elle aussi : « *Au premier rang dans les actions déclenchées par les associations économiques où ils militent, ceux-ci attirent à eux et donc dans les rangs du Parti les éléments qui, au cours de la lutte, auront suffisamment mûri pour y entrer* ». (Thèses de Rome, op. cit., p. 46.)

travailleurs. Il existe cependant bien d'autres occasions favorables à l'éducation politique, qu'il s'agisse d'aspects ou d'épisodes particulièrement frappants de l'oppression bourgeoise ou, et surtout, des réactions ouvrières qu'ils suscitent. Il suffit de penser à l'exploitation et à l'oppression supplémentaire des femmes prolétaires ou encore des travailleurs immigrés ; aux ratonnades et autres exactions, des crimes racistes aux persécutions et expulsions légales ; à la misère des jeunes prolétaires encasernés et soumis au dressage du militarisme bourgeois ; à l'oppression coloniale et aux entreprises impérialistes ; à la répression féroce qui frappe les mouvements régionalistes ou « terroristes » ; aux persécutions policières des jeunes prolétaires dans les cités... Tous ces événements et les mouvements de révolte qu'ils provoquent permettent aux communistes de travailler à l'éducation politique de la classe ouvrière ; d'éveiller, de renforcer et de systématiser la haine de la bourgeoisie, de son Etat, de sa police, de ses juges et de tous ses larbins ; d'instruire le prolétariat sur la nature de la société qui l'écrase, sur le jeu des différentes classes et sur ses intérêts propres. Cette éducation politique à partir de tous les heurts sociaux, qui impliquent parfois d'autres classes, est d'ailleurs indispensable à tous points de vue ; elle seule permet d'empêcher les démocrates petits bourgeois et interclassistes de canaliser et de détourner des mouvements de révolte qui, comme la lutte économique elle-même, ne peuvent être féconds qu'en devenant partie intégrante d'une seule et unique lutte de classe contre la bourgeoisie.

A ce propos, Lénine écrivait en 1898 : *« S'il n'est pas une question de la vie ouvrière, dans le domaine économique, qui ne doit être utilisée aux fins d'agitation économique, il n'est pas non plus de question, en matière politique, qui ne doit faire l'objet d'une agitation politique. Ces deux formes d'agitation sont indissolublement liées dans l'activité des social-démocrates, comme les deux côtés d'une médaille. L'agitation économique et l'agitation politique sont, au même titre, indispensables au développement de la conscience de classe du prolétariat ; elles sont, l'une et l'autre, au même titre, indispensables pour guider la lutte de classe des ouvriers russes, car toute lutte de classe est une lutte politique »* (27).

C'est pour cela que dans *Que faire ?* il tonne contre les « économistes » qui prétendaient limiter l'éducation politique au seul terrain de la lutte économique, contribuant ainsi doublement à pousser la lutte ouvrière dans les bras de la politique bourgeoise.

Notre courant partage entièrement ce point de vue. Voici comment il présentait dans l'Internationale de Lénine, en 1922, les revendications politiques immédiates à côté des revendications économiques : *« Même dans les situations de développement normal du capitalisme, la lutte pour les revendications économiques concrètes des groupes de prolétaires sur le terrain des syndicats et des groupes similaires était une nécessité fondamentale pour les partis marxistes révolutionnaires. Les revendications d'ordre social et politique général*

(27) « Les tâches des social-démocrates russes », 1898, *Œuvres*, tome 2, p. 339.

doivent également servir au travail révolutionnaire. Mais ces revendications ne doivent pas donner l'occasion d'un compromis avec la bourgeoisie, dont le prolétariat ferait les frais en payant les concessions faites par la bourgeoisie par la renonciation à l'indépendance de ses organisations de classe et à la propagande du programme et des méthodes révolutionnaires » (28).

Et ceci n'est pas une simple pétition de principe. Notre parti s'efforce de le traduire dans les faits. Si l'on regarde le travail d'agitation que nous avons effectué ces dernières années, on voit qu'il a été largement politique. A moins de considérer que la solidarité avec la lutte des soldats, la lutte contre le contrôle de l'immigration et pour l'égalité des droits, la dénonciation des interventions françaises en Afrique et de la répression politique, du renforcement de la police sous couleur de « sécurité », etc., relèvent de l'agitation économique.

C'est la raison pour laquelle l'accusation d'« économisme », que nous adressent parfois des sectes maoïstes, repose sur un malentendu : la confusion entre « agitation politique » et « propagande pour les objectifs et les buts ». Ces groupes tournant en réalité le dos à la lutte immédiate et s'imaginent que la lutte est « rétrécie » si l'on ne fait pas dans toute lutte partielle et immédiate la propagande pour la dictature du prolétariat.

Concourir à l'organisation des prolétaires sur le terrain des luttes immédiates

« Développer la conscience de classe des ouvriers et le combat qu'ils mènent pour leurs besoins vitaux », qui sont économiques et politiques, est donc la première forme d'« aide » du parti à la lutte ouvrière, indiquée par Lénine dans le projet de programme de 1895. Après l'avoir exposée et détaillée, Lénine poursuit : « La seconde forme d'aide doit consister, ainsi qu'il est dit dans le programme, à concourir à l'organisation des ouvriers. La lutte que nous venons de décrire exige que les ouvriers soient organisés. L'organisation devient nécessaire en cas de grève, afin d'augmenter les chances de succès, pour les collectes en faveur des grévistes, pour l'institution de caisses ouvrières, pour la propagande parmi les ouvriers, pour la diffusion de tracts ou d'appels, etc. Elle est plus nécessaire encore pour se défendre contre la police et la gendarmerie, pour mettre à l'abri de leurs poursuites les associations ouvrières et leurs activités, pour diffuser parmi les ouvriers livres, brochures, journaux, etc. Apporter une aide dans tous ces domaines : telle est la seconde tâche du Parti » (29).

(28) Projet de programme d'action présenté au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste par le Parti Communiste d'Italie, 1922, *op. cit.*, p. 75.

Les Thèses de Rome vont dans le même sens : « Par tous ces moyens, le Parti élargit et renforce l'influence qu'il exerce sur le prolétariat par mille canaux, en mettant à profit toutes les manifestations et possibilités de manifestations dans la vie sociale » (*op. cit.*, p. 46).

(29) Lénine, « Commentaire du programme », 1896, *op. cit.*, p. 113.

Une telle affirmation est on ne peut plus claire et explicite, et Lénine la répète à plusieurs reprises. Ainsi, au II^e Congrès du POSDR, en 1902 : « *le Congrès reconnaît comme absolument nécessaire de soutenir et de développer dans tous les cas et par tous les moyens la lutte économique des ouvriers et leurs syndicats* » (30) et au Congrès d'unification de 1906 :

« *Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :*

1) *toutes les organisations du Parti doivent faciliter la formation de syndicats sans-parti et encourager à y entrer tous les membres du Parti représentants de la profession intéressée ;*

2) *le Parti doit tendre par tous les moyens à éduquer les ouvriers militants dans les syndicats dans l'esprit d'une large compréhension de la lutte de classe et des tâches socialistes du prolétariat, afin de conquérir dans la pratique, par son activité, un rôle dirigeant dans ces syndicats et, enfin, de faire en sorte que ceux-ci puissent, dans certaines conditions, se joindre directement au Parti sans exclure pour autant leurs membres sans-parti »* (31).

Pour un marxiste révolutionnaire, ce n'est donc nullement déchoir que de participer aux tâches pratiques et concrètes de l'organisation des prolétaires sur le terrain immédiat, que ce soit par la participation directe, de l'intérieur pourrait-on dire, ou que ce soit de l'extérieur, par un appui des sections du parti à l'organisation créée sur le terrain immédiat, aidant par son réseau interne et par ses forces la lutte et l'organisation. Il est clair que dans ce domaine comme dans les autres l'influence et la direction ne se conquièrent que par la participation active à cette tâche d'organisation, distincte de la tâche d'éducation classiste et de celle d'orientation politique générale.

Une question qu'on pose parfois est de savoir si ce travail d'organisation ne doit pas venir après le travail d'agitation, ou plus exactement ne suppose pas un certain niveau préalable de conscience de classe des travailleurs.

En fait, il n'y a pas de lutte ouvrière sans effort d'organisation. Naturellement, il faut que certaines conditions soient réalisées pour que cet effort aboutisse à un résultat. Suivant les conditions générales et particulières on aboutira à des organismes stables ou éphémères, larges ou restreints. Un organisme restreint et éphémère, et même purement local ou catégoriel, est quand même une organisation. Il est donc clair que la tâche qui consiste à « *aider* » à l'organisation de la lutte, même si aucun organisme durable et permanent n'en sort, est bien une *tâche permanente*, absolument distincte des autres, à mener de front avec elles et en partant du point exact où en sont les travailleurs.

« *Dans les périodes défavorables et de passivité de la classe prolétarienne, le parti a pour tâche de prévoir les formes et d'encourager*

(30) Lénine, projet de résolution sur « la lutte économique » présentée au II^e Congrès du POSDR, 1903, *Œuvres*, tome 6, p. 496.

(31) Lénine, projet de résolution sur les syndicats dans la « plate-forme tactique pour le Congrès d'unification du POSDR », 1906, *Œuvres*, tome 10, p. 163.

l'apparition des organisations immédiates à objectifs économiques [...] Le parti encourage toujours les formes d'organisation qui facilitent le contact entre les travailleurs de différentes localités et des différents métiers et leur action commune » (32). Le fait que cette affirmation ait été faite en 1951, c'est-à-dire au plus bas de la courbe de la contre-révolution, suffirait à montrer que cette tâche d'organisation est *constante et indépendante* de la situation, qui ne détermine que ses formes et les résultats immédiats qu'on peut en attendre.

Si l'on regarde maintenant la situation qui prévaut aujourd'hui, il est clair qu'à l'échelle générale nous n'en sommes pas à la constitution de vastes organisations de classe stables et permanentes (33) et que les seuls organismes qui parviennent à durer (et encore !) sont en général restreints à des groupes infinitésimaux de prolétaires, la plupart du temps politisés, ce qui ne leur permet d'ailleurs pas toujours de tenir le coup dans les périodes de reflux. Est-ce à dire que le parti ne doive se fixer comme tâche *que* d'organiser les travailleurs combatifs, et n'envisager *qu'ensuite* de pouvoir s'appliquer à organiser des couches plus vastes de prolétaires ? Agir de cette manière reviendrait à reproduire à un autre niveau l'erreur qui consiste à exiger un certain développement du parti avant de participer aux luttes immédiates, ce qui revient à ne concevoir ce développement, ne serait-ce que dans une certaine phase, que comme un résultat de la propagande. Nous avons déjà vu que cela était erroné. Si nous revenons aux rapports entre les prolétaires combatifs et la masse des travailleurs qui ne se met encore en mouvement que de façon sporadique et décousue, il serait également faux d'imaginer que les premiers en arrivent à la nécessité de s'organiser entre eux pour préparer les luttes futures indépendamment de leur effort pour organiser, d'une manière ou d'une autre, leurs camarades de classe ; à moins de tomber dans l'idée d'une lutte économique seulement menée par des groupes d'avant-garde. *Il ne saurait donc y avoir d'autre préalable aux efforts pour organiser la masse des prolétaires que leur mise en mouvement.* L'effort d'organisation des prolétaires auquel se doivent de participer, dans la mesure de leurs forces, les communistes, part donc des réactions les plus élémentaires et les plus « inconscientes » des groupes de prolétaires, quels que soient leurs succès et leurs résultats immédiats. C'est nécessairement à travers ces efforts répétés que se déga-

(32) « Thèses caractéristiques du parti », 1951, in *Défense de la continuité du programme communiste*, op. cit., p. 171.

Que le travail des communistes soit aussi un travail d'« organisation », et que la propagande et l'agitation pour les revendications n'aient de sens qu'en liaison avec l'organisation des travailleurs ressort encore de ce passage des Thèses de Rome (op. cit., p. 46) : « Non seulement le Parti communiste participe, comme il vient d'être dit, à la vie des organisations prolétariennes que les intérêts économiques réels engendrent naturellement ; non seulement il favorise leur extension et leur renforcement, mais il s'efforce de mettre en évidence par sa propagande les problèmes qui intéressent réellement les ouvriers et qui, dans le développement de la situation, peuvent donner naissance à de nouveaux organismes de lutte économique ».

(33) Pour l'étude des conditions historiques et politiques de la naissance des organisations de lutte immédiates, voir l'article « Spontanéité ouvrière, associationnisme de classe et parti révolutionnaire » dans les numéros 320 et 321 du *Prolétaire*.

gent les travailleurs d'avant-garde, auxquels le parti attache naturellement un soin particulier puisqu'ils guident les pas de leurs camarades, mais *sans oublier les autres couches de travailleurs*. C'est jusqu'à cette conséquence-là qu'il faut comprendre ce passage des Thèses de Rome de 1922, où nous disons que le parti n'anime pas le développement de la conscience de classe et le passage à une action prolétarienne générale « *en niant ces mouvements élémentaires* », mais qu'« *il assure leur unification et leur dépassement dans l'expérience vivante en poussant à leur réalisation, en y prenant une part active, en les suivant avec attention dans tout leur développement* » (34).

Que montre la petite expérience acquise ces dernières années ? C'est la vie elle-même qui a prouvé qu'il est impossible de tisser des liens entre prolétaires de catégories différentes et d'entreprises différentes *sans mener la lutte contre les bureaucraties syndicales*, contrairement aux prétentions des divers groupes d'« *extrême gauche* » qui se sont désormais intégrés à ces bureaucraties. C'est grâce à ce fait, qui a d'ailleurs conduit plus d'un prolétaire combatif à un découragement temporaire, qu'il est possible aujourd'hui de faire admettre à des groupes encore restreints il est vrai de prolétaires la nécessité de tisser ces liens *en dehors* du contrôle des appareils syndicaux. Naturellement, les communistes ne sont pas les seuls à préconiser l'établissement de tels liens, car leur nécessité découle des exigences mêmes de la lutte et s'impose par conséquent à tous les prolétaires actifs, quelle que soit au départ leur affiliation politique. Cependant, en participant *dès le début* aux efforts pour créer ces liens, en contribuant à cette tâche avec les forces qu'ils ont et en la prenant pour ce qu'elle est, les communistes n'acquièrent pas seulement une expérience précieuse ; ils peuvent aussi imprimer à l'organisation naissante, d'emblée et dès le début, la méthode la plus efficace et donc *la plus immédiatement généralisable* à l'ensemble du mouvement.

« *Il importe pour la social-démocratie russe, disait Lénine en 1905, de trouver dès le début la note juste pour les syndicats, d'ériger du premier coup en tradition l'initiative social-démocrate sur ce point, la participation social-démocrate, la direction social-démocrate. Naturellement, on peut, dans la pratique, manquer de forces, mais c'est une toute autre question* » (35).

Il est évidemment impossible d'abandonner cette tâche à d'autres courants, sous prétexte qu'il faudrait attendre un certain stade de développement du mouvement pour pouvoir aider à son organisation. Cela reviendrait à permettre aux autres courants de parsemer la route de la reprise de classe, déjà suffisamment difficile, d'embûches supplémentaires. Il y a déjà trop de luttes ouvrières de par le monde où les communistes n'ont malheureusement pas la possibilité d'intervenir, pour qu'ils s'abstiennent d'assumer leurs tâches, même les plus minimes, dans les endroits, hélas encore exceptionnels, où ils en ont la force !

(34) Thèses de Rome, *op. cit.*, p. 45.

(35) Lénine, Lettre à S.I. Goussev du 13 octobre 1905, *Œuvres*, tome 34, p. 372.

Comment concevoir la propagande pour le programme communiste

Voici comment Lénine en vient dans son commentaire du projet de programme du parti russe à la propagande pour les buts révolutionnaires :

« La troisième forme d'aide à la lutte est d'indiquer le but véritable de la lutte, c'est-à-dire d'expliquer aux ouvriers en quoi consiste l'exploitation du travail par le capital, sur quoi elle repose, comment la propriété privée de la terre et des instruments de travail condamne les masses ouvrières à la misère, les oblige à vendre leur travail aux capitalistes et à leur abandonner sans contrepartie tout ce que l'ouvrier produit en sus de ce qui est nécessaire à son entretien ; d'expliquer enfin comment cette exploitation conduit inévitablement les ouvriers à engager une lutte de classe contre les capitalistes, dans quelles conditions se déroule cette lutte, quel est son objectif final, — bref, d'expliquer ce qui est résumé dans le présent programme » (36).

Il est utile de revenir sur ce point, en fait notre point de départ, mais éclairé maintenant par toute notre étude. On pourrait s'étonner, en effet, de voir que dans ce texte, écrit en 1896, Lénine ne s'étende pas outre-mesure sur cette « forme d'aide » alors qu'il insiste énormément sur la première, et ne la mette finalement qu'en troisième position. A peine quelques années plus tard, il insistera à l'inverse sur le fait que « la social-démocratie n'est pas simplement au service du mouvement ouvrier » et que « sa tâche est d'introduire dans le mouvement ouvrier spontané des idéaux socialistes bien définis » (37). Et dans *Que faire ?* il mettra tout l'accent sur cette tâche « d'indiquer le but véritable de la lutte » qui venait auparavant en troisième position, exactement comme la Gauche Communiste en 1926, lorsqu'elle affirme qu'une des tâches permanentes du parti est de « participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités, pour encourager leur développement, mais en les reliant constamment aux buts finaux révolutionnaires, en présentant les conquêtes de la lutte de classe comme des voies d'accès aux luttes futures indispensables, en dénonçant le danger de se replier sur des réalisations partielles comme si elles étaient des fins en elles-mêmes, et de leur sacrifier ces conditions de l'activité et de la combativité de classe du prolétariat que sont l'autonomie et l'indépendance de son idéologie et de ses organisations, au premier rang desquelles se trouve le parti » (38).

Il n'y a en réalité aucune contradiction entre les deux attitudes. Tout d'abord, dans tous les cas, cette tâche est présentée comme une tâche permanente et distincte des autres. Ensuite, l'importance qu'on lui donne, c'est-à-dire la place qu'elle tient dans l'activité du parti,

(36) Lénine, « Commentaire du programme », *op. cit.*, p. 113.

(37) Lénine, « Notre tâche immédiate », 1899, *Œuvres*, tome 4, p. 223.

(38) Projet de Thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du Parti communiste d'Italie ou Thèses de Lyon, 1926, in *Défense de la continuité du programme communiste*, *op. cit.*, p. 112.

varie avec les situations historiques, c'est-à-dire avec le degré de maturité atteint par les luttes ouvrières.

On peut naturellement dire que cette maturité tient au fait qu'une minorité plus grande de travailleurs est instruite des tâches communistes et intervient dans la lutte immédiate « en les reliant constamment aux buts finaux révolutionnaires ». Cela est incontestable et permet d'apprécier la situation, mais ne nous explique pas comment cette « minorité consciente » s'aggrandit et renforce la maturation générale de la conscience de classe de l'ensemble du mouvement. Or du moment que le développement de cette minorité ne peut pas être vu comme un simple résultat de la propagande générale, il faut préciser le rapport qu'il y a entre cette propagande et les poussées matérielles de la classe. Il est clair alors que la réceptivité à cette propagande pour les « buts finaux révolutionnaires », propagande que le parti mène en toutes circonstances, varie avec les progrès du niveau de « conscience de classe » atteinte par la classe, niveau qui est lui-même le résultat du double jeu des *poussées matérielles* et du *travail d'éducation classiste* que le parti mène en participant aux luttes.

Il n'est pas difficile de comprendre en particulier que seuls peuvent être pleinement sensibles aux « buts du mouvement » les prolétaires déjà poussés à passer du terrain de la lutte pour des objectifs particuliers à celui de la lutte prolétarienne générale, c'est-à-dire révolutionnaire, en d'autres termes les prolétaires étant déjà parvenus à la compréhension que la classe ouvrière est une force, que ses intérêts sont identiques à l'échelle internationale et que pour modifier son sort elle doit mener une lutte utilisant l'arme de l'Etat.

Cela ne signifie nullement que cette propagande « pour les buts finaux révolutionnaires » consiste seulement en l'exposé général et systématique des lois du capitalisme, de la lutte de classes et de ses principes, bref du programme. Même la propagande qui vise le renforcement théorique des militants ne pourrait prendre ce caractère indépendant des situations politiques, des poussées matérielles et des besoins de la lutte du parti, sans tomber dans un académisme stérilisant. La propagande pour le programme doit être faite en partant des contradictions réelles de la société bourgeoise telles qu'elles se manifestent dans le champ d'expérience des prolétaires et partir de là pour faire la démonstration de la nécessité du communisme.

« Par son contenu, explique Engels, le socialisme moderne est, avant tout, produit de la prise de conscience, d'une part, des oppositions de classes qui règnent dans la société moderne entre possédants et non-possédants, salariés et bourgeois, d'autre part, de l'anarchie qui règne dans la production » (39). Mais « dans sa forme théorique », il utilise les matériaux élaborés par les doctrines politiques, philosophiques et économiques les plus radicales, pour parvenir à les dépasser dans une « théorie nouvelle » qui n'est rien d'autre que le marxisme révolutionnaire. Cette doctrine ne naît donc pas directement de la

(39) Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Editions sociales, Paris, 1969, p. 59.

lutte sociale, au grand dam de ceux qui accusent Lénine d'avoir « inventé » ou repris de Kautsky l'idée de « l'importation de la conscience communiste » dans la lutte immédiate de la classe, sans voir qu'elle est de Marx et d'Engels et qu'elle découle naturellement de la dialectique des rapports entre les poussées matérielles et la formation de la conscience de classe.

Il y a bien une distinction entre la conscience du besoin de la lutte de classe et la conscience théorique du communisme, mais il existe un lien puissant entre elles. La propagande pour « les objectifs et les buts du mouvement » part de la prise de conscience des oppositions de classe pour montrer la nécessité de la prise du pouvoir et de l'insurrection, et de les préparer par une lutte de parti. Elle part en même temps de la prise de conscience de l'anarchie qui règne dans la production ; du sentiment de l'injustice ; de la révolte provoquée par l'accumulation de la misère à un pôle de la société et la richesse à l'autre pôle, par la succession des crises et des guerres pour se partager et se repartager cette richesse produite par la classe exploitée, pour démontrer l'exigence et la possibilité du communisme, dont la dictature du prolétariat et la révolution prolétarienne sont la condition politiques indispensables.

Il est donc clair qu'il existe toute une gamme extrêmement complexe de moyens, de niveaux et de formes de propagande « pour les buts finaux révolutionnaires », qui dépendent des groupes de travailleurs différents, de leur niveau de conscience, et de quantité d'autres facteurs.

Mais c'est le stade atteint par la lutte de classe dans son ensemble qu'il faut regarder pour comprendre la place qui est assignée à la propagande pour les objectifs et les buts de la lutte dans le texte de Lénine de 1895, et dans les articles parus dans les années 1900 et suivantes. Entre les deux périodes, quelque chose a changé.

En 1895, on est en train de passer en Russie du « stade de la haine confuse pour le capitaliste » à celui de la « lutte énergique » des ouvriers « pour satisfaire leurs besoins vitaux ». Avec le tournant du XX^e siècle, la lutte prolétarienne en Russie, forte de l'expérience précédente, tend « spontanément » à dépasser ce stade. Les prolétaires tendent d'abord à étendre la lutte contre l'Etat à tous les aspects de la vie sociale. De plus, cette lutte beaucoup plus vaste pousse des groupes toujours plus nombreux de prolétaires à « se déplacer sur le terrain de la lutte générale » contre le capitalisme. Il est clair dans ces conditions que, sans ignorer du tout les tâches qui consistent à « développer la conscience et l'organisation de la classe ouvrière », il devient vital de lier étroitement la lutte immédiate aux objectifs généraux, de faire de la lutte immédiate un aspect d'une lutte d'ensemble de la classe ouvrière, en développant les autres aspects, politique et théorique, sous peine de rendre la lutte économique immédiate elle-même inefficace et stérile. Bien plus, en même temps que cette tâche prend davantage de consistance, la mise en mouvement de couches toujours plus larges d'ouvriers donne en même temps, comme nous

l'avons déjà vu, à toutes les autres tâches et notamment à l'agitation et à l'organisation un champ plus vaste d'application.

★★

Et nous, où en sommes-nous aujourd'hui ? Globalement nous n'en sommes pas encore arrivés au « stade » de « *la lutte énergique pour la satisfaction des besoins vitaux* ». La lutte pour développer la conscience et l'organisation de la lutte prolétarienne part d'un niveau extrêmement bas et parfois déconcertant. Ce n'est évidemment pas une raison pour ne pas la mener, au contraire.

Le lien avec les « objectifs révolutionnaires » est parfois extrêmement difficile à faire, car la distance entre les deux niveaux est terriblement grande et ne peut être franchie que par des groupes de prolétaires encore restreints et même minuscules, auxquels cette propagande devient plus accessible. Mais cela n'autorise pas la tentative de combler cette distance par une sorte de forcing verbal, par une déclamation sur le but final, qui ne serait qu'une autre forme d'immédiatisme activiste, un opportunisme symétrique à celui qui modifie le but dans l'espoir de le rendre plus accessible.

C'est en accomplissant l'ensemble de leurs tâches, sans en oublier aucune et en leur donnant l'intensité permise par les circonstances et exigée par le niveau réel de la lutte prolétarienne, que les communistes aident cette lutte à parcourir au plus vite toutes les étapes qui nous séparent encore du *but final* révolutionnaire, unique et invariant.

Trotsky, la Fraction de Gauche du PC d'Italie et les "mots d'ordre démocratiques"

Au cours des années trente, la pression de facteurs objectifs et aussi subjectifs, que nous avons indiqués souvent et qu'il n'y a pas lieu de rappeler ici, a conduit Léon Trotsky à concevoir *la lutte pour la démocratie* comme une *voie de passage obligatoire* vers la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, et ceci même dans les pays ayant accompli depuis belle lurette leur révolution bourgeoise. Certes, il s'agissait de la « vraie » démocratie, poussée jusqu'au bout et, qui sait, peut-être même instaurée par des gouvernements « ouvriers », mais, volens nolens, cela revenait à établir un lien dialectique et une *connexion nécessaire* entre la démocratie, comprise d'une façon ou d'une autre, et le socialisme. Trotsky est arrivé à cette conclusion par une approche complexe, partant de divers horizons, suivant des parcours accidentés, à travers une suite contradictoire de tentatives désespérées pour revenir en arrière et de rechutes constantes sur une pente fatale dont l'auteur de *Terrorisme et Communisme* savait mieux que personne où elle menait.

Une délégation de la Fraction de Gauche du PC d'Italie a fait très justement remarquer dans une de ses interventions à la conférence nationale de la Ligue Communiste de France d'octobre 1931 (1), que, sur le plan *purement logique*, une telle conclusion résultait de l'incapacité de *faire une différence et de maintenir une séparation* entre les aspects *différents et parfois antithétiques* de ce qu'on désignait et désigne encore par le terme de « mots d'ordre démocratiques ». Ces aspects, on peut les résumer ainsi :

1) Les mots d'ordre qui répondent à des exigences vitales — non seulement économiques, mais aussi dans certains contextes, politiques

(1) Voir le *Bulletin d'information de la Fraction de Gauche italienne*, publié sous la responsabilité du C.E., Administration : Prometeo, 45, bd de la Villette, Paris, n° 4, janvier 1932 : « Intervention de la délégation de la Fraction [...] à la Conférence nationale de la Ligue Communiste de France (octobre 1931) », en particulier les pages 15, 18 et 23 à 25.

— des masses travailleuses et de leur lutte contre le capital, par exemple les droits d'expression, de réunion, d'association, de grève, etc. Tout en s'appelant « démocratiques », dans la mesure où elles concernent en partie aussi d'autres classes, ces exigences ont été plus ou moins satisfaites au cours de l'histoire ou sont destinées à l'être à travers des batailles dures et longues *contre* l'appareil démocratique de la domination bourgeoise.

2) Les mots d'ordre qui traduisent le contenu de révolutions non pas prolétariennes mais bourgeoises, mais dont le capitalisme ne peut ou ne veut pas *aujourd'hui* pousser la réalisation très loin, en particulier dans le domaine agraire ; la non-satisfaction de ces exigences donne par exemple aux paysans pauvres et sans terre un potentiel subversif susceptible de fournir une contribution précieuse à la révolution prolétarienne.

3) Les mots d'ordre correspondant à la situation des pays coloniaux, où les problèmes de la révolution prolétarienne sont indissolublement imbriqués avec ceux de la révolution bourgeoise et de la lutte contre l'impérialisme ; sans les revendiquer comme *siens*, le prolétariat (et son parti) doit donner ouvertement son appui aux exigences qui découlent de ces derniers, tout comme à celles indiquées au point 2).

Enfin, 4) les mots d'ordre relatifs à l'exercice du pouvoir par la bourgeoisie, à la façon dont il se manifeste ou dont on souhaiterait qu'il se manifeste ; contrairement à ceux des deux points précédents, le prolétariat des pays capitalistes avancés ne peut ni inscrire ces mots d'ordre à son programme, ni les appuyer, sous peine de tomber dans le réformisme pur et simple, et de faciliter dans les situations de crise sociale aiguë la manœuvre de la classe dominante qui cherche à détourner la classe dominée du terrain de sa lutte spécifique et de ses buts historiques pour la lier au char des prétendus « intérêts supérieurs communs ».

Chez Trotsky, toutefois, l'indétermination de la notion de « mots d'ordre démocratiques » et donc l'ambiguïté qui découlait de son usage ne relevait pas d'un simple manque de précision : elle dérivait d'insuffisances et même d'erreurs théoriques.

Tout d'abord, partant de l'idée très juste que la dictature du prolétariat ne peut pas être *imposée* aux masses populaires, il en arrive à conclure que sa réalisation exige « *qu'on conduise la bataille, la bataille à fond, pour toutes [?!] les revendications, les exigences et les besoins transitoires des masses, et à la tête de ces masses* ». Dans sa discussion avec les « trois » de la Nouvelle Opposition Italienne en 1930, où il examine les perspectives révolutionnaires dans un pays qui aspire à secouer le joug de la dictature fasciste, Trotsky ne se borne donc pas à *ne pas exclure* « *l'éventualité d'une Assemblée constituante qui dans certaines circonstances pourrait être imposée par les événements ou, plus précisément, par le processus du réveil révolutionnaire des masses* ». Il considère qu'une telle revendication peut figurer à bon droit parmi les « *mots d'ordre et exigences transitoires, y compris les exigences de la démocratie* » que, loin de les repousser, le parti communiste aurait le devoir de faire *siens* « *en leur donnant le*

caractère le plus audacieux et catégorique possible » (2).

Ensuite, Trotsky est persuadé que dans des pays qui ont déjà dépassé le stade de la révolution bourgeoise, mais traînent encore un lourd héritage précapitaliste, comme l'Espagne en 1930-31, les « mots d'ordre démocratiques » non seulement du type 1) et 2) de notre classification, mais aussi du type 4), conservent une valeur *intrinsèque*. Il croit que l'agitation pour ces mots d'ordre est par elle-même un puissant facteur de mobilisation des grandes masses laborieuses, les conduisant au saut dans la révolution prolétarienne — à condition d'être poussée à l'extrême limite, c'est-à-dire au point où, pense-t-il, les revendications de ce genre se heurteraient *inévitablement à l'impossibilité* pour le capitalisme, pris dans l'étreinte de sa « *crise mortelle définitive* », de les satisfaire ; et où, par conséquent, elles poseraient *fatatement* le problème *objectif* de son renversement.

On comprend alors qu'il considère comme « *indispensable que les communistes apparaissent comme le parti démocratique le plus conséquent, le plus résolu et le plus intransigeant* » : mieux ils mèneront cette bataille à fond, « *plus vite la république démocratique s'identifiera dans la conscience des masses avec la république ouvrière* ». Qu'ils n'hésitent donc pas à revendiquer sous la monarchie agonisante « *une vraie [?!] assemblée constituante* », à revendiquer contre les « *Cortes de conciliation par la grâce du roi et de Berenguer [...] les Cortes constituants révolutionnaires* ». Qu'ils n'hésitent pas ensuite, sous la république à peine née, à opposer « *aux Cortes non démocratiques et truqués [...] les Cortes populaires vraiment démocratiques et honnêtement élus* » (3).

Or, il est clair qu'à procéder ainsi, on vide le parti révolutionnaire de classe de son contenu programmatique, pour le transformer en *avant-garde radicale et conséquente* d'une espèce de *supplément de révolution bourgeoise*. Aussi bien en Espagne qu'en Italie, cela conduisait en même temps à mélanger aux revendications ayant un potentiel classiste et subversif élevé des revendications destinées à renforcer dans la « conscience des masses » cette terrible « *soif de démocratie* » produite par les longues années d'oppression, et qu'il fallait au contraire surmonter. Cela conduisait à renforcer l'illusion de pouvoir modifier, moraliser, rendre « plus juste » l'ordre constitué grâce au mécanisme des consultations populaires, éventuellement rajeunies par une transfusion de sang plébéien, bref, à laisser le champ libre à un facteur qui avait déjà fait la preuve de son efficacité *contre-révolutionnaire*, un facteur de *démobilisation* et de *désarmement* des travailleurs.

On verra à quelles conséquences désastreuses *devaient* conduire les postulats de Trotsky, lorsqu'il les appliquera à un pays non seule-

(2) Voir la lettre dans *Crisi economica e stalinismo in Occidente. La opposizione comunista italiana alla « svolta » del '30* (Crise et stalinisme en Occident. L'opposition communiste italienne au « tournant » de 1930), Roma, 1976, pp. 131-132. C'est nous qui soulignons.

(3) La première et la quatrième citation sont tirées de *La révolution espagnole jour par jour*, 20 avril et 1^{er} juillet 1931 ; la seconde et troisième de *La révolution espagnole et les tâches des communistes*, chapitre 5, dans *Ecrits 1929-1936*.

ment pleinement, mais *hautement* capitaliste, comme l'Allemagne de 1931-32. Il s'appuya sur l'idée, aux échos tristement évocateurs, que « l'essence de la révolution prolétarienne » se trouve dans le fait de « rompre la coquille de la démocratie bourgeoise et d'en libérer le noyau de la démocratie prolétarienne » constitué par les syndicats, les partis, les cercles, les coopératives, etc. ; un noyau créé par les travailleurs « en utilisant la démocratie bourgeoise et en luttant contre elle », mais qui a grandi avec elle, précisément comme la noix dans sa coquille. Et Trotsky n'hésite pas à affirmer : « Nous sommes matérialistes et ne séparons donc pas l'âme du corps. Tant que nous n'avons pas encore la force d'instaurer le système soviétique, nous nous plaçons sur le terrain de la démocratie bourgeoise ». Certes, il ajoute (quand même !) « nous ne nous faisons pas d'illusions », mais explique clairement ce qu'il entend par lutter « sur le terrain de la démocratie bourgeoise » sans séparer l'âme du corps : il s'agit avant tout et surtout (quand même !) de défendre les forteresses et les bastions de classe des travailleurs, mais — pour donner un exemple — si « la composition du Reichstag devait être hostile au gouvernement, si Hitler décidait de liquider le Reichstag et que la social-démocratie se montrait résolue à le défendre, les communistes aideraient la social-démocratie de toutes leurs forces » (4). C'est facile de dire que c'est le noyau qui nous intéresse, le problème est de le séparer de la maudite coquille !

Trotsky ira plus loin encore après la montée d'Hitler au pouvoir. Il constate que grâce au fascisme et aussi au stalinisme, et que cela nous plaise ou non (et cela ne lui plaisait évidemment pas), l'alternative qui se posait « à la conscience de millions de travailleurs » n'était plus et ne serait peut-être plus pendant longtemps « l'alternative décisive dictature du fascisme ou dictature du prolétariat, mais celle beaucoup plus primitive et beaucoup moins nette [c'était peu dire] : fascisme ou démocratie ». Et il en conclut : « La tâche de l'avant-garde est d'accrocher sa propre locomotive au train des masses. Dans l'actuelle position défensive de la classe ouvrière, il faut repérer les éléments dynamiques, pousser la masse à tirer les conséquences de ses principes démocratiques, approfondir et étendre le terrain de lutte [...]. Nous bolchéviks, nous nous réservons le droit d'expliquer aux ouvriers l'insuffisance des mots d'ordre démocratiques [...]. Nous nous engageons cependant à ne pas entreprendre d'actions révolutionnaires qui sortent des limites de la démocratie — la vraie [?!] démocratie — tant que la majorité des ouvriers n'aura pas consciemment choisi la dictature du prolétariat » (5). Et le grand lutteur ne s'apercevait pas

(4) Conversation avec un ouvrier social-démocrate, *Ecrits op. cit.*

(5) *Our Present Tasks*, 7 novembre 1933, dans *Writings of Leon Trotsky* (1933-34), New York, 1972, pp. 138-139. On pense évidemment à la funeste affirmation des dirigeants de la Ligue Spartakus, déclarant qu'elle « ne prendra jamais le pouvoir autrement que portée par la claire et indubitable volonté de la grande majorité de la masse prolétarienne d'Allemagne, par l'adhésion de celle-ci aux idées, aux buts et aux méthodes de la Ligue Spartakus... » (Programme présenté au Congrès de fondation du PC d'Allemagne, janvier 1919 ; voir dans *Programme Communiste* n° 58 « La Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international »).

qu'il accrochait ainsi sa locomotive à la queue du train des masses, qu'il subissait leur direction au lieu de les diriger...

Les fronts populaires arrivent là-dessus et incitent Trotsky à les soumettre à une critique féroce. Du coup, la lutte pour les « mots d'ordre démocratiques » se transformera en lutte pour le « programme de transition », une façon différente et si on veut indirecte d'arriver au même résultat.



C'est dans les années 1930 et 1931 que nos camarades de la Fraction se sont particulièrement occupés de la question des « mots d'ordre démocratiques » et leur polémique ne pouvait donc pas évoquer les développements ultérieurs de la pensée de Trotsky, relatifs surtout à l'Allemagne, que nous venons de citer. L'attitude de Trotsky par rapport à la Nouvelle Opposition Italienne d'une part, aux perspectives ouvertes par la situation en Espagne d'autre part, justifiait cependant largement un cri d'alarme sur les dangers d'un emploi mal défini ou même inconsidéré de ces mots d'ordre. Ainsi, dans le texte déjà cité, on déclare que « surtout dans la question espagnole, on a glissé vers une position de droite qui en revient à compromettre la position communiste au sujet de la démocratie en tant que forme de gouvernement », puisqu'on la présente, comme le montrent aussi les textes cités ici par nous, comme « le pas intermédiaire obligatoire avant d'arriver à la victoire du communisme ».

De plus, nos camarades disposaient d'un document qui, bien que concernant un pays comme la Chine où l'histoire posait effectivement le problème d'une révolution non purement prolétarienne mais double, avait de quoi laisser perplexe. La Fraction était certes convaincue que « là où le capitalisme n'est pas encore à la direction économique et politique de la société [...] là des conditions existent — et pour une période déterminée — pour une lutte du prolétariat pour la démocratie » (6). Mais elle insistait sur le fait que cette lutte — pour nous aujourd'hui comme pour Marx et Engels dans l'Adresse de 1850, ou pour Lénine dans tous ses écrits sur les perspectives révolutionnaires en Russie — ne peut jamais impliquer « l'abandon de la part du prolétariat de ses tâches historiques » ; de même, elle ne doit jamais cacher aux masses exploitées la vocation de la bourgeoisie nationale à trahir ses propres tâches — vocation historique, certes, mais exaspérée aujourd'hui par la terreur panique que lui inspire le développement révolutionnaire de la lutte de classe — et sa tendance toujours plus marquée à être non pas le « compagnon » mais l'« ennemi de route » des travailleurs.

Nous faisons allusion ici au manifeste du Secrétariat de l'Opposition Internationale intitulé *Sur les perspectives et les tâches de la révo-*

(6) Voir le *Bulletin...*, op. cit., p. 18.

lution chinoise, et publié dans le n° 55, du 12 septembre 1930, de la *Vérité*, organe de la Ligue Communiste (Opposition). Ce texte part de l'idée, par elle-même incontestable, qu'en général la paysannerie ne peut pas se prononcer pour la dictature du prolétariat, mais qu'elle « ne peut y être amenée qu'à travers l'expérience de la lutte qui démontrera au paysan que ses tâches démocratiques ne pourront être résolues que par la dictature prolétarienne ». Il en conclut que « telle est la cause principale pour laquelle le Parti communiste de Chine ne peut pas conduire le prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir sans partir des mots d'ordre démocratiques », formule qui comporte déjà une réduction excessive, puisque, même dans un pays colonial ou semi-colonial, le parti communiste ne peut pas *partir seulement* des « mots d'ordre démocratiques ». Ensuite, Trotsky cherche à lier la lutte contre le *joug des impôts et le fardeau du militarisme* (autre réduction surprenante de sa part : n'appelle-t-on les paysans chinois à se battre que pour cet objectif ? En 1927, même... Staline et Boukharine seraient allés jusque-là !) avec la lutte de la Chine contre l'impérialisme, pour l'indépendance et la « souveraineté populaire », c'est-à-dire pour le contenu plus spécifiquement *politique* de la « moitié bourgeoise » de la révolution chinoise. Et il découvre « l'expression démocratique » de ce lien dans « une assemblée aux multiples pouvoirs » constituant (attention !) « une étape sur la voie révolutionnaire démocratique, conséquente, hardie et révolutionnaire », en attendant un « réveil effectif de la révolution dans les villes », en d'autres termes l'entrée en scène du prolétariat industriel en tant que force agissante et déterminante.

Il est évident que, comparé à la splendide bataille de Trotsky des années 1926-27, un tel texte constitue un grave recul, qu'on ne peut pas justifier en invoquant les événements intervenus entre-temps. Lénine n'a pas attendu 1917 pour lancer le mot d'ordre de l'assemblée constituante, mais *jamais*, dans aucune situation, il ne lui est venu à l'idée de la présenter comme une « *étape sur la voie révolutionnaire démocratique* » : pour lui, elle ne faisait qu'un avec la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », elle était le point d'arrivée de la première partie de la *révolution double*, et non son prélude, le pont lancé pour l'atteindre.

D'autre part, pour Lénine, la prise en charge sans hésitation ni doutes des tâches de la révolution bourgeoise par le prolétariat (qui doit être la force *entraînante et dirigeante* de cette révolution) est subordonnée à l'affirmation sans fard de *ses propres* tâches et objectifs de la même façon que (selon ses termes) le programme minimum est subordonné au programme maximum : il est impossible d'isoler le premier du second. Or, dans le manifeste en question, les buts ultimes du mouvement ouvrier disparaissent au contraire de la scène historique, de la même façon que la « lutte effective dans les villes » s'est momentanément effacée. Son horizon est entièrement occupé par un mouvement petit-bourgeois et en particulier paysan, qui n'est même pas révolutionnaire, et c'est normal puisque (ici, le lien avec la « théorie de la révolution permanente » dans sa version spécifiquement trots-

kyste, ou disons, pré-léniniste, est évident) la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » a disparu : il ne reste donc plus que la perspective *lointaine* de la révolution prolétarienne, et celle d'une « assemblée aux multiples pouvoirs » comme *étape* sur la voie qui y conduit. Le résultat, c'est de faire perdre la vision claire et tranchée des « tâches historiques » de la classe prolétarienne *dans tous les pays*.



C'est dans ce contexte qu'il faut regarder la polémique avec Trotsky ouverte par la « *Motion sur les mots d'ordre* » envoyée par le Comité Exécutif de la Fraction au Secrétariat International de l'Opposition à la suite d'un « examen hâtif » du manifeste évoqué plus haut, et publiée dans le n° 37 du 15 septembre 1930 du bimensuel *Prometeo*. Puisque divers courants continuent à spéculer aussi bien sur cette *Motion* que sur les critiques que Trotsky lui a adressées, il faut la considérer attentivement en la replaçant dans *l'ensemble* des publications de la Fraction. Disons tout de suite que, malgré leurs mérites nombreux, nos camarades n'étaient pas infaillibles. La *Motion*, en particulier, ne se ressent pas seulement de la « hâte » qui a présidé à sa rédaction, mais montre les premiers signes de reculs théoriques sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir, non certes pour les stigmatiser, mais pour les comprendre et les dépasser.

Sans même évoquer ces aspects, il faut noter qu'en réagissant à l'indétermination dangereuse de la formule « mots d'ordre démocratiques » et surtout au risque — manifeste chez Trotsky — de lier chacun de ces mots d'ordre à la revendication de la démocratie « en tant que forme de gouvernement » (fût-ce dans sa forme « la plus audacieuse, résolue et conséquente ») les auteurs de la *Motion* ont indubitablement le tort de concentrer *exclusivement* leur critique sur la notion de démocratie, comme si tout le reste n'existait pas pour eux ou n'avait pas d'importance. Trotsky a donc beau jeu d'accuser « le groupe *Prometeo* (bordiguiste) » de se perdre dans des abstractions métaphysiques « en ne cherchant même pas à expliquer ce qu'il entend réellement par démocratie : on dirait qu'il s'agit seulement du parlementarisme ». Il lui est facile de demander « ce qu'il adviendra [une fois repoussée la revendication de la démocratie en tant que système de gouvernement, ou de son corollaire le parlementarisme] d'un mot d'ordre purement démocratique comme, par exemple, l'indépendance de l'Inde par rapport à la Grande-Bretagne ? Les communistes doivent-ils lutter contre la violence et les provocations de la police dirigées contre la liberté de presse, de grève, de réunion ? Et que diront-ils dans cette même Inde, ou en Hongrie, ou en de nombreux autres pays, aux paysans qui revendiquent la possession de la terre, aujourd'hui aux mains des latifondistes ? » (7), questions qu'en réalité la Fraction n'ignorait nullement.

(7) *Critical Remarks about Prometeo's Resolution on Democratic Demands*, dans *Writings...* (1930-31), pp. 133-136.

En effet, il aurait suffi à Trotsky de suivre avec un peu d'attention les articles consacrés en 1930-31 par *Prometeo* à la situation espagnole, pour se convaincre que si la *Motion* n'avait d'yeux que pour « le critère de la démocratie qui se substitue à l'autre de la division de la société en classes » (8), cela ne signifiait absolument pas que nos camarades ignoraient ou sous-estimaient tout ce que la gamme des revendications dites « démocratiques » recélait encore de fécond — une fois éliminé le mot d'ordre de démocratie comme condition *nécessaire* de la lutte victorieuse du prolétariat pour le pouvoir et, donc, du socialisme.

Il est vrai que nos camarades ont commis l'erreur de considérer la question de la démocratie *en dehors de l'histoire*, ce qui, évidemment, ne va pas sans contradictions. Peut-on soutenir *en même temps* (point 3 de la *Motion*) que « la démocratie en tant que forme de vie sociale ne représentait une forme plus avancée que lorsque le capitalisme n'avait pas encore conquis le pouvoir, lorsqu'il représentait donc lui-même une classe révolutionnaire », ce qui est juste, et, ce qui est faux, que « jamais le prolétariat ne peut faire sienne la revendication de la démocratie, serait-ce provisoirement », sous prétexte que cette éventualité est exclue par la conception marxiste, pour qui « la société est divisée non en majorités et minorités qui s'expriment dans le jeu électoral, mais en classes, et [que] l'Etat est l'organe d'une classe donnée » (point 2) ? On nie ainsi dans une phrase ce qu'on affirme dans l'autre, à savoir qu'il y a eu une époque — à l'aube révolutionnaire du capitalisme — où la doctrine marxiste exhortait les prolétaires à se battre « serait-ce provisoirement » aux côtés de l'ennemi de classe contre l'ennemi commun ; et on oublie ainsi que le marxisme a *toujours* proclamé l'incompatibilité entre la conception démocratique de la société et la conception classiste, qu'il l'a proclamée *dès le début* et donc *aussi* dans la période où le prolétariat participait à la lutte pour la démocratie au sens le plus large et cohérent.

C'est une erreur d'affirmer comme le fait encore le point 3 que, à la différence de ce qui se passait à cette époque, « dans la situation actuelle, qui voit le capitalisme à la tête de l'économie mondiale, la démocratie ne représente aucunement un pas en avant pour le prolétariat, mais apparaît comme un recours direct que l'ennemi utilise contre la révolution prolétarienne ». C'est une erreur, avant tout parce que selon le marxisme la démocratie était un « recours direct » de l'adversaire *même quand* elle représentait pour la classe ouvrière un pas en avant — *sinon du point de vue subjectif, en tout cas du point de vue objectif* — donc, si on regarde les pays depuis longtemps bourgeois, *largement avant* que le capitalisme soit à la tête de l'économie mondiale. Ensuite parce que, à l'époque où la *Motion* fut rédigée, cette domination capitaliste mondiale n'excluait nullement que dans certaines aires se produisent des révolutions nationales démocratiques victorieuses plus ou moins conséquentes, chose que d'ailleurs, comme nous le verrons, la Fraction ne pensait pas à nier. Enfin, parce que si

(8) Voir le *Bulletin...*, *op. cit.*, p. 16.

cela avait été vrai, on ne comprendrait pas pourquoi la *Motion* déclare au point 9 qu'il est « urgent de faire un examen approfondi de la situation en Chine et dans les colonies en général où se présentent les conditions de mouvements de masse, afin d'établir si, dans la situation actuelle de l'impérialisme capitaliste, dans la période historique des révolutions prolétariennes déjà affirmées (9), le cadre des rapports sociaux permet aux partis communistes d'avancer des mots d'ordre démocratiques ou inspirés de la formule de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans », ce qui montre bien que la réponse positive, légitimant cette utilisation, n'est pas exclue à priori.

En fait, le « vice » théorique de la *Motion* est le revers de sa « vertu ». Elle est dominée par la crainte — et qui peut nier qu'elle était amplement fondée ! — qu'on efface les limitations de classe et les frontières inexorablement tracées aux partis communistes par la théorie aussi bien que par l'expérience historique face à la démocratie en général et à tous ses partis politiques en particulier, et cela avant tout dans les pays à structure capitaliste. Elle voyait ce risque dans les concessions faites aux illusions démocratico-réformistes de la petite paysannerie (10), qui impliquaient le renoncement au devoir de démasquer la démocratie et tout son arsenal de promesses jamais tenues aux yeux des classes et sous-classes les plus vulnérables aux suggestions et aux mythes réformistes. Elle voyait cette menace se profiler derrière la poursuite du « front unique avec les partis de la social-démocratie » contre le fascisme, mirage qui oubliait les expériences tragiques, de l'Allemagne de 1923 en particulier. Elle la sentait, comme l'explique le point 6, dans la croyance qu'il y avait un antagonisme fondamental entre la bourgeoisie industrielle, prétendument progressiste, et la bourgeoisie agraire décrétée réactionnaire et source historique du fascisme.

Le point 7 montre que c'est bien là la préoccupation essentielle de la *Motion* : « Il faut repousser définitivement l'adoption des mots d'ordre démocratiques [au sens restreint précisé] dans tous les pays capitalistes. Même là où règne la terreur fasciste, ces revendications servent à décourager le prolétariat communiste et à préparer les conditions politiques qui permettront d'inverser l'expérience russe : là-bas ce sont les prolétaires qui ont chassé avec les armes l'Assemblée constituante ; ici, c'est l'Assemblée constituante qui aurait la possibilité d'arrêter avec les armes de la contre-révolution la victoire com-

(9) Expression curieuse, si on pense qu'une seule de ces révolutions s'était ainsi affirmée, et que malheureusement son sort ne tenait plus qu'à un fil. Elle soulignait cependant le fait que la révolution prolétarienne semblait se rapprocher au moins dans certains pays coloniaux, dans la mesure où les développements de l'impérialisme allaient de paire avec un essor en partie victorieux du prolétariat mondial. Savoir si ces facteurs convergeaient en 1931 est évidemment discutable, mais il faut dire que le texte ne l'affirme pas : il se contente de soulever le problème.

(10) La Fraction a toujours affirmé qu'il fallait adopter par rapport à la petite paysannerie des mots d'ordre pas encore socialistes. Sinon, pourquoi dirait-on au point 4 que « l'idée de la dictature prolétarienne est la seule qui — en s'appuyant sur un programme de transformation graduelle de l'économie agraire — peut réaliser l'indispensable appui des paysans à la révolution communiste » ?

muniste » (11). La question étant posée en ces termes, on ne peut qu'approuver la *Motion*, surtout après toutes les expériences brillantes d'assemblées constituantes... révolutionnaires que nous avons vues depuis. Ses formulations peuvent être hâtives et inadéquates : sa fureur est plus que légitime.

Les auteurs de la *Motion* ont un autre sujet d'inquiétude, dû à l'affirmation de Trotsky suivant laquelle dans les pays coloniaux et semi-coloniaux eux-mêmes la bourgeoisie n'est plus en mesure de faire la moindre concession, fût-ce aux plus élémentaires revendications démocratiques, et que par conséquent lancer ces revendications pousserait *nécessairement* les masses populaires à dépasser les limites de la lutte national-démocratique pour se placer *directement* sur le terrain de la révolution socialiste. Ils craignent que cela conduise à renoncer à toute agitation et propagande pour les buts ultimes du communisme, pour courir après des expédients tactiques douteux censés *accélérer* le processus historique, et à attribuer une nature, des caractères ou tout au moins des potentialités *anticapitalistes* à des mots d'ordre qui prônent simplement une *réforme constitutionnelle de l'Etat existant* ou l'introduction du capitalisme dans l'économie des pays concernés. Cette crainte n'était que trop justifiée, si on pense que les épigones de Trotsky considèrent le Vietnam, Cuba, l'Algérie et, naturellement, la Chine comme « socialistes » *parce que* ces pays ont chassé les troupes et les agents de l'impérialisme de leur territoire et entamé ne serait-ce qu'une ébauche de réforme agraire.

On se trouvait alors au début de la décennie qui verra célébrer les saturnales démocratiques des fronts populaires, massacrer la vieille garde bolchévique au nom de la démocratie, détruire les derniers restes de l'Internationale Communiste et déchirer ses textes constitutifs. Tandis que Trotsky lui-même flirtait avec la découverte de la « *démocratie et de la dictature du prolétariat comme institutions historiques qui peuvent se remplacer dialectiquement l'une l'autre* » (12), nos camarades de la Fraction sentaient toute l'urgence d'une défense acharnée de la position marxiste qui voit une *antithèse absolue* entre démocratie et dictature du prolétariat, entre démocratie et socialisme. Ils insistaient sur le danger qu'il y avait à cacher cette antithèse derrière le masque des expédients tactiques douteux, et la nécessité de la revendiquer ouvertement, *même là et quand* les exigences de la lutte obligent à avancer des mots d'ordre de type 2 ou 3 de notre classification. C'est cette tâche *urgente* qui a forcé la main aux rédacteurs de la *Motion* et infléchi leurs formulations dans certains passages qu'aujourd'hui nous ne pouvons que récuser, en tout cas sous la *forme* où ils se présentent.

(11) On dit au point 5 : « *Au cours de la révolution russe, et pendant la brève période qui sépare la chute du tsarisme et la tentative d'instituer un pouvoir capitaliste menacé par l'avance constante des mouvements révolutionnaires des ouvriers et des paysans, les bolchéviks ont provisoirement soutenu le mot d'ordre de l'Assemblée constituante* ». Trotsky répondra à juste titre que les bolchéviks n'ont pas attendu l'année 1917 pour lancer ce mot d'ordre ; néanmoins, il était incontestablement inséré dans un programme *révolutionnaire*, et non galvaudé en tant qu'*étape possible* « sur la voie de la révolution » comme dans le manifeste sur la Chine.

(12) *Critical Remarks...*, op. cit., p. 135.

Jusqu'ici, il pourrait sembler que nous avons tenté une « défense de boutique » de la Fraction de gauche du PC d'I, qui n'en sortirait pas véritablement « innocentée », mais simplement « acquittée faute de preuves ». Tel n'est pas le cas.

Revenons à l'*Intervention à la conférence de la Ligue Communiste de France*. Dans ce texte, une fois repoussés les mots d'ordre équivalents à une pure et simple revendication de la démocratie en général, on ne se borne pas à distinguer ceux qui concernent la transformation sociale des campagnes (type 2), ceux qui relèvent des problèmes de la tactique dans les pays coloniaux (type 3) et ceux qui s'identifient aux revendications partielles de la classe ouvrière (type 1) et pour lesquels l'adjectif *démocratique* devrait donc être mis entre guillemets ou changé en *pseudo-démocratique*. On explique au contraire avec une grande richesse de détails l'attitude que le prolétariat et son parti doivent avoir par rapport à eux, sans jamais tomber dans un soutien à priori.

En ce qui concerne le type 2, on combat fort opportunément l'idée que le capitalisme ne pourrait, ou ne voudrait plus rien faire dans le sens d'une destruction même partielle des rapports précapitalistes dans les campagnes. Mais il est parfaitement correct de soutenir que « le capitalisme ne parviendra pas à accomplir », c'est-à-dire à réaliser jusqu'au bout la transformation d'une économie agraire encore en partie prise dans les liens et les rapports féodaux. C'est bien pourquoi on affirme que « si dans un pays donné les conditions objectives pour l'instauration immédiate d'une économie socialiste à la campagne n'existent pas, faute d'industrialisation, la dictature du prolétariat doit s'appuyer sur des rapports sociaux de type capitaliste. Cela justifie, au point de vue marxiste, la formule tactique de « la terre aux paysans ». » En d'autres termes (et on voit qu'on est loin de ne savoir que répéter à propos de l'Espagne le mot d'ordre de la dictature du prolétariat !) trouvent ici leur place « des revendications qui du point de vue général sont en-deçà du programme communiste de la socialisation des moyens de production et qui sont en même temps au-delà des possibilités de réalisation offertes à la classe capitaliste par les circonstances. Le capitalisme peut s'acheminer vers de telles réalisations, mais il ne peut pas les accomplir » (p. 24 du Bulletin cité).

Voilà une façon de poser le problème qui est non seulement plus orthodoxe du point de vue marxiste que celle de Trotsky, mais adhère beaucoup plus à la réalité. Dans les pays qui ont désormais dépassé le stade de la révolution bourgeoise, comme l'Espagne à l'époque, ou aujourd'hui les pays du Tiers Monde qui se sont affranchis du joug du colonialisme, elle donne une souplesse réelle à la tactique du parti révolutionnaire. Elle lui permet d'une part de « faire siennes » les revendications typiques des petits et minuscules paysans sans terre que le capitalisme ne peut et ne pourra jamais satisfaire, même si (comme en Espagne en 1931, justement) il lance des réformes agraires fracassantes mais stériles, et réduit ou évite ainsi ces tensions et ces

heurts violents dont Trotsky pensait qu'ils pousseraient les masses rurales à dépasser leur horizon immédiat pour embrasser la cause de la lutte anticapitaliste. Elle permet en même temps de ne pas avaliser ni renforcer les illusions sur les répercussions qu'aura dans le domaine des rapports sociaux, surtout dans l'agriculture, le passage de la monarchie à la république, mais au contraire de dénoncer leur inconsistance *avant même* que les grandes masses en fassent l'expérience à leur frais.

En ce qui concerne le type 3, on est loin d'exclure que le problème d'un Etat de « démocratie révolutionnaire » puisse se poser dans les colonies lorsqu'y manquent les conditions objectives et subjectives indispensables à l'instauration immédiate et directe de la dictature prolétarienne. Bien plus, on déclare « tout à fait concevable et juste *que le parti donne une autre* [que celle prolétarienne et communiste] *solution, provisoire, au problème de l'Etat* ». Il n'y a donc aucun doute sur la légitimité théorique d'une solution du type « dictature démocratique des ouvriers et des paysans ». Cependant, *comme c'est leur devoir*, nos camarades rappellent :

1) que « *cette solution doit toujours se baser [...] sur la possibilité que le prolétariat reste au pouvoir — transitoirement — avec la classe paysanne et la petite bourgeoisie sans pour cela que le parti doive renoncer à son programme fondamental pour la dictature de la classe prolétarienne* » (p. 25) ni le remplacer, comme on peut être tenté de le faire surtout dans les périodes de reflux de la lutte des classes, par « *le programme minimum de la lutte pour les mots d'ordre démocratiques* », ou par une perspective non révolutionnaire mais réformiste d'« *étapes* » successives, dont aucune ne pourrait être entamée avant que la précédente soit parcourue jusqu'au dernier millimètre ;

2) que l'éventuelle instauration d'un régime réalisant la dictature de deux classes soit explicitement reliée dans les déclarations programmatiques du parti à la nécessité de son dépassement par la dictature *d'une seule classe*, le prolétariat ;

3) qu'on envisage la perspective de cette phase transitoire « *seulement après avoir élucidé le problème de savoir si les conditions existent — dans les rapports sociaux — pour revendiquer la formule de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans* » (p. 25), préalable que la Motion avait déjà souligné.

Inutile de dire qu'en attendant que mûrissent les conditions d'une solution révolutionnaire, qu'elle soit « double » ou « simple », la Fraction maintient l'exigence d'une lutte constante pour défendre les conditions de vie et de travail, et aussi les « droits » (ou « libertés ») de parole, de réunion, d'association, etc., des masses laborieuses en général et donc aussi paysannes. Pour nos camarades, cette lutte reste la clé de voûte de la « tactique indirecte » du parti communiste définie par les *Thèses de Rome* de 1922 (13), et la base du « front unique syndical ». Ces revendications sont tout à fait indépendantes de l'établissement d'« *une liaison obligatoire entre la défense morale et matérielle de la*

(13) Voir *Défense de la continuité du programme communiste*.

classe ouvrière et la défense de la forme démocratique de l'Etat capitaliste ».

Certes, on peut dire qu'en ce qui concerne les colonies, la Fraction tendait à considérer que le cycle des révolutions national-démocratiques était *désormais achevé*. Mais, comme nous l'avons vu, à l'époque dont nous nous occupons ici, c'est-à-dire en 1931-32, elle ne posait encore cette question que sous la forme d'une appréciation historique et sans toucher aux questions de principe (14). On peut aussi regretter que, tout en reconnaissant les problèmes posés surtout en Espagne par la persistance de formes sociales *en partie* précapitaliste, et donc la nécessité d'insérer dans le programme de la révolution et de la dictature prolétarienne la revendication de tâches économiques qui *ne lui sont pas propres*, nos camarades n'aient pas tenté de traduire cette conviction dans un ensemble cohérent d'indications tactiques. La réponse à cette critique est évidente : pour un groupe privé de liens directs avec le théâtre de l'action, il s'agissait *avant tout* de définir de la façon la plus précise les *principes* qui permettraient, dans des conditions objectives favorables, de déterminer une intervention pratique.

Nous en avons dit assez pour montrer que Trotsky accusait à tort le « groupe Prometeo » de « *repousser totalement les mots d'ordre démocratico-révolutionnaires* pour tous les pays et pour tous les peuples ». Mais il y a plus. Sous le titre *Le camarade Trotsky exagère*, un article de Gatto Mammone (pseudonyme de Virgilio Verdaro, un vétéran du courant de gauche en Italie) dans le n° 56 du 11 juillet 1931 de *Prometeo* répond directement à cette accusation.

Il attribue généreusement à la seule « *impulsivité, fruit de la vivacité d'impression* », la tendance du grand révolutionnaire russe à formuler sur les positions d'autrui, et sur les nôtres en particulier, des jugements « *sinon superficiels, indubitablement précipités et absolus* ». Il rappelle ensuite que notre position *immuable* a toujours été de considérer que « *surtout dans les périodes de défense, il faut regrouper tous les travailleurs autour de mots d'ordre enracinés dans leurs revendications immédiates. Et puisqu'on n'exclut pas de ces revendications celles qui ont un caractère politique, on peut voir apparaître précisément ici certains de ces mots d'ordre démocratico-révolutionnaires, dont le camarade Trotsky affirme sur un ton catégorique que nous les refusons de façon absolue* ». Si on considère les revendications classées plus haut dans le type 1, il n'est pas question pour nous d'écarter « *je ne dis pas seulement celles correspondant aux exigences économiques de la classe ouvrière, mais aussi certaines revendications à caractère démocratique* » qui, du reste, sont dans bien des cas « *données à tort pour démocratiques* ». Il suffit de se reporter aux *Thèses de Rome* pour constater que pour nous « *il n'y a pas contra-*

(14) On ne peut dire la même chose de certaines théorisations ultérieures de la revue *Bilan*, que nous rejetons. Mais c'est là un autre problème, que nous examinerons une autre fois. Au moment de la polémique avec Trotsky, la ligne constante de la Gauche communiste n'avait absolument pas fléchi.

diction entre notre refus brutal de la conception social-réformiste, pour qui la présence au pouvoir d'un gouvernement de gauche donne par elle-même des conditions plus favorables ou, pis encore, est une condition indispensable à une avancée ultérieure de la classe ouvrière [voilà, en effet, le vrai nœud de notre polémique avec les trotskystes en matière de mots d'ordre « démocratiques »] et le fait que le parti puisse dans des circonstances données agiter des revendications dites démocratiques en les soulignant et en les précisant [...] des revendications qui ne représentent pas seulement des exigences de classe sur le terrain économique, mais peuvent aussi avoir un caractère politique ».

Gatto Mammone revendique donc pleinement l'utilisation de ces mots d'ordre « démocratiques » qui coïncident en réalité avec les revendications immédiates partielles de la classe ouvrière. Et en ce qui concerne notre position face aux mouvements anti-coloniaux et par rapport à la petite paysannerie, il ajoute : « *Et quand donc avons-nous exclu que, pour s'assurer au moment décisif l'appui des couches petites bourgeoises et paysannes, on doive utiliser des revendications contingentes à caractère démocratique, et que, surtout dans les colonies et les pays semi-coloniaux, l'utilisation de ces mots d'ordre puisse servir d'instrument pour pousser les masses à la lutte contre l'impérialisme dominant ?* ». En vérité, on ne voit pas comment on pourrait être plus clair et explicite !

★★

Si nous avons évoqué cette vieille polémique, ce n'est pas seulement pour « remettre les choses en places » et couper court aux spéculations fondées sur des interprétations arbitraires des positions prises par nos camarades dans une période où personne, d'ailleurs, ne peut prétendre avoir évité toute erreur. Nous voulions aussi profiter de l'occasion pour rappeler la façon correcte qui a toujours été la nôtre d'affronter et de résoudre certains problèmes fondamentaux de tactique, une façon qui est aussi éloignée de l'abstraction antidialectique des gauches « infantiles », que de l'éclectisme vendu de gauches... vieilles trop vite.

C'est particulièrement important aujourd'hui, car le cycle des luttes d'émancipation nationale s'est achevé dans de vastes aires de la planète, et la jeune classe ouvrière s'y trouve devant un double problème difficile. Elle doit d'une part viser directement la révolution *uniquement* prolétarienne, et elle ne peut le faire que *contre* la bourgeoisie démocratique au côté de laquelle elle a combattu pendant un moment, et *contre* ses institutions. Elle doit *en même temps* prendre en charge la tâche historique de pousser jusqu'au bout, spécialement dans l'agriculture, une transformation capitaliste restée imparfaite, tâche qu'elle doit assumer *sans jamais renoncer au premier objectif, mais en la considérant au contraire comme transitoire et subordonnée à lui*. Et au moment où ses revendications *pas seulement économiques* concernant ses conditions de vie et de *lutte* prennent une importance énorme et une actualité brûlante, il est indispensable qu'elle retrouve

le fil conducteur d'une bataille où les questions de tactique n'ont jamais été séparées des questions de principe, et où les questions de principe ont toujours été considérées en liaison avec leur application *tactique rigoureuse*.

En cette même année 1931, où *Prometeo* publiait l'article de Gatto Mammone, Trotsky en est venu à écrire (15) que les bolchéviks-léninistes ne pouvaient rien avoir de commun avec le « *sectarisme doctrinaire* » ou « *l'infantilisme d'ultra-gauche* » de nos camarades, et qu'« *entrer dans la révolution espagnole ou italienne avec le programme de Prometeo, c'est la même chose que de se lancer à l'eau avec les mains attachées derrière le dos : le nageur risque sérieusement de couler* ». Pour sa part, il était convaincu du « *rôle extrêmement important* » que joueraient « *dans la chute du régime de dictature fasciste en Italie* » les revendications démocratiques, et elles l'ont joué — mais dans le sens *opposé* de celui qu'il avait prévu ! Nos camarades auraient eu autrement raison de répondre au « *grand nageur* », qui se lançait *sans corde de rappel* dans le torrent insidieux des « *mots d'ordre démocratiques* », qu'il risquait sérieusement d'échouer là où ses disciples et épigones ont effectivement échoué pendant et après la résistance : dans les bras de la *démocratie tout court*. L'histoire a montré qu'il ne pouvait en aller autrement.

(15) Note à *La révolution espagnole et les dangers qui la menacent*, chapitre « Le crétinisme parlementaire des réformistes et le crétinisme antiparlementaire des anarchistes ».

L'extrême-gauche « anti-sioniste » et la question palestinienne

L'oppression nationale et coloniale qui s'exerce sur les masses palestiniennes demeure au Proche-Orient la question-clé sur laquelle se démarquent les différentes forces politiques. Aucune ne peut esquiver l'attitude à prendre vis-à-vis du sionisme et de l'Etat d'Israël.

Dans ce domaine, comme dans tous les autres, la défense du marxisme révolutionnaire va de pair avec la lutte ferme et intransigeante contre tous les courants qui, sous couvert d'internationalisme, tournent le dos aux principes élémentaires qui fondent la position des communistes véritables dans la question nationale et coloniale.

Ce n'est pas la première fois que le marxisme doit affronter des manifestations social-impérialistes qui n'osent pas dire leur nom. Il faut rappeler que chacun à son tour, la social-démocratie puis le stalinisme avaient condamné la lutte des peuples coloniaux, sous prétexte que cette lutte ne dépassait pas le cadre nationaliste et que par conséquent elle entraverait l'unification internationale de la classe ouvrière et la lutte de classe prolétarienne.

C'est ainsi qu'on pouvait lire dans un rapport du congrès inter-fédéral de la fédération algérienne du P.C.F., dont les accents sociaux-démocrates n'échappent à personne, ce qui suit : *« Les militants communistes en Algérie s'attacheront à faire pénétrer d'idée syndicaliste chez les ouvriers indigènes et s'efforceront de lutter contre les conflits de races, en démontrant que seul importe le Front international du prolétariat opprimé contre le front international du capitalisme oppresseur ».*

Il est indéniable que la lutte conséquente contre l'oppression raciale et coloniale n'est possible qu'en éduquant le prolétariat dans une optique de classe, en lui montrant ses intérêts de classe propres, ses buts propres distincts de ceux des classes bourgeoises, qui sont toujours prêtes, à des degrés divers, au compromis avec l'impérialisme.

Mais cela, seul peut l'affirmer un parti qui lutte effectivement contre l'oppression raciale nationale et n'oppose pas chez les prolétaires opprimés « conflits de races » et « conflits de classes ». Ceci, parce que la suppression de l'oppression raciale-nationale est une condition du développement en grand et sans entraves de la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat, et que la lutte contre cette oppression peut être un puissant levier de mobilisation révolutionnaire. Il s'agit donc de l'intégrer dans la lutte de classe prolétarienne, et non de la lui opposer.

Que dire alors, lorsque cette opposition est préconisée par un parti qui, comme le P.C.F. en Algérie ou le P.C.P. en Palestine, n'a mené dans les rangs du prolétariat du pays oppresseur aucune lutte sérieuse contre le privilège national, racial, politique ou religieux, bref contre l'oppression coloniale-impérialiste. Il ne peut s'agir que d'une phrase vide de tout contenu révolutionnaire, mais pleine en revanche de contenu social-impérialiste, de mépris aristocratique et d'esprit de supériorité raciale pour la lutte des masses opprimées contre une domination à laquelle ces partis ont en fait lié leur sort.

Une telle opposition est donc une prostitution du véritable internatio-

nalisme révolutionnaire. En effet, alors que ce dernier doit être le drapeau de la lutte à mort contre l'oppression coloniale, raciale-nationale pour unir les rangs internationaux du prolétariat, il est utilisé pour justifier la défense des privilèges coloniaux pour les uns, la soumission à cette oppression pour les autres, bref la perpétuation de la division des rangs prolétariens et, en fin de compte, l'esclavage pour tous.

La soi-disant gauche « anti-sioniste » ne fait, comme on va le voir, que reprendre derrière sa phraséologie « ultra-classiste » les arguments écœurés et écoeurants du social-impérialisme, c'est-à-dire du socialisme en paroles et de l'impérialisme dans les faits.

Considérons pour commencer la position de l'« Alliance Communiste Révolutionnaire » israélienne. C'est au nom d'un principe « multinational », qui serait concrétisé par l'installation d'un mini-Etat palestinien à côté d'Israël, qu'elle refuse de souscrire à la lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël.

L'A.C.R. prétend œuvrer dans le sens de la rupture des masses laborieuses juives avec l'établissement sioniste sans pour autant toucher à la base matérielle qui fonde la « solidarité juive » en Israël, à savoir l'oppression nationale et raciale des populations arabes. En réalité, elle pose comme une des conditions devant favoriser la fameuse rupture des masses juives avec l'Etat d'Israël, « l'émergence d'une alternative internationaliste au sein de la résistance palestinienne et du mouvement révolutionnaire arabe » (1).

L'argument sur lequel se fonde l'A.C.R. pour justifier son appui à la solution capitularde, sur laquelle devrait déboucher le règlement en cours sous la houlette de l'impérialisme américain, est écoeurant : « pour ce qui est du peuple palestinien qui a été détaché de sa base productrice (la

terre) sans pour autant avoir été intégré dans une structure capitaliste, le phénomène dominant n'est pas la « prolétarianisation » mais la « lumpénisation ». Cette situation n'encourage pas l'esprit internationaliste... » (Idem).

Au nom de ce qu'ils appellent l'esprit internationaliste, ces gens-là s'inquiètent : décidément, des populations non « intégrées dans une structure capitaliste » sont capables de tout... C'est donc en toute logique que l'A.C.R. condamne les attentats des Palestiniens en Israël sous le prétexte que « leur caractère non sélectif sert merveilleusement le lavage de cerveau sioniste » !

La vérité, c'est que l'A.C.R. ne fait que dissimuler derrière sa phrase « internationaliste » son aplatissement complet devant l'état d'esprit réactionnaire des couches de travailleurs et de petits bourgeois juifs dont le maintien des privilèges est indissolublement lié à la survie de l'Etat sioniste. Ce que l'A.C.R. entend par « esprit internationaliste » est donc précisément ce que tout internationaliste véritable doit combattre pour réaliser l'union internationale de la classe ouvrière : la défense du privilège national et colonial. Il s'agit bien là encore d'une morale coloniale : que l'opprimé montre son aptitude à découvrir les intérêts communs qu'il a avec l'opprimeur et ce dernier pourra alors condescendre à considérer sa lutte...

D'ailleurs, l'A.C.R. est obligée de l'avouer pour peu qu'elle parle du socialisme, même de son point de vue ultra-démocratique : « Le droit du peuple israélien à l'autodétermination jusqu'à la séparation ne fait pas partie du programme de la révolution socialiste triomphante dans la région mais est une concession « petite bourgeoise » de la part des révolutionnaires dans les conditions qui prévalent dans la région... » (Idem) !

Le MATZPEN, qui constitue la seconde organisation d'extrême gauche en Israël, rejoint pratiquement

(1) Cité dans KHAMISIN n° 1, 1975.

les positions de l'A.C.R. Le MATZPEN soutient la solution capitulaire au terme de laquelle serait institué un mini-Etat palestinien dans les territoires qu'Israël aura à évacuer.

Tout comme dans le cas de l'A.C.R., la pierre angulaire de l'« internationalisme » du Matzpen consiste à combattre le nationalisme... des autres, en l'occurrence celui des opprimés ! « *La lutte révolutionnaire palestinienne doit, selon le Matzpen, tendre vers le renforcement de la solidarité avec ceux qui sont exploités en Israël. Simultanément avec la lutte contre le sionisme, il faut présenter devant le peuple israélien juif l'alternative d'une vie en commun dans le respect mutuel de tous les droits nationaux et démocratiques, y compris le droit à l'autodétermination* » (2). On a du mal à croire qu'il s'agit là d'une organisation s'adressant aux travailleurs d'un pays oppresseur !

Pour sa part, la « Ligue des ouvriers communistes palestiniens » qui entretient des relations cordiales avec l'A.C.R., se prononce pour un règlement débouchant sur une partition de la Palestine. Or, qui dit partition, dit concrètement que l'Etat d'Israël restera en place et cela n'a pas l'air d'embarrasser la Ligue, car elle veut avant tout dépasser le « nationalisme arabe ». Qu'un tel dépassement soit fait en niant la question bien réelle de l'oppression nationale et coloniale sur laquelle est indiscutablement fondé l'Etat d'Israël, cela également n'a pas l'air de la gêner : « *Les masses arabes et surtout palestiniennes doivent dépasser la phase de lutte nationale ou nationaliste, afin de libérer l'immense potentiel des peuples arabes et pour amorcer la rupture entre les masses israéliennes juives et l'établissement sioniste* » (3).

Remarquons au passage que la

« Ligue des Ouvriers Communistes Palestiniens » n'est pas seule à avoir de telles positions. C'est ainsi que pour les « Socialistes Révolutionnaires du Proche-Orient » regroupés autour de la revue *Khamsin*, la « *reconquête de la Palestine tout entière (...)* serait une « *solution* » nationaliste qui devrait être imposée au peuple israélien tout entier — pas seulement à l'establishment sioniste — et qui est déjà à ce point de vue à la fois condamnable et surtout irréalisable dans un espace de temps historique concevable » ! (*Idem*).

Comme on peut le voir, le dénominateur commun à toutes les positions des différentes composantes de l'extrême-gauche soi-disant « anti-sioniste » consiste à mettre dans le même sac et à condamner parallèlement le nationalisme du pays oppresseur et celui de la nation opprimée.

Pour nous, marxistes révolutionnaires, mettre sur le même plan le sionisme et le « nationalisme arabe » revient à faire le jeu du nationalisme dominant, c'est-à-dire ici du sionisme et de l'impérialisme : « *Dans tout nationalisme bourgeois d'une nation opprimée il existe un contenu démocratique général dirigé contre l'oppression ; et c'est ce contenu que nous appuyons sans restrictions, tout en le séparant rigoureusement de la tendance à l'exclusivisme national, ...* » (4).

★ ★

La IV^e Internationale occupe une place à part parmi les groupes d'extrême gauche puisque, contrairement à ceux que nous avons déjà étudiés, elle s'oppose au plan de partition de la Palestine au terme duquel serait créé un « Etat palestinien » crouillon. Elle n'hésite pas à parler de la « *destruction de l'Etat sioniste* » et du « *rétablissement des palestiniens dans leurs droits* » (5).

(2) Prise de position du MATZPEN datant de décembre 1974 dans un document paru sous le titre « *Aujourd'hui, à l'heure de la question palestinienne* » (cité par *KHAMSIN* n° 1).

(3) Cité dans *KHAMSIN* n° 1.

(4) LENINE, *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, Ed. Sociales, Paris 1973, p. 24.

(5) Voir *La révolution arabe*, cahier rouge n° 13, juin 1975.

Voici une position qui exprime une exigence juste des besoins de la lutte contre l'oppression sioniste et impérialiste au Moyen-Orient et partant de l'union internationale des rangs prolétariens. Encore faut-il voir comment et en s'appuyant sur quelles forces la IV^e Internationale entend détruire l'Etat sioniste et le privilège juif.

Voyons en particulier quel rôle joue la révolte des masses palestiniennes dans cette révolution : « *La résistance palestinienne*, écrit la IV^e Internationale, ou du moins sa majeure partie, n'avança comme perspective que la « guerre populaire de libération » — but stratégique qui sans contenu social précis et sans objectifs transitoires politiques, organisationnels et militaires, est totalement irréaliste — (...). *La résistance palestinienne ne sut avancer comme programme capable d'assurer cette participation des masses arabes et juives à sa lutte ; son maximalisme est intrinsèquement lié à son provincialisme palestino-centriste* » (6).

C'est une constante chez les trotskystes que de reprocher aux mouvements nationaux de ne pas avoir un « programme social précis » (entendez socialiste !). Pour la IV^e Internationale, la gauche palestinienne « ne comprit pas surtout la nécessité impérieuse d'un parti révolutionnaire de classe » ! Il est clair qu'une telle position ne peut aboutir dans la pratique qu'au reniement de l'internationalisme véritable, qui ne peut en aucun cas faire du caractère « socialiste » du mouvement national-démocratique un préalable à son appui.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les trotskystes arrivent à condamner le « maximalisme » de la résistance palestinienne. Ce qui est pour le moins ridicule, car s'il y a bien un reproche que les marxistes révolutionnaires peuvent faire au mouvement national palestinien, c'est de n'avoir pas été pré-

cisément jusqu'au bout de ses propres objectifs nationaux-bourgeois.

C'est le moins qu'on puisse dire en effet : le front de classes dont l'OLP se fait l'organe va du prolétaire et du paysan sans terre non seulement au bourgeois, mais au propriétaire foncier, ce qui explique le refus d'avancer la moindre réforme agraire, et ce au nom de l'unité nationale. C'est aussi au nom de celle-ci que l'OLP justifie le refus d'intervenir dans les affaires des Etats « frères ». Et voilà qu'aujourd'hui même la constitution de l'Etat palestinien naissant sur les ruines d'Israël est de fait abandonnée (7) : quel « maximalisme » en effet !

Une fois la différence clairement opérée entre parti bourgeois démocratique et mouvement prolétarien, ce que ne fait pas la IV^e Internationale, les communistes révolutionnaires peuvent-ils dire que la « libération nationale » est un « objectif stratégique », autrement dit le « but final » ? Pas du tout !

Pour le prolétariat révolutionnaire, un tel objectif ne peut être considéré que comme un objectif « partiel » et « immédiat ». Le but stratégique est toujours la conquête du pouvoir par le prolétariat et la révolution communiste. La revendication nationale n'est donc jamais avancée comme revendication centrale du mouvement prolétarien, mais comme un moyen de sa lutte, que le prolétariat doit mener avec son programme et ses méthodes propres, quitte à passer des accords tempo-

(7) Voir notamment l'interview d'Arafat au journal autrichien *Die Presse*, cité par *Le Monde* du 27-3-80 : « Les Palestiniens ont d'abord fait savoir qu'ils étaient disposés à vivre dans un Etat démocratique, où musulmans, juifs et chrétiens seraient sur un pied d'égalité. Mais cette suggestion a été repoussée. Notre seconde proposition prévoit l'établissement d'un Etat palestinien indépendant sur chaque pouce de terre palestinienne d'où les Israéliens se retireraient. Cette proposition a été acceptée par notre congrès national ».

(6) *Idem.*

raires sur le terrain avec d'autres forces intéressées à cette lutte.

L'intervention particulière des communistes dans le mouvement social né de l'oppression coloniale consiste donc à *distinguer les intérêts propres du prolétariat* de ceux des autres classes. Mais cela doit se faire *dans le cours de la lutte* contre l'oppression nationale-coloniale et en la *menant à fond*, non en la reniant.

Ceci, parce que le prolétariat a le plus grand intérêt à ce que la solution *la plus radicale* soit donnée à la question nationale. Cela n'est possible qu'en considérant la revendication nationale non comme une *fin en soi*, mais comme un *levier de la lutte pour son émancipation internationale du capitalisme*. Ce qui suppose non seulement la séparation de l'impérialisme mais sa destruction révolutionnaire.

Pour le prolétariat, la « libération nationale » est donc un objectif immédiat. Or voici que la IV^e Internationale n'en fait pas seulement un objectif *en soi* (8) comme la petite-bourgeoisie démocratique et nationaliste, mais encore la repousse dans le lointain pour reprocher au mouvement bourgeois de ne pas avancer de revendications partielles, d'« objectifs transitoires, politiques, organisationnels et militaires ». Mais quel

objectif politique transitoire, « intermédiaire » peut-il y avoir entre la situation d'esclavage colonial et la libération de cet esclavage ?

A notre connaissance, d'un point de vue prolétarien et même d'un point de vue du mouvement anti-impérialiste radical, il n'y en a pas. Ou alors, c'est qu'on a le souci de revendications acceptables par la petite-bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière coloniale, qui leur permettent de manifester une certaine sympathie avec les masses opprimées sans avoir à lutter contre leur propre Etat.

Cette « supposition » n'est pas une simple supposition. Un indice est donné par l'attitude de la IV^e Internationale lors de l'avènement de l'Etat-« pied-noir » d'Israël : « *Tout le crime du sionisme apparaît clairement en ceci que, grâce à sa fonction réactionnaire, les premiers mouvements des masses arabes en faveur d'une Palestine unie et indépendante se retournent contre la population juive et non contre l'impérialisme* » (9).

Comment ? La révolte des masses palestiniennes et arabes — indépendamment du jugement que l'on peut porter sur les directions politiques que les circonstances historiques ont imposées — n'était pas et n'est pas

(8) Les trotskystes de la IV^e se gardent bien d'afficher la revendication nationale comme l'« objectif stratégique » du mouvement social. Pour eux, c'est le « socialisme », bien qu'il soit difficile de le distinguer chez eux du capitalisme réel. Selon leur théorie caricaturale de la « révolution permanente » ce n'est pas seulement la révolution anti-féodale ou anti-impérialiste qui peut se transformer en révolution prolétarienne, ce qui exige naturellement le rôle dirigeant du prolétariat et de son parti communiste comme ce fut le cas en Russie, mais c'est le parti démocratique petit-bourgeois même qui peut se transformer en parti socialiste ! D'où leur zèle à conseiller aux partis démocratiques de devenir... prolétariens (voir les exemples de l'après-indépendance en Algérie, l'expérience actuelle au Nicaragua...). Mais cette confusion naît aussi

de la permanence du *principe national* dont le prolétariat devrait assurer la victoire même lorsque la bourgeoisie a cessé de s'y intéresser. C'est ainsi que tout comme le stalinisme, le maoïsme et les autres courants démocratiques bourgeois, le trotskysme pose comme but du mouvement social aujourd'hui *l'unité de la nation arabe*, revendication qui avait un sens révolutionnaire dans la période de la révolution démocratique-nationale, mais qui devient une absurdité lorsque le capitalisme a triomphé, en se passant de cette unité. Autant dire donc que la IV^e Internationale fait de la « revendication nationale » qu'elle présente indépendamment de sa portée sociale, une « fin en soi » sinon un « objectif stratégique ».

(9) Editorial de la revue *Quatrième Internationale* de novembre 1947.

dirigé contre l'impérialisme ? La IV^e Internationale donne elle-même sa réponse à la question : « *Tout le crime du sionisme* » se résumerait pour elle dans ses conséquences vis-à-vis des populations juives.

Que le sionisme ait trompé les masses juives — et donc les travailleurs juifs, terriblement opprimés en Europe Centrale avant même d'y être systématiquement exterminés — c'est une chose. Mais il a pris appui sur cette aspiration des minorités juives d'Europe à fuir l'oppression pour en faire en Palestine un instrument au service des impérialismes anglo-saxons. Lénine lui-même écrivait en 1920 : « *Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer la question palestinienne des sionistes : sous prétexte de créer un Etat juif en Palestine, le sionisme a effectivement livré à l'exploitation de l'Angleterre les populations travailleuses arabes de Palestine, où les juifs ne sont qu'une infime minorité* » (10).

En tout cas, il est clair que l'oppression subie hier — et qui continue encore de subsister dans certains pays comme la Russie — aussi barbare fût-elle, ne saurait faire oublier l'oppression perpétrée aujourd'hui. Alors que les communistes révolutionnaires se placent du point de vue du *prolétariat international* pour lequel la destruction de l'oppression sioniste, serait-ce par le mouvement national arabe seul, constitue un *pas en avant* dans l'unification de ses rangs, les trotskystes de la IV^e Internationale se placent du point de vue de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière juives de Palestine et flattent leur sentiment social-impérialiste en présentant la révolte des

masses exploitées comme un *danger* dont serait responsable le sionisme...

Naturellement, le communisme révolutionnaire et internationaliste n'hésite pas à montrer aux prolétaires juifs qui sont influencés par la propagande de la « terre promise » que le sionisme est un instrument de l'impérialisme et que loin de donner une solution à la question juive, il ne fait que la rendre insoluble.

Mais il est aussi et surtout du *devoir impérieux* des communistes révolutionnaires d'avancer parmi les masses du pays oppresseur, en l'occurrence parmi les masses israéliennes et les masses ouvrières d'Amérique, d'Europe et de Russie, dont Israël n'est que l'*appendice social*, le besoin de la solidarité inconditionnelle avec la lutte de libération menée contre l'Etat d'Israël, sur la base de l'*égalité totale des droits*, de la suppression du *privilège juif* et sur la base du besoin d'un *Etat laïque* (11). Ceci reste vrai quelle que soit la direction que se donne le mouvement, même si elle est bourgeoise et nationaliste, et quelle que soit la *solution concrète* qui puisse être donnée à la question : constitution d'un grand Etat national pan-arabe, Etat « national » palestinien ou Etat prolétarien.

Cela ne signifie évidemment pas que nous soyons indifférents à la réalisation de l'une ou l'autre de ces diverses hypothèses. Bien au contraire. Mais cette réalisation découle non d'une proclamation programmatique, mais du *rapport de forces sociales* dont il s'agit d'étudier le comportement dans l'histoire, ce que nous ne pouvons faire dans le cadre de cet article mais qui pourra faire l'objet d'un autre. Il suffira de dire pour l'instant que les bourgeoisies arabes et la bourgeoisie palestinienne en particulier ont définitive-

(10) Lénine, « *thèses sur la question nationale et coloniale* », point 11. *Compte-rendu du II^e Congrès de l'Internationale Communiste*.

(11) Voir notamment l'article intitulé « *Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires* » paru dans *Programme Communiste* n° 80.

ment renoncé à remettre en cause l'Ordre impérialiste et son pilier sioniste. C'est la raison pour laquelle la révolte des masses exploitées palestiniennes et arabes qui doit inéluctablement s'affronter à l'Etat d'Israël devra le faire désormais contre tous les Etats arabes en place, aussi progressistes qu'ils se prétendent. Et dans la mesure même où la bourgeoisie palestinienne est désormais incapable de mener cette lutte, c'est le prolétariat qui doit la prendre en charge. Mais, bien entendu, il n'en restera pas là : il prend appui sur cette révolte pour réaliser sa propre dictature.

Dans les conditions locales, elle pourra prendre la forme d'une *République ouvrière et paysanne du Moyen-Orient* qui en finira non seulement avec le privilège juif mais avec les privilèges de toutes les classes dominantes (12).

Le travail des communistes révolutionnaires parmi les masses du pays oppresseur résulte donc d'une *attitude de principe*. Avant de se demander ce que fait la résistance palestinienne pour entraîner dans la lutte les masses juives d'Israël, la IV^e devrait se demander honnêtement ce qu'elle fait *elle* pour arracher le prolétariat juif d'Israël et les prolétaires des métropoles impérialistes d'Europe, de Russie et d'Amérique à l'influence du sionisme et du social-impérialisme. Là est la véritable question. Comme on peut le voir, malgré sa position apparemment radicale contre le maintien de l'Etat sioniste, la IV^e Internationale fait la moue sur les moyens à utiliser pour détruire Israël ; en fait, elle pose comme préalable à la lutte... la participation des masses juives. Bref, elle rend en pratique cette lutte impossible et dans les faits sa position ne se différencie nullement de celle des autres formations de l'« extrême-gauche » israélienne.

★★

(12) Voir l'article intitulé « *Le prolétariat et l'Etat pied-noir d'Israël* » paru dans *Le Prolétaire* n° 309, mars 80.

Où se trouve la *source théorique* de cette position pratique, qui relève du social-impérialisme honteux ? Et bien, la IV^e Internationale nous livre elle-même l'explication. Voici en effet comment les trotskystes de la IV^e voient l'avenir après avoir reconnu *en paroles* la nécessité de la destruction de l'Etat d'Israël : « *après la destruction de l'Etat sioniste et après le rétablissement des Palestiniens dans leurs droits (...)* il sera possible de reconnaître le droit à l'autodétermination de la minorité nationale juive en Palestine, y compris son droit à la séparation étatique sur une partie du territoire palestinien » (13).

Mais la minorité nationale juive en Palestine n'a-t-elle pas précisément déjà exercé « son droit à la séparation étatique sur une partie du territoire palestinien » ? Tandis que la solution actuellement à la mode, la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël, revient à vouloir faire tourner la roue de l'histoire en arrière pour revenir à la situation d'avant 1967, la solution de la IV^e revient à préconiser le retour à la situation d'avant 1948 ! La belle affaire : de la même manière que 1948 mène logiquement à 1967, la déclaration Balfour mène automatiquement à 1948 et donc aussi à 1967. La seule différence tient au fait que, hier, le capitalisme s'introduisait au Moyen-Orient par la colonisation juive, tandis qu'aujourd'hui tous les Etats de la région sont devenus capitalistes même si certains sont loin d'être tout à fait modernes, et que l'impérialisme n'a plus le même intérêt à soutenir l'Etat pied-noir d'Israël qu'il y a trente ans ! Mais cela, loin d'arrêter l'« expansionnisme » d'Israël, Etat économiquement non viable, ne peut que l'aiguillonner.

En aucune manière, il n'est possible de considérer le « droit à l'autodétermination » comme un absolu, c'est-à-dire sans tenir compte des conditions historiques concrètes qui le fondent. Sinon, cela amène tout

(13) *La révolution arabe*, op. cit.

naturellement à mettre sur un pied d'égalité les opprimés et... les oppresseurs ! Soutenir le « droit à l'autodétermination » de la « minorité juive » après la destruction d'Israël revient à ignorer que l'Etat sioniste n'est pas seulement un *Etat-mercenaire* du point de vue politique et militaire au service des impérialismes occidentaux, mais aussi un véritable prototype d'*Etat colonial*, où le *privilège sioniste* protège la *caste dominante* et où la nationalité est directement liée à la religion juive.

Pour faire une comparaison historique, qu'aurait signifié par exemple après la victoire de la révolution algérienne le « droit à l'autodétermination » de la minorité européenne en Algérie ? Mais, nous dira-t-on, les pieds-noirs d'Algérie avaient une patrie, ils étaient fondus dans la nationalité française, tandis que les colons juifs d'Israël n'ont pas eu d'autre territoire « national » que celui qu'ils occupent en Palestine. Une telle théorie n'est que la justification sioniste que l'impérialisme a utilisée à ses fins pour canaliser le désir des populations juives d'Europe centrale de fuir l'oppression barbare et les massacres dont ils ont été victimes.

En réalité, la société israélienne n'est qu'un *appendice social* de la société euro-américaine, dans laquelle l'oppression juive ne peut pas se résoudre par la constitution d'un Etat juif, mais seulement par *l'égalité complète des droits* et la lutte résolue contre les discriminations qui frappent les juifs sur le plan de la langue, de la religion, etc. Faut-il rappeler que pour le marxisme l'idée d'une « nation juive » n'a jamais été considérée que comme une théorie réactionnaire : « *L'idée d'une « nationalité » juive porte un caractère nettement réactionnaire non seulement chez ses adeptes conséquents (les sionistes) mais aussi chez ceux qui s'attachent à la concrétiser avec les idées de la social-démocratie (les bundistes) »* (14). De ce point de vue, on

voit qu'aujourd'hui les trotskystes ne font que reprendre les... bundistes !

Lénine s'hésitait pas hier à voir dans les sionistes les défenseurs conséquents de l'existence d'une « nation juive » (15). Or il est clair que si cette théorie pouvait influencer les masses juives opprimées d'Europe centrale, la barbarie dont elles étaient victimes n'excuse pas le fait que le sionisme est devenu l'instrument d'une *oppression impérialiste classique*. L'idée d'une « nation juive », déjà réactionnaire et inconsistante au début du siècle, a pris après la constitution d'Israël une *consistance* mais non une *légitimité* historique, à moins que l'on confonde les idées de *caste coloniale* et de *nation*.

La seule chose que l'Etat né de la destruction du *privilège juif* en Palestine aura à instaurer n'est donc pas l'autodétermination des juifs mais *l'égalité totale des droits et le respect des libertés religieuses, de langue, etc.*, exactement comme l'ont fait la révolution française de 1789 ou la révolution russe de 1917. Et puisque la révolution bourgeoise, « démocratique » et « nationale » a été incapable de réaliser cette *égalité juridique et religieuse* de tous les citoyens dans un Etat arabe qui en aurait fini avec Israël, c'est une tâche qui revient à l'Etat prolétarien du Moyen-Orient ! Il le fera évidemment en privant de leurs droits politiques toutes les classes dominantes !

Pour en revenir au trotskysme de la IV^e Internationale, il est clair que son « internationalisme » est à l'image de sa vision sociale, c'est-à-dire s'oppose dans les faits aux exigences de la révolution prolétarienne. Les intérêts révolutionnaires du prolétariat international exigent la fu-

(14) Lénine, « *La situation du Bund dans le parti* », Œuvres t. 7, p. 99.

(15) Lénine parle explicitement de l'« *idée sioniste d'une « nation » juive* » dans un article de 1903 dirigé contre le Bund et intitulé « *Maximum d'impudence et minimum de logique* », Œuvres, t. 7, p. 60.

sion de ses rangs par-dessus toutes les barrières de langue, de nationalité, etc. Ils exigent donc, comme *condition préjudicielle*, la lutte de tous les bataillons prolétariens, ceux de la nationalité opprimée comme ceux de la nationalité privilégiée contre l'*oppression nationale*, comme levier de la révolution communiste.

La IV^e Internationale, quant à elle, tente de concilier le nationalisme de la petite-bourgeoisie des nationalités opprimées et l'esprit social-impéria-

liste de celle des pays oppresseurs. Mais comme la conciliation est impossible dans la pratique, cette tentative n'a d'autre fonction réelle que de paralyser la lutte d'émancipation nationale et de fournir un appui de fait à l'Ordre établi impérialiste.

C'est peut-être un « internationalisme », mais un internationalisme petit-bourgeois et prostitué à l'état d'esprit social-impérialiste, non l'internationalisme prolétarien et communiste.

Un mythe usé : le « socialisme » de l'Est

Jusqu'ici, les soulèvements ouvriers en Allemagne de l'Est ou en Hongrie, en Pologne ou en Tchécoslovaquie, n'avaient pas réussi à renverser le mythe qui présentait les pays de l'Est comme des dictatures prolétariennes et socialistes. La bourgeoisie occidentale avait trouvé dans ces explosions l'occasion de jacasser sur la supériorité de son système ; les trotskystes, celle de découvrir que le socialisme ne résoud pas tout et qu'il faut « en plus » la démocratie ; les libertaires en tout genre, celle de dénoncer l'Etat et le parti en général. Quant aux ouvriers, ils ne comprenaient plus rien et restaient perplexes sinon dégoûtés de tout.

Cette fois, la bourgeoisie occidentale n'a pas trouvé dans les malheurs de sa sœur polonaise des motifs d'auto-satisfaction. C'est que la crise mord au cœur les grands pays capitalistes, et qu'une « déstabilisation » sociale ici ou là risque fort de se propager ailleurs. Face à la solidarité réelle que toutes les bourgeoisies

ont manifestée à cette occasion, le mythe des « deux systèmes antagoniques » commence à sombrer dans le ridicule. Aussi ne faut-il pas s'étonner si un des grands quotidiens bourgeois, *le Monde*, ouvre ses colonnes à des gens qui, sans pour autant revendiquer le marxisme révolutionnaire, s'appliquent à démontrer qu'il n'y a pas plus de dictature du prolétariat que de socialisme dans les pays de l'Est.

Dans un article intitulé « Le moine et son habit » et publié dans *le Monde* du 2 décembre 1980, M. Jacques Madaule se permet en effet de rappeler qu'*« il ne suffit pas de baptiser dictature du prolétariat ce qui n'est que la dictature d'une classe de professionnels du pouvoir et de son exercice pour que le régime que l'on dirige soit socialiste ou marxiste »*. Il ajoute que l'on contribue ainsi à déconsidérer tout ensemble le socialisme et le marxisme, pour le plus grand profit de *« ceux qui ne veulent pas que cela change du tout et qui*

n'ont aucune envie de se voir remplacés par d'autres ».

Et il poursuit :

« Socialisme, marxisme, ce sont les oripeaux dont on couvre pieusement une réalité toute différente. Cela, tous les gens avertis le savent, à quelque parti qu'ils appartiennent, mais personne n'ose le dire à haute et intelligible voix, car toutes les classes dirigeantes, en dépit de leur antagonisme bruyant et parfois meurtrier, sont solidaires en dernière instance. Nul n'a intérêt à dépouiller le moine du couvent rival des beaux habits dont il se pare. Ah ! comme il est plus facile et plus rentable de lutter, d'une part contre Marx qui n'en peut mais, de l'accuser de n'être qu'un vulgaire bourgeois ou un mauvais économiste et de faire, d'autre part, de fructueuses affaires avec l'Est. Tant qu'on ne s'en prend qu'aux habits il n'y a pas trop de mal ».

Enfin, il nous prévient que, « pourvu que nous ayons des yeux et des oreilles », les ouvriers polonais nous auront servi, au moins, à mieux comprendre ce qui se passe chez nous.

Bien entendu, il ne s'agit pas seulement de « comprendre », mais de prendre parti d'un point de vue de classe. Mais, tout aussi évidemment, cela n'est pas du ressort des honorables correspondants du *Monde*, qui se contentent de traduire à leur façon le « choc polonais ». A côté de Madaule qui dénonce le mythe de la dictature du prolétariat, M. D. Saint-James ne craint pas de rappeler ce qu'est le socialisme selon Marx.

« Suffit-il, en effet, écrit-il, qu'un Etat se proclame « socialiste » ou « communiste » pour que le prolétariat y soit réellement victorieux ? Au lieu de répondre par l'affirmative et de s'arrêter ainsi simplement aux mots, mieux vaudrait examiner la structure des Etats socialistes pour voir de quoi il retourne réellement. Constatons d'abord qu'aujourd'hui le mot « socialisme » est mis à toutes les sauces. Amin Dada lui-même, ne s'est-il pas proclamé socialiste ? Visi-

blement, personne n'a trouvé à y redire. Cela vient de ce que le fond commun à toutes ces sauces, c'est que socialisme = toute puissance étatique. Là où ça se gâte, c'est quand on en vient à affirmer que toute puissance de l'Etat est synonyme de toute puissance du peuple » (in « La bonne vieille lutte de classe »).

Il se charge de reprendre ensuite quelques affirmations les plus élémentaires du marxisme, à savoir que lorsque les ouvriers sont contraints pour vivre de vendre leur force de travail, on est dans le régime du salariat et lorsque l'« on dit salariat on dit capital » car « l'un ne va jamais sans l'autre ».

Nous ne nous arrêterons pas sur une démonstration que nous n'avons cessé de faire dans notre presse pendant des décennies, bien avant que les brillants intellectuels bourgeois la découvrent. Si un mensonge aussi grossier que le « socialisme » de l'Est a pu faire autorité pendant si longtemps, c'est que toutes les bourgeoisies avaient intérêt à le répandre. A l'Est, il servait à camoufler la dictature exercée par l'Etat bourgeois sur le prolétariat, une dictature qui se cache à l'Ouest derrière la fiction démocratique. A l'Ouest, il servait à présenter aux prolétaires l'image grotesque et odieuse d'un « socialisme » oppresseur et exploiteur, quasi-esclavagiste, une image qui ne pouvait que les rejeter dans les bras de la bourgeoisie. Pour fabriquer, présenter et défendre ce mensonge éhonté, pour l'inculquer aux ouvriers à travers tout son appareil de propagande, la bourgeoisie a trouvé l'aide empressée de toutes les « sommités de l'esprit », de tous les « grands penseurs » et autres intellectuels, sans même parler des organisations politiques qui reposaient sur lui.

Mais voilà, le mensonge n'a pas résisté à l'érosion et les prolétaires polonais viennent de lui porter un coup terrible : les esclaves salariés du « socialisme réel » en ont fait une formidable critique pratique.

Face à ce grand moment de la reprise de classe, on trouve l'affirmation, avec un ensemble et une rapidité qui devraient servir d'exemple au prolétariat du monde entier, de la solidarité de tous les Etats capitalistes, de l'Est et de l'Ouest. Ils ne cessent de prodiguer conseils et encouragements aux dirigeants polonais et, surtout, n'hésitent pas un instant à fouiller dans leur précieux porte-monnaie pour lui fournir une aide matérielle indispensable... à la stabilité sociale de l'Europe bourgeoise.

En même temps qu'il mettait l'URSS et ses satellites en garde contre une éventuelle intervention militaire, le secrétaire de l'Otan, M. Luns, s'est empressé de mettre cartes sur tables en déclarant « avec franchise » comme dit *Le Monde* (4-12-80), qu'« une intervention militaire de l'URSS ne susciterait en aucun cas de réponse militaire de l'Ouest... ». Allons, chers confrères, vous pouvez faire le ménage chez vous ! Voilà les prolétaires prévenus : en luttant sur leur terrain de classe et pour leurs buts de classe, ils devront affronter la coalition de tous les Etats bourgeois, de l'Ouest comme de l'Est.

D'ailleurs, les appels des USA en faveur d'un compromis en Pologne ne sont pas moins pressants que ceux qui viennent de Russie. Brzezinski

est on ne peut plus « franc » lui aussi, et direct : « *Personne n'est intéressé à ébranler les arrangements internationaux existants ou à menacer les intérêts légitimes [!] de qui-conque* ». Non, ce qu'il faut, c'est que « *les trois forces à l'œuvre* » en Pologne, le gouvernement, Solidarité et l'Eglise sachent faire preuve d'esprit de compromis, de prudence, de modération...

S'est donc clair : dans l'adversité il n'y a plus d'opposition entre le « capitalisme en toute franchise » et les faux socialismes. Il n'y a que l'union des exploités et des opprimés, qui ne mettent aux prêts qu'ils accordent qu'une seule condition : que l'Etat polonais fasse la preuve de sa capacité à ramener le calme au foyer, à convaincre les travailleurs d'accepter de gré ou de force leur triste condition en rêvant à des lendemains meilleurs.

Mais si les coups de boutoir des prolétaires polonais obligent ainsi la bourgeoisie internationale à lever le masque et l'incitent à mettre en veilleuse les mythes contre-révolutionnaires qu'elle a elle-même créés, est-il téméraire d'espérer qu'ils seront capables de remuer puissamment les cœurs et les cerveaux des prolétaires du monde entier, pris eux aussi dans les mâchoires de la crise capitaliste ?

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 48 F - 400 FB - 9.600 Lires - 24 FS
£ 5.00 - \$ 10.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2,50 F - 15 FB - 500 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 50 F - 400 FB - 10.000 Lires - 24 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 p. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 200 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 5.000 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS
Abonnement annuel : 28 F - 280 FB - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM

el-oumami

bulletin bimestriel

Le numéro : 3 F - 20 FB - 600 Lires - 1,50 FS
Abonnement annuel : 18 F - 120 FB - 3.600 Lires - 9 FS